

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Relations familiales et incarcération : défis et contradictions

par  
Ninon Lalonde

École de Criminologie  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maîtrise ès sciences (M.Sc.)  
en Criminologie

Août, 2007

©Ninon Lalonde, 2007



Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :  
Relations familiales et incarcération : défis et contradictions

Présenté par :  
Ninon Lalonde

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Jean Poupart  
(président-rapporteur)

Marion Vacheret  
(directrice de recherche)

Véronique Strimelle  
(membre du jury)

Mémoire accepté le 9 avril 2008

## **RÉSUMÉ**

Ce mémoire porte sur l'expérience du maintien des relations familiales et amoureuses des hommes détenus incarcérés dans un pénitencier canadien, donc qui purgent une peine d'emprisonnement de deux ans et plus. Le Service correctionnel du Canada a mis en place des mesures et des programmes qui offrent aux détenus la possibilité de maintenir des liens avec leur famille. Ces mesures sont encadrées par la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (1992, ch. 20) et les directives du commissaire. Nous nous sommes intéressée plus particulièrement aux éléments propices, aux obstacles et aux contradictions inhérentes à cette législation du Service correctionnel du Canada tel que vécus par les détenus eux-mêmes.

Pour rendre compte de l'expérience et du vécu des détenus fédéraux quant au maintien des relations familiales, nous avons rencontré vingt-huit détenus purgeant une peine d'emprisonnement de deux ans et plus et étant incarcérés dans quatre pénitenciers canadiens se situant dans la province du Québec.

L'analyse de nos données qualitatives illustre le fait que le maintien des relations familiales et amoureuses se déroule dans un contexte de surveillance constante, de contrôle et de coercition. Cet aspect oppressant de l'univers carcéral engendre un effritement des relations entre le détenu et les membres de sa famille. En effet, l'incarcération empêche le détenu de remplir ses différents rôles sociaux, comme celui de pourvoyeur, de père, de fils, de conjoint... auprès de sa famille.

**Mots-clés :** prison – détenu - famille – isolement – contact

## **ABSTRACT**

The focus of the present thesis is the upkeep of the family and amorous ties of inmates imprisoned in a Canadian penitentiary, thus those incarcerated for 2 years or more. Correctional Service Canada has created certain programs which offer inmates the possibility of maintaining ties with their respective families. These programs are provided for by the Corrections and Conditional Release Act (CCRA) (1992, ch. 20) as well as the Commissioner's guidelines. We focused on the enabling elements, obstacles and apparent contradictions of this particular piece of legislation as seen from the inmates' point of view.

To account for federal inmates' experiences regarding the upkeep of family ties, we interviewed twenty-eight prisoners sentenced to two or more years imprisonment in four Canadian penitentiaries located in the province of Quebec.

Analysis of the qualitative data illustrates that the upkeep of family and amorous ties is carried out within a context of constant surveillance, control and coercion. This oppressive aspect of the carceral environment leads to an erosion in the ties that bond the inmate to his family. To be sure, incarceration prevents the inmate from fulfilling his various social functions, such as provider, father, son or spouse to his family.

**Keywords :** prison – inmate – family – isolation – contact

---

**INTRODUCTION** **1**

---

**RECENSION DES ÉCRITS ET PROBLÉMATIQUE** **5**

<b>1. L'INCARCÉRATION : UNE SITUATION D'EXCLUSION</b>	<b>7</b>
1.1 INCARCÉRATION ET DÉSAFFILIATION	7
1.2 LE MAINTIEN DES LIENS FAMILIAUX LORS DE LA DÉTENTION : UNE LIMITE À L'EXCLUSION	8
<b>2. LE SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA : LES LOIS ET POLITIQUES</b>	<b>9</b>
2.1 LA MISSION	9
<b>2.2 L'IMPORTANCE DE LA SITUATION FAMILIALE DES DÉTENUS AU SEIN DU SCC</b>	<b>10</b>
<b>3. UNE DÉFINITION DE LA FAMILLE</b>	<b>12</b>
<b>4. L'INSTITUTION CARCÉRALE</b>	<b>13</b>
4.1 RUPTURE AVEC LE MONDE EXTÉRIEUR	14
4.2 UNE INSTITUTION OUVERTE SUR L'EXTÉRIEUR QUI RECONNAÎT LES DROITS DES DÉTENUS	16
<b>5. LE STATUT DE DÉTENU : UN OBSTACLE AU MAINTIEN DES RELATIONS FAMILIALES</b>	<b>17</b>
5.1 SUBORDINATION	17
5.2 PRÉCARITÉ	19
5.3 PERTE D'AUTONOMIE	20
<b>6. L'OBJET D'ÉTUDE</b>	<b>24</b>

---

**LA MÉTHODOLOGIE** **25**

<b>1. LA PERTINENCE DE LA MÉTHODOLOGIE QUALITATIVE</b>	<b>26</b>
1.1 L'ENTRETIEN À TENDANCE NON DIRECTIVE	27
1.2 LA CONSIGNE DE DÉPART	28
<b>2. LA POPULATION À L'ÉTUDE</b>	<b>29</b>
<b>3. LA MODALITÉ D'ÉCHANTILLONNAGE</b>	<b>30</b>
<b>4. LA NÉGOCIATION DU TERRAIN DE RECHERCHE</b>	<b>34</b>
<b>5. LES MÉTHODES D'ANALYSE DES DONNÉES</b>	<b>36</b>
<b>6. LES FORCES ET LIMITES DE L'ÉTUDE</b>	<b>37</b>

---

**CHAPITRE 3 : LES DONNÉES** **40**

<b>1. LA PEINE PRIVATIVE DE LIBERTÉ</b>	<b>41</b>
1.1 LA SOUFFRANCE DE LA SÉPARATION	42
1.2 LES RELATIONS FAMILIALES DES DÉTENUS DANS UN CONTEXTE D'INCARCÉRATION	45
1.3 LE MAINTIEN DES LIENS LORS DE L'INCARCÉRATION : UNE SOUFFRANCE NÉCESSAIRE ?	50
<b>2. L'EXPÉRIENCE CARCÉRALE DES DÉTENUS : INTRUSION ET CONTRÔLE DE LEUR VIE FAMILIALE</b>	<b>51</b>
2.1 LE COURRIER	51
2.2 LES COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES	52
2.3 LES VISITES RÉGULIÈRES	56
2.4 LES VISITES COMMUNAUTAIRES	63
2.5 LES VISITES FAMILIALES PRIVÉES	65
2.6 LES PERMISSIONS DE SORTIR AVEC OU SANS ESCORTE	75
2.7 LES ENJEUX DES VISITES	77

<b>3. LES STRATÉGIES D'ADAPTATION DES DÉTENUS</b>	<b>90</b>
3.1 LES STRATÉGIES VISANT À LIMITER L'INTRUSION DU SCC	90
3.2 LES STRATÉGIES VISANT À ATTÉNUER LA SOUFFRANCE	92

---

<b>CHAPITRE 4 : L'ANALYSE</b>	<b>95</b>
-------------------------------	-----------

---

<b>1. PRISON ET FAMILLE : CADRE INSTITUTIONNEL ET SOCIOPOLITIQUE DU MAINTIEN DES LIENS</b>	<b>97</b>
1.1 LA PHILOSOPHIE CORRECTIONNELLE	97
1.2 LES APPROCHES COERCITIVES	100
1.3 L'ISOLEMENT SOCIAL	102
1.4 LA DIFFICULTÉ D'EXERCER SON RÔLE PARENTAL	104
<b>2. DÉTENU SOUS SURVEILLANCE : FAMILLE EN DANGER ?</b>	<b>105</b>
2.1 UNE CONDITION LOURDE DE CONTRÔLES QUI PARTICIPE À LA DISSOLUTION DES LIENS	106
2.2 MAINTENIR DES CONTACTS DANS L'ISOLEMENT : UN PARADOXE ?	108
2.3 UN APPAUVRISSEMENT ACCRU	110
2.4 DES RÉPONSES À UNE PERTE DE STATUT	111
2.5 LES STRATÉGIES DE SURVIE	114
<b>3. DISCUSSION ET CONCLUSION</b>	<b>116</b>

---

<b>CONCLUSION</b>	<b>118</b>
-------------------	------------

---

<b>ANNEXE</b>	<b>128</b>
---------------	------------

---

<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>130</b>
----------------------	------------

---

## **LISTE DES TABLEAUX**

**TABLEAU 1** Description de l'échantillon des détenus fédéraux

33



## **REMERCIEMENTS**

Merci :

À tous les détenus qui ont accepté de me rencontrer, de me livrer leur expérience, leurs sentiments, leurs craintes, leurs joies..., qui m'ont parlé des relations intimes qu'ils entretiennent avec leur famille. Vous êtes l'essence même de ce mémoire.

Au Service correctionnel du Canada qui m'a donné les autorisations nécessaires à la réalisation de ce mémoire.

Aux personnes qui, dans chaque établissement de détention, m'ont accueillie, m'ont permis de rencontrer des détenus, m'ont aidée à construire mon échantillon.

À Marion, ma directrice de mémoire, qui m'a permis de réaliser toutes les démarches nécessaires à la réalisation de ce mémoire auprès du Service correctionnel du Canada, qui m'a guidée dans ma réflexion, qui m'a offert des expériences de travail qui ont contribué à ma formation et à assurer ma situation financière.

À Marianne qui a investi énormément d'énergie et de temps dans la lecture et relecture de ce mémoire, qui a toujours pris le temps, peu importe les délais serrés dans lesquels elle devait réaliser cet exercice, de me conseiller, mais surtout de m'encourager. Depuis deux semaines déjà, elle a lu et corrigé de nombreuses versions de cette « fameuse » version finale. Ses nombreux téléphones et visites au bureau qui visaient à me faire part de ses commentaires, à faire avancer ma réflexion, à s'enquérir de mon stress, à trouver des réponses aux nombreuses questions que soulève la rédaction d'un mémoire m'ont permis de terminer ce projet. Son investissement a été l'élément déterminant de ma réussite à mener à bien cette maîtrise. De plus, depuis plusieurs années, la place qu'elle me donne au sein de ses recherches m'a été d'une grande aide.

À Marie pour la lecture et la relecture du mémoire et pour ses encouragements. Si ce mémoire a pu voir le jour, c'est en partie à cause du rôle de « conseillère » qu'elle joue, si bien, auprès de moi. Nos discussions et le fait qu'elle m'a permise d'être auxiliaire

d'enseignement dans ses cours font d'elle une personne importante dans mon cheminement. Tu as su faire avancer ma réflexion.

À mes parents et à ma sœur Liette qui m'ont supportée dans ce projet et qui m'ont aidée à réaliser mes rêves.

À ma sœur Annie qui, par sa présence et ses encouragements, m'a aidée à mener à terme ce projet. C'est également grâce à elle que j'ai pu me nourrir durant cette dernière semaine de rédaction. Merci pour les repas, les discussions et la retranscription de l'entrevue.

À Matthew pour la rédaction en anglais des résumés de ce mémoire et pour ta façon toute particulière de m'encourager par la négative. Merci également pour l'aide lors de la retranscription de certains mots employés par les détenus.

À Philippe pour les nombreuses heures et nuits passées à me traduire des textes, pour tes encouragements, ta présence et les bons moments passés ensemble.

À Tommy parce que tu as toujours cru en moi, tu m'as beaucoup encouragée, tu as su me motiver alors que je l'étais le moins, pour les moments qu'on a partagés, pour la confiance en moi que tu m'as donnée, mais surtout pour cette phrase qui, pour moi, est devenue célèbre : « J'ai des grands projets pour toi, tu feras un doctorat. ».

À David qui depuis deux mois me supporte, m'encourage, m'aide, prend soin de moi, parce que ta présence m'est d'un grand réconfort. Tes attentions toutes particulières m'aident à persévérer. Les nombreux services que tu m'as rendus m'ont permis de me concentrer sur la rédaction de ce mémoire. Ta toute nouvelle présence dans ma vie est très importante.

À tous mes amis et à toutes les personnes qui m'ont permis de finir ce mémoire.  
Encore une fois merci.

# **Introduction**

*« M'a dire comme on dit nous autres, on a une expression icitte : le ciment et les barreaux finissent par avoir notre couple, ou ben notre relation, ou peu importe. » (Nicholas, 33 ans, sentence de 3 ans, 3 enfants).*

Ce mémoire<sup>1</sup> s'intéresse aux points de vue et au vécu des détenus fédéraux quant à leurs rapports familiaux.

La prison a longtemps été considérée comme une institution totale où isolement, contrôle, surveillance et réclusion étaient le pain quotidien de ses cénobites. Cependant, depuis les années 1980 et 1990, il y a un effritement du caractère total des établissements de détention qui sont davantage ouverts sur l'extérieur, notamment grâce aux échanges que les détenus peuvent avoir avec la communauté. Malgré cette ouverture sur la société, l'incarcération demeure une situation d'exclusion où le détenu est retiré de son milieu professionnel et social pour être enfermé dans un endroit circonscrit.

Le maintien des relations familiales lors de la détention peut être appréhendé comme une limite à l'exclusion que représente l'incarcération. Il est intéressant de se demander comment la mise en œuvre effective du maintien des rapports familiaux se réalise dans ce contexte d'exclusion.

Le Service correctionnel du Canada (SCC) respecte le modèle de primauté du droit, dont un des droits des détenus est l'accès aux visites. Des moyens de contact sont donc offerts aux contrevenants afin de maintenir des liens avec l'extérieur, notamment avec leur famille. Ces mesures sont encadrées par les directives du commissaire.

Nous nous intéressons donc aux relations familiales des détenus, ainsi qu'à leur expérience du maintien des liens familiaux. Afin de rendre compte de ces objectifs, nous avons réalisé des entretiens à tendance non directive avec des détenus incarcérés au Québec dans un pénitencier fédéral et dont la sentence est de deux ans et plus.

---

<sup>1</sup> Les résultats présentés dans ce mémoire n'engagent que l'auteure et ils ne sont d'aucune façon représentatifs des opinions du Service correctionnel du Canada ou de ses employés.

Le premier chapitre de ce mémoire pose le problème du maintien des relations familiales en contexte d'incarcération en faisant état des connaissances sur le sujet. Nous analysons les rapports familiaux comme étant une limite à l'exclusion engendrée par l'incarcération.

La mission du Service correctionnel du Canada, qui respecte le modèle de primauté du droit, est ensuite exposée. Nous verrons comment la situation familiale des détenus est prise en compte dans l'exécution de la peine sur le plan de l'administration quotidienne, des évaluations, de l'intervention et de l'encadrement à la sortie. La notion de famille utilisée dans ce mémoire est définie en lien avec celle présentée par le SCC.

Une brève présentation de l'institution carcérale est réalisée afin d'expliquer son évolution. Autrefois qualifiée d'institution totale, cette dernière serait maintenant ouverte sur la communauté. Au sein des établissements et dans la littérature scientifique, une perspective négative du détenu est développée. En effet, le statut de détenu est associé à celui d'un individu dangereux, manipulateur, irresponsable et instable.

Ce statut influence les conditions dans lesquelles le maintien des relations familiales se réalise. Trois grands axes, la subordination des détenus, leur précarité financière et leur perte d'autonomie, viennent influencer leurs relations familiales. Cette partie fait ressortir les différentes difficultés rencontrées par les détenus dans l'exercice du maintien des liens familiaux, les conséquences qui en résultent, ainsi que l'impossibilité pour ces derniers d'assumer leurs différents rôles sociaux.

Le deuxième chapitre s'intéresse à la méthodologie choisie pour réaliser ce mémoire. Afin de répondre à notre question de départ, nous avons opté pour une méthodologie qualitative. Nous avons réalisé vingt-huit entrevues à tendance non directive avec des détenus. Nous avons diversifié notre échantillon à l'aide de cinq variables stratégiques, soit le niveau de sécurité de l'établissement carcéral, la ville où est situé le pénitencier, l'âge des détenus, la durée de leur sentence et le nombre d'enfants qu'ils ont.

Le troisième chapitre est la présentation des données recueillies lors du travail de terrain. Dans un premier temps, nous voyons comment la peine privative de liberté affecte les relations familiales des détenus et sous quelles formes ces relations se manifestent. Dans un deuxième temps, nous présentons les différents moyens de contact offerts aux détenus pour maintenir les liens, les limites de ces moyens, les contrôles qui les régissent et les rôles sociaux pouvant être partiellement comblés par les contrevenants dans ce contexte. Finalement, afin de s'adapter à l'univers carcéral, les détenus ont développé des stratégies qui visent à restreindre le contrôle du Service correctionnel du Canada et à atténuer la souffrance qui résulte de cette expérience.

Le quatrième chapitre est l'analyse de nos données sous forme d'article scientifique. Cet article a été soumis à la revue scientifique *Champ pénal*. De nos données ressort le caractère coercitif dans lequel se déroulent les contacts en prison. En effet, les détenus et leur famille sont soumis à de nombreux contrôles et à une surveillance constante. Ces caractéristiques engendrent un effritement des relations familiales des détenus qui se manifestent par une incapacité pour les détenus à remplir leurs différents rôles sociaux que nécessitent les liens familiaux.

Nous terminons notre analyse en joignant certains éléments de la revue de littérature aux données recueillies dans le cadre de ce mémoire, notamment quant à deux grands aspects, soit le contrôle exercé par le Service correctionnel sur la famille des détenus et le passage du droit de visite à un système de privilèges qui assure la docilité de la population carcérale.

## **Recension des écrits et problématique**

La détention frappe d'ostracisme. Le retrait du contrevenant de la communauté peut être analysé en termes d'exclusion puisque le détenu est retiré de son milieu professionnel et coupé de son réseau social. Il se retrouve circonscrit dans un environnement contrôlé. Cette situation de réclusion engendre une transformation des liens entre la personne incarcérée et sa famille.

Le Service correctionnel du Canada a mis en place des moyens de contact qui donnent la possibilité aux détenus de maintenir des relations familiales malgré l'incarcération. Le SCC prend en compte la situation familiale des contrevenants dans l'exécution de la peine, notamment sur le plan de l'administration quotidienne, des évaluations, des interventions et de l'encadrement à la sortie. Le SCC fait une distinction entre les relations sociales et familiales des détenus. La notion de famille fait référence aux membres de la famille immédiate de la personne incarcérée.

L'institution carcérale est caractérisée par une surveillance omniprésente des détenus, l'application de nombreux contrôles et la soumission à d'importantes privations. Cependant, au Canada, depuis 1980, l'incarcération respecte l'idée de primauté du droit. Malgré cette reconnaissance des droits des personnes incarcérées, il persiste au sein des établissements de détention et dans la littérature scientifique une vision stéréotypée des détenus qui sont perçus comme dangereux, instables, pauvres et délinquants. Cette distorsion justifie la surveillance, les contrôles et l'isolement propres à l'institution carcérale.

La situation de soumission et de subordination propre au statut de détenu vient influencer la mise en œuvre effective des relations familiales au sein des établissements pénitentiaires. Dans ce contexte, la surveillance et le contrôle dépassent les murs de l'institution et s'étendent à la famille. Cette situation jumelée à un statut socio-économique précaire et une faible rémunération lors de la détention engendre plusieurs difficultés dans le maintien des relations familiales qui peuvent mener à une diminution des contacts voire à des ruptures.



## **1. L'incarcération : une situation d'exclusion**

L'exclusion peut être abordée sur plusieurs plans notamment en termes économiques, sociaux et relationnels. Plusieurs auteurs (Robert Castel, Serge Paugam et Vincent de Gaulejac) ont questionné et critiqué cette notion d'exclusion. En effet, Frégné (1999 : 108) indique que « Dans le domaine sociologique, l'exclusion est une notion contre-productive, au pouvoir théorique faible, pour ne pas dire nulle. Des contours flous, une définition flottante, modulable au gré des usages, objet d'un surinvestissement affectif, idéologique, l'exclusion est tout sauf une catégorie de la sociologie. ». C'est pourquoi Castel préfère parler de désaffiliation, Paugam de disqualification et De Gaulejac de désinsertion plutôt que d'exclusion.

### **1.1 Incarcération et désaffiliation**

L'exclusion comme toutes les notions qui lui servent de substitution (désaffiliation, disqualification sociale, désaffection, désinsertion) implique un isolement social plus ou moins fort. Castel (1995 : 36) indique que « La désaffiliation telle que je l'entends est, en un premier sens, une rupture de ce type par rapport à ces réseaux d'intégration primaire, un premier décrochage à l'égard des régulations données à partir de l'encastrement dans la famille, le lignage, le système des interdépendances fondées sur l'appartenance communautaire. ». De faibles liens sociaux se traduisant par un isolement relationnel jumelés à des difficultés d'ordres professionnels comme des périodes de chômage sont des facteurs menant à la désaffiliation (Castel, 1995). En effet, selon Castel (1995 : 13), il y a deux grandes variables liées à la désaffiliation, soit « l'absence de participation à toute activité productive et l'isolement relationnel ».

De par la rupture qu'elle provoque avec la communauté, la détention peut être analysée en termes d'exclusion. En effet, Castel (1995 : 15) indique, en faisant référence à l'exclusion, que « Pour user avec rigueur d'une telle notion, qui correspondrait au modèle d'une société duale, il faudrait qu'elle corresponde à des situations caractérisées par une localisation géographique précise, par la cohérence au moins relative d'une culture ou d'une sous-culture, et, le plus souvent, par une base ethnique. ». Il fait référence, entre

autres, aux asiles, aux prisons, aux ghettos et aux maladreries. La désaffiliation est donc un processus tandis que l'exclusion est un état ou une situation. L'enfermement est une des rares situations d'exclusion de notre société. Combessie (2004 : 239) indique même que : « la prison se distingue des autres dispositifs de coercition légaux par une stigmatisation spécifique imputable à deux caractéristiques déterminantes : la prise de corps et la scission du corps social. ».

La détention isole la personne incarcérée de son entourage (proches, amis, collègues de travail, voisins, famille...). Il y a une rupture des liens sociaux lors de l'incarcération. Cependant, Castel (2004 : 15) précise que « La prison est sans aucun doute une situation limite, mais elle ne se situe pas dans le hors-social. D'ailleurs, personne n'est dans le hors-social et la position carcérale est une position extrême, mais qui s'inscrit dans un continuum de positions; elle est traversée par des dynamiques transversales qui vont de l'intégration à l'exclusion ou à la désaffiliation et réciproquement. ». Les relations que peuvent nouer les détenus entre eux sont un exemple des relations sociales qui existent lors de la détention.

## **1.2 Le maintien des liens familiaux lors de la détention : une limite à l'exclusion**

Castel (1995), bien qu'il parle d'isolement social comme variable de la désaffiliation et non seulement d'isolement familial, accorde tout de même une place particulière à la famille. Il y a à la base de la désaffiliation cette idée, entre autres, d'une rupture avec le milieu familial. En effet, il accorde une attention spécifique à la sociabilité primaire qui se définit par « les systèmes de règles liant directement les membres d'un groupe sur la base de leur appartenance familiale, de voisinage, de travail, et tissant des réseaux d'interdépendances sans la médiation d'institutions spécifiques » (Castel, 1995 : 34). Il explique comment les solidarités familiales qui entourent un individu peuvent permettre une réaffiliation de ce dernier. Si ces dernières sont absentes ou défaillantes, la communauté peut prendre le relais. Castel (1995 : 36) souligne que : « les communautés très structurées peuvent, sous certaines conditions, pallier ces ratés de la sociabilité

primaire en mobilisant les potentialités de cette même sociabilité. Elles réaffilient les individus déstabilisés en sollicitant les ressources économiques et relationnelles de l'environnement familial et/ou local. Ainsi, l'orphelin sera pris en charge par la famille élargie ». La communauté se sert donc de la famille pour freiner le processus de désaffiliation. Dans un contexte d'incarcération, le maintien des liens familiaux devient une limite à l'exclusion des détenus qui n'est jamais totale.

Il a été démontré que l'incarcération engendre une scission du corps social. Strimelle et Poupart (2004 : 115) mentionnent que : « Comme on peut s'y attendre, les personnes qui subissent une longue incarcération connaissent habituellement une rupture quasi-totale avec leurs réseaux sociaux antérieurs ». Leur étude portant sur l'intégration des personnes ayant connu une expérience d'incarcération démontre que durant la détention, le seul lien avec l'extérieur pour une majorité de détenus est la famille proche et que les autres liens sociaux comme les amis ou les collègues de travail sont généralement rompus lors de la détention. Ils soulignent d'ailleurs que : « L'analyse des expériences et trajectoires relationnelles révèle à quel point l'entrée dans le monde carcéral bouleverse et fait habituellement disparaître la plupart des anciens réseaux sociaux. Seuls demeurent les liens qui sont les plus significatifs et les plus solides avec quelques membres de la famille proche. » (2004 : 117).

## **2. Le Service correctionnel du Canada : Les lois et politiques**

Au Canada, les détenus qui purgent une peine d'incarcération de deux ans et plus sont sous la responsabilité du gouvernement fédéral, alors que ceux qui ont une peine d'emprisonnement inférieure à deux ans sont sous juridiction provinciale. Ces deux services sont distincts, notamment en termes de gestion des sentences. Les moyens de contact mis en place par chaque service le sont donc également.

### **2.1 La mission**

La mission du Service correctionnel du Canada est la suivante :

*« Le Service correctionnel du Canada, en tant que composante du système de justice pénale et dans la reconnaissance de la primauté du droit, contribue à la sécurité publique en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois, tout en exerçant sur eux un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain »* (Service correctionnel du Canada, « Notre mission », <http://www.csc-scc.gc.ca/text/organi-fra.shtml>, 18 mars 2005.)

Cette double mission qui vise à la fois la sécurité de la population et la réinsertion des détenus se réalise dans la reconnaissance de la primauté du droit des détenus. En effet, dans la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (1992, ch. 20) à l'article 4 e), un des principes indique que :

*« Le délinquant continue à jouir des droits et privilèges reconnus à tout citoyen, sauf de ceux dont la suppression ou restriction est une conséquence nécessaire de la peine qui lui est infligée. »* (Service correctionnel du Canada, « Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (1992, ch. 20) », <http://laws.justice.gc.ca/fr/showdoc/cs/C-44.6/bo-ga:l I-gb:s 4//fr#anchorbo-ga:l I-gb:s 4>, 18 mars 2005.)

## **2.2 L'importance de la situation familiale des détenus au sein du SCC**

Le Service correctionnel du Canada prend en compte la situation familiale des détenus dans l'exécution de la peine sur le plan de l'administration quotidienne, des évaluations, de l'intervention et de l'encadrement à la sortie.

Dans chaque établissement de détention fédéral, des moyens de contact sont mis en place afin que les détenus aient la possibilité de maintenir des rapports avec l'extérieur. Ces moyens sont le courrier, les communications téléphoniques, les visites régulières<sup>2</sup>, les visites communautaires<sup>3</sup>, les visites familiales privées<sup>4</sup> et les permissions de sortir<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> Les visites régulières se déroulent dans une salle prévue à cet effet à l'intérieur du pénitencier où les détenus reçoivent leur famille autour d'une table.

<sup>3</sup> Les visites communautaires se déroulent habituellement dans le gymnase de l'établissement de détention pour une durée de huit heures où des activités sont organisées.

<sup>4</sup> Les visites familiales privées sont des petites maisons situées dans le périmètre de l'établissement de détention où le détenu peut recevoir, notamment, sa famille pour un maximum de soixante-douze heures.

L'administration quotidienne de ces moyens de contact est régie par des directives du commissaire dont le but est d'encourager les détenus à entretenir et à établir des relations constructives avec leur famille (Service correctionnel du Canada, « *Directive du commissaire* 770, *Bulletin politique* 120 », <http://www.csc-scc.gc.ca/text/plcy/cdshtm/b120-670e-fra.shtml>, 18 mars 2005.). Le programme des visites familiales privées va au-delà de ce but et vise également à « *réduire les effets négatifs de l'incarcération sur les relations familiales* » (Service Correctionnel du Canada, « Visites familiales privées, <http://www.csc-scc.gc.ca/text/plcy/sop/700-12e-fra.shtml>, 20 février 2008.). Ce sont principalement les membres de la famille proche du détenu qui participent à ce programme.

Le Service correctionnel du Canada utilise plusieurs outils d'évaluation des risques que la personne incarcérée représente. Un de ses outils est l'Échelle révisée d'information statistique sur la récidive (ISR-R1) qui comprend quinze items dont deux font directement référence à la situation familiale du contrevenant, soit sa situation matrimoniale et le nombre de personnes à charge lors de la dernière admission. Un détenu marié ou qui a un conjoint (de fait) obtient un point de plus que celui qui est célibataire et deux points supplémentaires s'il a trois personnes ou plus à sa charge. Ce type d'évaluation permet de déterminer les probabilités de récidive du détenu. Plus ce dernier obtient de points, moins élevées sont ses chances de récidive. Ces diverses évaluations permettent également de déterminer l'établissement de détention dans lequel le détenu sera initialement placé (Service correctionnel du Canada, « *Directive du commissaire* 705-6, *Bulletin politique* 233 », <http://www.csc-scc.gc.ca/text/plcy/cdshtm/705-6-cd-fra.shtml>, 18 mars 2005.).

Sur le plan de l'intervention, le Service correctionnel du Canada a mis sur pied plusieurs programmes correctionnels qui visent à répondre aux besoins des détenus en termes d'emploi et d'éducation, de fonctionnement dans la collectivité, d'attitudes, d'orientation personnelle et affective, de relations matrimoniales et familiales, de fréquentation et de

---

<sup>5</sup> Les permissions de sortir permettent aux détenus de se rendre au domicile de leur famille pour un maximum de soixante-douze heures. Les permissions de sortir peuvent être avec ou sans escorte, c'est-à-dire que le détenu peut être accompagné ou non d'un agent correctionnel.

relations sociales afin de diminuer le risque de récidive. Des programmes interviennent directement sur les relations matrimoniales et familiales des détenus, soit les programmes de lutte contre la violence familiale et le programme d'acquisition des compétences familiales et parentales. Le programme d'acquisition des compétences parentales s'adresse aux détenus qui ont, entre autres, des antécédents de troubles mentaux, une discipline inappropriée avec leurs enfants et un manque de connaissance sur le développement des enfants (Service correctionnel du Canada, « Programmes d'acquisition de compétences psychosociales », <http://www.csc-scc.gc.ca/text/prgrm/lsp-fra.shtml>, 25 mars 2008.).

Pour ce qui est de l'encadrement à la sortie, le Centre de ressources d'Option travaille avec le Service Correctionnel du Canada et avec la Commission nationale des libérations conditionnelles afin de répondre aux questions des détenus ayant une sentence-vie et à leur famille, notamment tant qu'à la préparation à la sortie ou lors de la sortie. (Service Correctionnel du Canada, « Ouverture officielle du Centre de ressources d'option vie », <http://www.csc-scc.gc.ca/text/prgrm/lifeline/centre-fra.shtml>, 18 mars 2005.).

### **3. Une définition de la famille**

La notion de famille a beaucoup changé au fil des ans notamment suite aux transformations sociales et à l'État-providence (Attias-Donfut, 2004). Encore maintenant, les définitions diffèrent selon les études. Depuis le milieu des années 1980, principalement dans les études portant sur les solidarités familiales, la notion de « réseau » est employée afin de décrire ce qui est perçu comme une nouvelle réalité familiale marquée « à la fois par une redéfinition de la *nature des relations* interpersonnelles au sein de la famille et par l'imbrication de ces relations dans un espace social plus large où se retrouvent les amis, collègues de travail, les voisins, dont on perçoit le rôle de sociabilité et d'entraide, mais dont on questionne aussi la capacité de se substituer ou non aux relations familiales » (Charbonneau, 2004 : 9). Cette nouvelle façon d'envisager la famille inclut dans celle-ci l'ensemble des connaissances d'une personne.

Compte tenu de l'usage que fait le Service correctionnel du Canada de la notion de famille, cette définition de « réseau » ne s'avère pas pertinente pour cette étude. Le SCC différencie dans ses politiques, dans ses lois et dans ses programmes, les relations familiales de l'ensemble des liens sociaux d'un détenu. Les personnes admissibles au programme des visites familiales privées sont en premier lieu les membres de sa famille immédiate. Bien qu'il soit mentionné que d'autres personnes ayant un lien familial étroit avec le détenu peuvent participer à ces visites, il faut que le directeur de l'établissement approuve ce dernier, ce qui place ces personnes dans une position d'exception.

Dans l'évaluation des facteurs dynamiques liés à la réduction du risque de récidive, les relations matrimoniales/familiales et les fréquentations et relations sociales sont deux facteurs différents. Les liens familiaux sont donc traités séparément des liens sociaux. Par ailleurs, dans l'évaluation des facteurs statiques liés au risque de récidive, plusieurs facteurs font référence au noyau central de la famille. De bons liens avec la famille immédiate permettent aux détenus d'avoir de meilleures évaluations indépendamment de leurs autres liens sociaux.

Cette distinction faite par le SCC entre la famille et l'ensemble des liens sociaux qu'une personne peut entretenir accorde donc une place particulière à la famille d'où notre intérêt pour cette dernière. Dans le cadre de notre mémoire, lorsque nous allons employer le terme famille, nous allons faire référence au noyau central de cette dernière, c'est-à-dire aux grands-parents, parents, frères et sœurs, conjoint(e) et enfants de la personne incarcérée.

#### **4. L'institution carcérale**

Les établissements carcéraux ont longtemps été considérés comme des univers coupés du monde extérieur où le contrôle et la surveillance de la population captive sont omniprésents et s'insinuent dans tous les aspects de la vie des reclus. Afin de bien comprendre l'expérience du maintien des rapports familiaux des détenus incarcérés dans

un pénitencier canadien, il faut comprendre le contexte carcéral dans lequel ils évoluent. Il va sans dire que ce dernier influence leur mode de vie, ainsi que leurs rapports avec l'extérieur notamment avec les membres de leur famille. Les prochaines sections se veulent donc un portrait sommaire de l'institution carcérale et des différentes évolutions qui s'y rattachent.

#### **4.1 Rupture avec le monde extérieur**

Les établissements carcéraux ont longtemps été considérés comme des institutions totales, c'est-à-dire comme « un lieu de résidence et de travail où un grand nombre d'individus placés dans la même situation, coupés du monde extérieur pour une période relativement longue, mènent une vie recluse dont les modalités sont explicitement et minutieusement réglées » (Goffman, 1968 : 41). D'après Goffman, ces personnes n'ont aucun droit, ni aucune possibilité de recours dans ce type d'établissement. Elles sont soumises à un traitement uniforme, les activités quotidiennes leur sont imposées et régies par des normes strictes édictées par l'administration qui visent à remplir la mission qu'elle s'est donnée.

Les individus sont soumis à des contrôles et à des fouilles tant de leur cellule que de leur personne. Celles-ci contribuent à déconstruire l'identité de la personne pour en créer une nouvelle conforme à la vision de l'établissement. Le maintien de l'ordre et de la bonne coopération des détenus est possible grâce à un système de privilèges et de punitions. En effet, alors que les privilèges visent à augmenter les conditions de vie difficiles des détenus; les punitions, elles, diminuent ces mêmes conditions déjà précaires.

Il existe plusieurs modes d'adaptation à une institution totale, soit l'évitement, la ligne intransigeante, la colonisation et la conversion (Goffman, 1968). La personne qui choisit l'évitement n'entre plus en contact avec qui que ce soit. Celle qui opte pour la ligne intransigeante s'oppose à l'institution et est en conflit avec cette dernière. La colonisation signifie que la personne fait son deuil du monde extérieur et décide de se plier aux normes de l'établissement. Finalement, la conversion ressemble à la colonisation à la



différence que la personne se plie aux règles de l'institution en faisant semblant d'accepter sa vision.

Encore de nos jours, certains auteurs conservent l'idée avancée par Goffman d'une surveillance constante dans les établissements carcéraux. En effet, Welzer-Lang, Mathieu et Faure (1996) considèrent que les prisons sont, aujourd'hui encore, surveillées selon le modèle de Bentham, c'est-à-dire par le biais non pas d'une surveillance permanente mais par l'éventualité de celle-ci : « L'omniprésence de la possibilité de surveillance est encore aujourd'hui une caractéristique de la condition des détenu-e-s ». Ce sont « les guichets de la porte des cellules » qui marquent cette possibilité. À tout moment un gardien peut regarder dans la cellule. Gonin (1991) ne décrit pas exactement une surveillance panoptique mais il décrit les modalités de surveillance carcérale comme autant de précautions pour « voir dans la discrétion » : « Derrière l'épaisseur de son opacité, la porte dissimule un regard. Mais ce regard est toujours méfiant. La porte observe, détaille son vis-à-vis sans craindre d'être vue. Elle déploie tout un jeu d'artifices : judas, œillette, camera en surplomb, guichet latéral, et profite de la pénombre interne, qui contraste avec la lumière extérieure, pour cacher ses intentions ». Lemire (1990), quant à lui, considère l'institution carcérale comme une organisation bureaucratique et formelle. Bottoms (1999) fait mention de l'aspect enveloppant, punitif, restreignant et répétitif des prisons.

La peine privative de liberté engendre d'importantes privations en provoquant une rupture avec le monde extérieur, en limitant les déplacements des détenus à un lieu précis où l'intimité est à peu près nulle (Sykes, 1958 ; Goffman, 1961).

Landreville, Gagnon et Desrosiers (1976 : 75) indiquent dans une étude sur les prisons que : « l'emprisonnement représente aussi, quoiqu'à des degrés divers selon les individus, beaucoup plus que la perte de liberté de mouvement. Tous les détenus sont aussi plus ou moins privés d'une grande partie de leur autonomie personnelle, de la jouissance de leurs biens personnels, des relations hétérosexuelles, et voient leur sentiment de sécurité

personnelle menacé. ». La peine privative de liberté vient donc affecter l'image que le détenu peut avoir de lui, mais également l'image que la société s'en fait.

## **4.2 Une institution ouverte sur l'extérieur qui reconnaît les droits des détenus**

Au courant des années 1980 et 1990, l'univers carcéral total tel que défini par Goffman (1961) est remis en question par plusieurs auteurs qui utilisent les notions de transparence, de perméabilité et de contacts avec l'extérieur (Jacobs, 1977 ; Stastny, Tynauer, 1982 ; Seyler, 1985, Lemire, 1990 ; Farrington, 1992 ; McCorkle, Miethe, Drass, 1995) pour définir les prisons. L'effritement des institutions totales se définit par « la notion d'ouverture des prisons » et par « l'influence de multiples acteurs et groupes d'intérêts dans les décisions prises par les autorités carcérales » (Vacheret, 2001 : 533). Dans le cas des établissements carcéraux, cet effritement provoque principalement trois conséquences, soit l'apparition du modèle de primauté du droit, la fin de la rupture avec l'extérieur et la création d'un déséquilibre dans l'organisation carcérale.

Au Canada, l'incarcération respecte l'idée de primauté du droit depuis 1980. Nous avons déjà fait état de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (1992, ch. 20) qui affirme que le détenu conserve tous ses droits, sauf ceux proscrits par la peine d'incarcération, et par le fait même son statut de citoyen. Selon la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, il existe quatre droits fondamentaux, soit la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. Dans ce contexte, l'incarcération devrait, théoriquement, brimer seulement le droit de liberté. Ce modèle se veut transparent, juste, équilibré, sécuritaire, le moins coercitif possible. Des possibilités de recours sont offertes aux détenus qui désirent contester une décision administrative (Vacheret, 2004 : 31). Le directeur et les gardiens n'ont plus un pouvoir absolu et arbitraire sur les détenus (Vacheret, 2001).

Cette reconnaissance des droits des détenus permet à ces derniers de garder un contact avec l'extérieur. Il est possible d'affirmer que la société est entrée dans les pénitenciers. Cette intrusion se présente sous la forme « d'organismes de contrôle externes ou des groupes d'information » (Vacheret, 2004 : 32) comme l'enquêteur correctionnel, les

tribunaux, les juges, les organismes indépendants (organismes d'aide, de soutien aux détenus et à leurs proches), les comités consultatifs de citoyens, les médias. Tous ces organismes servent à protéger les droits des détenus et à dénoncer une violation de ceux-ci. Il y a donc un certain effritement de l'univers total de Goffman (1961) qui s'illustre par l'apparition du principe de primauté du droit et la possibilité de conserver des contacts avec l'extérieur.

Cependant, malgré une reconnaissance des droits des détenus et une ouverture sur l'extérieur, l'emprisonnement reste une peine de privation de liberté. Elle isole donc le détenu, le sépare des personnes qui lui sont importantes. C'est dans un contexte d'isolement, de rupture des liens sociaux et familiaux que les détenus et les membres de leur famille tentent de maintenir le contact. En effet, Vacheret et Lemire (2007 : 105) mentionnent que si leur analyse : « rend perceptible un certain effritement du caractère total de l'institution carcérale, ne serait-ce qu'à partir de l'affirmation des droits des détenus et de l'intrusion de la société dans les établissements pénitentiaires, le caractère coercitif de l'institution carcérale reste encore et toujours présent ».

## **5. Le statut de détenu : un obstacle au maintien des relations familiales**

La situation de détenu influence le maintien des relations familiales. En effet, les caractéristiques associées à ce statut (pauvre, dangereux, instable) jouent un rôle dans la façon dont les relations familiales vont se mettre en place. Les détenus se retrouvent dans une situation de soumission et de subordination qui impose d'importants contrôles s'étendant jusqu'à leur famille. D'autre part, leur situation de précarité, notamment financière, va rendre plus difficile le maintien des rapports familiaux. Afin, l'institutionnalisation engendre une perte d'autonomie des personnes incarcérées qui leur empêchent d'assumer leurs fonctions sociales.

### **5.1 Subordination**

Le recours à la peine privative de liberté est habituellement justifié par la nécessité de neutraliser les contrevenants qui représentent un danger pour la société (Dozois, Lalonde

et Poupart, 1989). Cette perception du détenu permet de justifier les nombreux contrôles et moyens de surveillance mis en place dans les établissements carcéraux, notamment ceux qui s'appliquent aux moyens de contact familiaux. D'ailleurs, Dozois, Lalonde et Poupart, 1989 : 31) soulignent le fait que : « par la crainte qu'elle contribue à susciter et à entretenir, la dangerosité se trouve, d'une part, à justifier l'intervention massive du système pénal et, d'autre part, à favoriser la mise en place de mécanismes de surveillance et de contrôle de plus en plus raffinés qui permettront d'alimenter ce même système. ».

Selon Goffman (1968), les membres du personnel des établissements pénitenciers, pour pouvoir assumer leurs différentes tâches de contrôle et de coercition, se créent une image stéréotypée négative des détenus. Malgré un certain effritement de l'institution totale, ce principe reste vrai encore de nos jours. Une conception du détenu comme étant un être instable, délinquant, pauvre, manipulateur, irresponsable, dangereux et non autonome semble prédominer et permettre de justifier la nécessité d'isolement, d'éducation et de prise en charge de ces derniers par des moyens coercitifs. À cet effet, Vacheret et Lemire (2007 : 83) mentionnent : « En percevant le détenu comme un être dangereux et à qui on ne peut faire confiance, le gardien justifie à ses propres yeux le contrôle, la surveillance, les fouilles, ainsi que tous les gestes coercitifs qu'il peut poser. Une fois le détenu défini comme irresponsable, l'état de dépendance où on le maintient et la nécessité de décider pour lui ont toute leur raison d'être. ». Cette vision négative du détenu vient influencer les conditions dans lesquelles les contacts avec la famille se mettent en place.

Les moyens de surveillance et de contrôle mis en place influencent les conditions de visite qui s'avèrent difficiles (Lafortune, Barrette et Brunelle, 2005). Ces conditions peuvent mener à de la frustration pour les détenus puisqu'elles ne sont pas confortables, qu'il est impossible d'y faire des activités avec les enfants et que les normes de sécurité peuvent être perçues comme menant à des pratiques oppressives (Lanier, 1995).

La détention place le détenu dans une « position de subordination permanente » (Rostaing, 1997 : 133) en supprimant « la jouissance de certains droits fondamentaux. Des domaines de décisions qui relèveraient normalement de la volonté de chacun

requièrent ici le consentement des autorités » (Rostaing, 1997 : 134). L'auteure fait allusion, entre autres, à des décisions comme le fait de vouloir se marier, de décider de la composition des repas, de leur travail lors de l'incarcération et des heures de visite. Les détenus se trouvent dépossédés de leur vie, déresponsabilisés, vivent un sentiment de perte de l'autorité et du contrôle notamment lorsqu'il est question des enfants, car ils se retrouvent souvent sans nouvelles de ces derniers si la personne qui les a pris en charge à l'extérieur refuse de les amener à la visite (Rostaing, 1997).

## **5.2 Précarité**

La littérature sur la prison fait état d'un statut socio-économique précaire pour la majorité des détenus. Une étude de Doyon (1989) présente les caractéristiques sociales, dont le type de revenu, des personnes admises au centre de prévention de Montréal. Presque 40% de ces dernières vivent de l'aide sociale. Plus de dix ans plus tard, la situation n'a pratiquement pas évolué. En effet, en 2001, 33% des personnes prises en charge par les services correctionnels québécois bénéficiaient encore de ce type d'aide gouvernementale (Robitaille, Guay et Savard, 2002).

Une enquête menée en France indique : « qu'un détenu sur deux est ou a été ouvrier (contre un sur trois dans l'ensemble de la population masculine en France à la même date). » (Combessie, 2004 : 36). Chantraine (2003, 364) précise cette donnée en mentionnant qu'« un détenu sur sept n'a jamais exercé d'activité professionnelle ».

Finalement, Strimelle et Poupart (2004) expliquent les difficultés sur le plan de la recherche d'emploi pour les ex-détenus. En effet, une grande majorité d'entre eux dépend de l'aide sociale à leur sortie de prison. Souvent, l'aide institutionnelle a été présente avant l'incarcération. Cette situation engendre une résignation de la part des ex-détenus qui finissent par se considérer, eux-mêmes, comme de perpétuels assistés.

Marchetti (1996, 179), quant à elle, dans une étude sur les trajectoires pénales et la pauvreté, mentionne que le terme prisonnier est largement associé à celui de pauvre

autant dans les médias que dans les ouvrages scientifiques et que les établissements de détention comptent « des délinquants originaires pour la plupart des couches sociales les plus pauvres ». Cette perception du détenu « pauvre » vient justifier les programmes du Service correctionnel du Canada qui visent à développer l'employabilité de ces derniers.

Les difficultés rencontrées par les détenus dans l'exercice de leur rôle de pourvoyeur familial sont principalement dues à leur statut socio-économique précaire avant l'incarcération et à leur faible rémunération pour le travail effectué en détention. L'enquêteur correctionnel dans son rapport annuel 2005-2006 indique que depuis presque vingt ans la rémunération donnée aux contrevenants pour le travail effectué ou la participation aux programmes n'a pas augmenté. La situation économique des détenus lors de l'incarcération est souvent très difficile.

Lanier (1995 : 34) démontre les difficultés économiques qui résultent du maintien des liens lors de l'incarcération. En effet, il indique que : « les détenus ne peuvent ordinairement pas subvenir aux besoins quotidiens de leur famille, et ils peuvent encore moins lui assurer les ressources nécessaires pour faire face à d'autres besoins (par exemple, les visites au pénitencier ou les appels interurbains) ».

Au Canada, l'enquêteur correctionnel, en 2001, remet en question le système téléphonique Millennium implanté par le SCC en janvier 1998 puisque sa « mise en application s'est traduite par l'accroissement marqué des coûts des communications téléphoniques pour les détenus et leur famille. » (Enquêteur correctionnel, 2001 : 9). Les frais pour les communications téléphoniques déboursés par les détenus et leur famille sont plus élevés que ceux payés par la communauté.

### **5.3 Perte d'autonomie**

Par leur caractère enveloppant, les établissements de détention réduisent l'autonomie des contrevenants. Ce caractère infantilisant de l'institution carcérale influence les relations familiales des détenus. En effet, « L'impuissance carcérale, c'est d'abord celle d'être

privé de ses obligations sociales. L'impossibilité de remplir pleinement son rôle face à la maladie ou à la mort éventuelle des parents forme une illustration typique du sentiment profond d'impuissance » (Chantraine, 2006 : 31). « La réduction du champ d'autonomie et d'initiative personnelle a un effet déresponsabilisant. Les détenus parlent d'infantilisation, du fait des marques de surprotection dont ils font l'objet » (Rostaing, 1997 : 136).

Landreville, Gagnon et Desrosiers (1976 : 74), dans une recherche sur les prisons, notent que la peine privative de liberté met le détenu à l'écart de la société et de sa famille et lui enlève « toute autonomie, tout initiative et toute responsabilité. Il est la plupart du temps réduit à la passivité, incapable d'exercer ses rôles sociaux, familiaux et économiques. En somme, il n'est plus producteur, plus pourvoyeur familial, incapable d'exercer ses rôles de citoyen et il voit ses rôles de père et époux s'éclipser peu à peu. ».

Cette réalité est encore plus frappante lorsqu'il est question de la fonction parentale. Bouregba (2002 : 82) explique l'effet de la prison sur l'autonomie des détenus lorsqu'il écrit : « la prison déshumanise dès lors qu'elle déresponsabilise. Les conditions mêmes de la détention où tout est programmé, où le détenu est infantilisé, empêchent l'émergence de la fonction parentale. On ne peut pas transmettre ce dont on ne se sent pas responsable ». Pour cet auteur, l'incarcération vient influencer négativement la perception du détenu de pouvoir assumer son rôle de père et les fonctions qui s'y rattachent. Il (1991 : 83) mentionne également en parlant du parent détenu que : « les contours de la parentalité en détention sont souvent contenues dans la peur d'avoir abandonné son enfant, peur d'où émerge la culpabilité et la honte ». Cette réalité est dévalorisante et infériorisante pour ce dernier.

Les détenus pères se sentent souvent coupables de cette perturbation dans la vie de leurs enfants. Des études démontrent également que beaucoup de ces derniers font face à des sentiments de tristesse, d'impuissance, de perte; ils sont déprimés, angoissés et ont une faible estime d'eux-mêmes. Ils font également face à une inquiétude par rapport au bien-être de leurs enfants (Lanier, 1995).

« Outre les conditions de vie qui sont généralement imposées aux détenus par l'institution pénitentiaire, l'exercice même de l'autorité parentale est rendu suspect du simple fait de la détention. Or un détenu n'est, en soi, en rien privé des attributs de l'autorité parentale » (Delens-Ravier, 2006 : 61). Barrette, Lafortune et Baillargeon (2002) abondent dans le même sens en expliquant que le rôle de père est peu reconnu en incarcération. Il faut toutefois préciser que le détenu ne l'abandonne pas pour autant. L'exercice du droit parental est d'autant plus difficile si le détenu est séparé de sa conjointe. Pour que le détenu puisse conserver son statut, son rôle de père, il faut absolument que le lien avec ses enfants soit maintenu (Zaouche-Gaudron, 2006). Or, la personne responsable des enfants peut interdire les visites et le détenu peut ignorer où habitent ces derniers (Lanier, 1995). Cette situation accentue les risques de rupture entre le père détenu et ses enfants.

Les risques de rupture au sein de la famille sont donc augmentés par l'emprisonnement (Barrette, Lafortune et Baillargeon, 2002). La rupture avec la conjointe est également une inquiétude (Lanier, 1995). La peine privative de liberté en enfermant les détenus dans une institution empêche ces derniers de contrôler les actes des personnes qui ne sont pas incarcérées. « La détention est alors le cadre d'un imaginaire sur les motivations, actions, pratiques, ressentiments éventuels des proches » (Chantraine, 2006 : 30). Les sentiments que leur portent les membres de leur famille sont toujours perçus comme incertains par les détenus. Les détenus vivent donc dans l'incertitude et l'obsession d'une éventuelle trahison. Cette obsession touche également l'adultère qui prend naissance dans la possibilité pour le conjoint de refaire sa vie à l'extérieur surtout si le détenu anticipe qu'une nouvelle relation permettrait à sa conjointe de résoudre une situation socio-économique précaire.

Tous les détenus pères ne maintiennent pas des relations avec leur conjointe ou avec la mère de leurs enfants. Il devient donc plus difficile pour ces derniers de garder un contact avec leurs enfants. Environ un cinquième des détenus ayant des enfants mentionnent ne pas voir leurs enfants puisque la mère de ceux-ci s'y oppose (Hairston, 1995).



Rostaing (2002 : 96) explique la diminution graduelle des contacts pour la personne incarcérée par les difficultés rencontrées lors de cette expérience. En effet, « la prison crée un sentiment de déréalité et produit un effet de séparation d'avec le monde social. Même si la famille continue de rendre visite au détenu, cette rencontre se déroule en présence d'autres familles et sous la surveillance du personnel. De même, le courrier continue d'être contrôlé et les possibilités de téléphoner sont réservées aux établissements pour peines. »

Lafortune, Barrette et Brunelle (2005 : 179), dans une étude sur l'incarcération du père, indiquent que « le caractère froid des visites, le manque d'intimité des salles communautaires, les importants coûts des appels téléphoniques et des déplacements, ainsi que la distance à parcourir » sont des éléments qui rendent difficile le maintien des liens familiaux. Les répondants souhaiteraient une amélioration des salles de visite surtout pour les lieux réservés aux enfants, un système de transport et finalement, pour les pères qui ont des problèmes à voir leur(s) enfant(s) pour diverses raisons, dont le refus de la conjointe, « un service de liaison, de négociation et de médiation familiale » (Lafortune, Barrette et Brunelle, 2005 : 181).

Le Quéau (2000 : 46), quant à lui, dans une enquête exploratoire sur les conditions de vie des familles des détenus, mentionne que la fréquence des visites en établissement pèse aussi lourdement sur la gestion du temps du visiteur.

« Dans ces conditions, la personne incarcérée a souvent du mal à maintenir des relations familiales, surtout pour des longues peines. L'incarcération peut conduire à des parloirs de moins en moins fréquents, à des ruptures, voire à la disparition de toute visite » Rostaing (2002 : 96). Certains détenus vont même demander à ce que ces rencontres n'aient plus lieu. Les obstacles rencontrés dans l'exercice du maintien des liens familiaux expliquent donc la diminution graduelle des contacts, voire la rupture (Rostaing, 2002).

Le Quéau (2000 : 77) abonde dans le même sens en disant que : « pour une personne interrogée sur trois, la mise en détention a eu comme effet immédiat que des personnes de leur entourage les ont, comme on l'a entendu dire plusieurs fois, « laissé tomber » ».

Finalement, « l'emprisonnement, en plus d'affecter les familles de détenus sur le plan affectif et psychologique, augmente bien souvent les problèmes financiers et détériore les liens sociaux des familles. » (Barrette, Lafortune et Baillargeon, 2002 : 27). La surveillance et les contrôles, caractéristiques inhérentes à l'institution carcérale, viennent régir les conditions dans lesquelles prennent place le maintien des relations familiales des détenus. Les liens familiaux en sont influencés puisque ces conditions engendrent plusieurs difficultés notamment financières, parentales et conjugales qui peuvent mener à une diminution de la fréquence des contacts voire une rupture complète des liens lors de la détention.

## **6. L'objet d'étude**

Dans le cadre de notre recherche, nous voulons analyser les points de vue et le vécu des détenus fédéraux quant à leurs rapports familiaux. Plus précisément, la recherche vise deux objectifs.

- Premièrement, nous voulons comprendre les rapports familiaux des détenus fédéraux.
- Deuxièmement, nous voulons analyser l'expérience du maintien des liens familiaux des détenus fédéraux.

## **La méthodologie**

La méthodologie qualitative a été utilisée pour réaliser ce mémoire puisque l'intérêt est de rendre compte de la réalité des détenus quant au maintien de leurs relations familiales. L'entretien à tendance non directive a été privilégié afin de saisir dans toute sa complexité la réalité des contrevenants sans toutefois introduire des dimensions jugées non importantes par ces derniers. Les entretiens ont été réalisés auprès des détenus purgeant une peine d'incarcération de deux ans et plus et entretenant des contacts avec au moins un membre de leur famille. L'échantillon a été diversifié à l'aide de cinq variables, soit le niveau de sécurité de l'établissement de détention, le lieu géographique du pénitencier, la durée de la sentence, l'âge du détenu et le fait d'avoir ou non des enfants.

Les entretiens ont eu lieu dans les établissements de détention. Les détenus étaient rencontrés en face à face dans un bureau. Tous les entretiens ont été enregistrés afin de pouvoir les retranscrire pour effectuer l'analyse verticale et horizontale. L'objet d'étude impliquant une certaine intimité, les entrevues faisaient naître chez les interviewés plusieurs émotions avec lesquelles nous avons dû composer.

## **1. La pertinence de la méthodologie qualitative**

Afin d'atteindre notre objectif qui est d'analyser les points de vue et le vécu des détenus fédéraux quant au maintien des liens familiaux, nous avons procédé à une cueillette de données qualitatives à l'aide d'entretiens en profondeur à tendance non directive qui s'est échelonnée de décembre 2005 à mars 2006. Rappelons en termes méthodologiques que nous nous sommes spécifiquement intéressés à la perception que les détenus ont de leur situation (Blumer, 1969 ; Schütz, 1987 ; Berger et Luckmann, 1996).

Puisque nous tenons compte de la perspective des acteurs, soit des détenus, ce projet s'inscrit d'une manière très générale dans la perspective théorique de l'interactionnisme symbolique. C'est cet unique intérêt qui nous permet de faire le lien entre cette perspective théorique et notre recherche. C'est Blumer (1969) qui inventa le terme de l'interactionnisme symbolique où une des idées mises de l'avant est que les acteurs agissent et posent des actions en fonction du sens, de l'interprétation qu'ils se font des

situations qu'ils vivent. L'interactionnisme symbolique accorde donc une certaine importance à la subjectivité des acteurs (Xiberras, 1993) et c'est là le lien avec notre projet. Les travaux de Berger et Luckmann (1996) qui s'inscrivent en continuité avec ceux de Schütz (1987) nous semblent également pertinents. Pour Schütz (1987), fondateur du concept de sociologie phénoménologique, l'action prend naissance dans un milieu où il y a rapport à autrui. Berger et Luckmann (1996), en continuité avec ces travaux, présentent l'idée du constructivisme social où la réalité sociale est construite puisque reproduite en fonction des interprétations et des connaissances que les acteurs ont de cette réalité. La réalité est donc subjective et attachée aux perceptions. D'une manière très générale, puisque notre étude s'intéresse aux perceptions et à l'expérience des détenus, nous nous inspirons, sur le plan méthodologique, partiellement de ces auteurs.

Compte tenu de notre objet d'étude, la méthodologie qualitative s'avère le choix le plus judicieux. En effet, cette méthodologie nous permet de collecter des données qui reposent sur un comportement d'écoute, et ce, dans le but de comprendre son interlocuteur le mieux possible dans son propre contexte, c'est-à-dire dans sa singularité. Michelat (1975 : 230) souligne même que « son apport nous semble essentiel chaque fois que l'on cherche à appréhender et à rendre compte des systèmes de valeurs, de normes, de représentations, de symboles propres à une culture ou à une sous-culture ». En outre, cette méthodologie nous permet d'accumuler une très grande richesse d'informations et lors des entretiens des dimensions importantes pour les acteurs sociaux peuvent émerger de leur discours sans qu'elles aient été prévues d'avance (Michelat, 1975 : 230). Cela a donc l'avantage d'explorer l'objet d'étude en profondeur sans rien laisser de côté de prime abord (Michelat, 1975 : 231).

### **1.1 L'entretien à tendance non directive**

Selon Poupart (1997 : 174), l'entretien de type qualitatif se justifie à partir de trois types d'arguments. Premièrement, l'entretien qualitatif permet d'explorer en profondeur la perspective des acteurs sociaux, ce qui est nécessaire à la compréhension et à l'appréhension des conduites sociales. Notre étude s'intéresse justement à la perspective des acteurs sociaux. Deuxièmement, ce type d'entretien permet de comprendre et de

connaître de l'intérieur les dilemmes et les enjeux auxquels les acteurs sociaux sont confrontés. Nous pouvons supposer que le maintien des relations familiales lors de l'incarcération est une situation particulière qui oblige les détenus à faire des choix et qui sous-tend d'importants enjeux d'où la pertinence d'utiliser l'entretien qualitatif. Finalement, l'entretien de type qualitatif s'impose « parmi les « outils d'information » susceptibles d'éclairer les réalités sociales, mais surtout, comme instrument privilégié d'accès à l'expérience des acteurs » (Poupart, 1997 : 174). Or, un de nos objectifs est justement d'analyser l'expérience du maintien des liens familiaux lors de la détention.

Le type d'entretien qui sera privilégié lors de cette étude est l'entretien à tendance non directive. Nous avons fait ce choix puisque nous ne voulions pas pré-structurer le discours des enquêtés en introduisant des dimensions sous forme de questions qui auraient pu ne pas être importantes pour ces derniers. Afin de connaître en profondeur l'expérience des détenus, nous leur avons laissé l'entière liberté des thèmes qu'ils voulaient aborder. Cela nous a permis de récolter des propos portant uniquement sur ce que ces derniers jugent importants et non sur nos propres idées ou prénotions que nous avions sur l'objet d'étude.

## **1.2 La consigne de départ**

La façon d'introduire le propos de l'interviewé est de lui poser une consigne de départ afin que ce dernier prenne la parole. Cette consigne de départ se veut un thème général qui est présenté sous forme de question. Notre consigne de départ est pensée de telle sorte que l'interviewé peut développer sa réponse ou introduire une nouvelle dimension. Notre consigne de départ est la suivante :

*Est-ce que vous pouvez me parler de vos rapports familiaux et amoureux ?*

Les relances qui ont été réalisées ont servi à approfondir et à clarifier les thèmes abordés par l'interviewé. Aucune nouvelle dimension n'a été introduite. La consigne de départ a été bien accueillie et bien comprise par les détenus rencontrés. Aucun d'entre eux n'est resté muet ou n'a demandé des précisions sur celle-ci. Même si le sujet abordé en premier différait d'un détenu à l'autre, la consigne n'a pas posé problème.

## 2. La population à l'étude

La population à l'étude est celle des détenus qui purgent une peine d'emprisonnement de deux ans et plus dans un établissement de détention fédéral.

Nous avons privilégié les détenus qui ont reçu une peine d'incarcération de deux ans et plus et qui sont donc sous la responsabilité du gouvernement fédéral plutôt que ceux qui ont reçu une peine d'emprisonnement de deux ans moins un jour et qui sont sous responsabilité provinciale, et ce, compte tenu de notre objet d'étude. En effet, la rupture avec la société et avec les membres de leur famille est plus longue pour les détenus fédéraux. Rostaing (2002) a mentionné qu'il était plus difficile pour les détenus qui purgeaient une longue sentence de maintenir des liens familiaux. En outre, les établissements de détention fédéraux ont développé des moyens de contacts comme les roulottes<sup>6</sup> qui sont uniques au monde d'où l'intérêt de choisir ce groupe.

En second lieu, tous les détenus seront de sexe masculin, car moins d'études ont été réalisées sur le maintien des liens familiaux des hommes incarcérés comparativement à leur homologue féminin (Boudouris, 1985/1996). De plus, la problématique du maintien des rapports familiaux diffère entre ces deux groupes puisque la situation familiale des détenues, caractérisée par la monoparentalité et la présence d'enfants en bas âge, n'est pas la même que celle des détenus et que ces dernières peuvent bénéficier du programme de cohabitation avec leurs enfants. Nous considérons donc que l'expérience particulière des détenus masculins dans le maintien des relations familiales est intéressante en soi.

Afin de définir le nombre d'entretiens que nous devons réaliser, nous avons utilisé le principe de saturation empirique. En effet, la saturation empirique désigne le phénomène par lequel le chercheur juge que les derniers entretiens (documents, observations) « n'apportent plus d'informations suffisamment nouvelles ou différentes pour justifier une augmentation du matériel empirique » (Pirès, 1997 : 157). Nous avons réalisé vingt-huit entrevues ce qui nous a permis d'atteindre le principe de saturation empirique.

---

<sup>6</sup> Il s'agit du programme de visites familiales privées.

### 3. La modalité d'échantillonnage

Comme les données qui ont été collectées sont de type qualitatif, notre modalité d'échantillonnage est celui par cas multiples puisque notre étude porte sur les détenus fédéraux. Plus spécifiquement, le type d'échantillon utilisé est celui par homogénéisation. En effet, il s'agit d'« étudier ici un groupe relativement homogène » (Pirès, 1997 : 159), soit celui des détenus fédéraux. Nous allons utiliser le principe de diversification interne afin de dresser un portrait le plus total possible de l'objet d'étude. « Il s'agit de prendre les informateurs les plus divers possible *dans le groupe* afin de maximiser l'étude extensive du groupe choisi » (Pirès, 1997 : 159). Nous avons diversifié notre groupe de détenus fédéraux à l'aide de cinq variables stratégiques, c'est-à-dire se rapportant à notre objet d'étude, soit le niveau de sécurité de l'établissement de détention, le lieu géographique du pénitencier, la durée de la sentence, l'âge du détenu et le fait d'avoir ou non des enfants.

Notre première variable est le niveau de sécurité du pénitencier dans lequel le détenu interviewé est incarcéré. Des détenus provenant de quatre pénitenciers canadiens ont été rencontrés. Trois établissements sont situés en banlieue de Montréal dont deux sont à sécurité minimale et un est à sécurité moyenne. L'autre établissement est à sécurité moyenne et il se situe en région. Plus précisément, huit entrevues ont été réalisées à l'établissement à sécurité moyenne situé en région, trois à l'établissement à sécurité moyenne situé en banlieue de Montréal, neuf dans l'un des deux établissements à sécurité minimale situés en banlieue de Montréal et huit dans l'autre.

Onze entrevues ont été réalisées dans des établissements à sécurité moyenne et dix-sept; dans des établissements à sécurité minimale. Le niveau de sécurité des établissements vient influencer le caractère plus ou moins coercitif des différents contrôles auxquels les visiteurs doivent se soumettre. En effet, les centres de détention à sécurité minimale seraient plus « cléments » envers les visiteurs que les centres où la sécurité est plus élevée. Cette différence serait même perceptible entre les établissements qui ont le même niveau de sécurité, certains seraient des « médiums-fort » ou des « minimums-fort ».



Lanier (1995 : 34) mentionne que les normes de sécurité qui peuvent être perçues comme menant à des pratiques oppressives par les détenus sont souvent la source de frustration de la part de ces derniers. Cet aspect vient donc influencer le maintien des liens familiaux. C'est pour cette raison que nous avons diversifié notre échantillon en choisissant des établissements à sécurité médium et à sécurité minimale, mais également en sélectionnant deux établissements pour chaque niveau de sécurité.

De plus, nous avons utilisé la variable du lieu géographique des pénitenciers à l'étude puisque la distance entre le lieu d'incarcération et le lieu de résidence des visiteurs influencent le maintien des relations familiales (Lafortune, Barrette et Brunelle, 2005 : 179). Trois des quatre établissements sélectionnés se situent à proximité de la région urbaine de Montréal. L'établissement qui se situe en région est à environ quarante-cinq minutes de Montréal en automobile. Comme notre étude porte sur les détenus qui maintiennent des liens sociaux, un nombre plus grand d'établissements carcéraux situés proches de la région urbaine de Montréal a été privilégié.

Notre troisième variable stratégique est la durée de l'incarcération du détenu. Dix-neuf détenus ont une peine d'incarcération de plus de dix ans, six ont une sentence se situant entre neuf ans et quatre ans et trois ont une peine de trois ans ou moins. Comme nous l'avons précédemment vu, plus une personne est incarcérée longtemps, plus le maintien des liens familiaux est difficile d'où l'importance d'inclure cette variable (Rostaing, 2002 ; Le Quéau, 2000). La durée de leur sentence variait entre deux ans et la perpétuité.

Une autre variable stratégique est l'âge du détenu. Nous avons inclus cette variable dans les critères d'échantillonnage, car plus l'interviewé est âgé, plus certains membres de sa famille comme ses parents, ses frères et sœurs le sont également. Le deuil et la maladie sont donc des réalités, ainsi que les difficultés de déplacement dues à ces facteurs qui peuvent affecter le maintien des liens. Chantraine (2006) mentionne la difficulté pour les détenus d'assumer leur rôle face à la maladie ou à la mort d'un parent. Dans notre échantillon, quatre détenus avaient dans la vingtaine, sept dans la trentaine, neuf dans la

quarantaine, six dans la cinquantaine et deux dans la soixantaine. Le plus jeune détenu rencontré avait vingt-cinq ans et le plus âgé, soixante-neuf ans.

La dernière variable stratégique est la parentalité. La littérature a exploré plusieurs aspects du maintien des liens entre un père incarcéré et ses enfants (Hairston, 1995 ; Lanier, 1995 ; Barrette, Lafortune et Baillargeon, 2002 ; Bouregba, 2002 ; Delens-Ravier, 2006) d'où la pertinence d'inclure cette variable dans notre échantillon. Seize détenus sur les vingt-huit avaient des enfants dont l'âge variait entre trois mois et trente-cinq ans.

Les variables sociales, pénales et carcérales propres à nos interviewés rendent compte de l'hétérogénéité de notre échantillon lui-même représentatif de la diversité de la population carcérale.

**Tableau 1 : Description de l'échantillon des détenus fédéraux**

Numéro	Établissement de détention	Durée de la sentence	Durée de l'incarcération	Âge du détenu	Statut marital	Nombre d'enfants
1	Sécurité moyenne en région	3 ans et 1 mois	10 mois	25 ans	Union libre	0
2	Sécurité moyenne en région	perpétuité	12 ans	51 ans	Fiancé	1
3	Sécurité moyenne en région	12 ans	1 an et 10 mois	28 ans	Célibataire	0
4	Sécurité moyenne en région	5 ans	2 ans et 6 mois	42 ans	Marié	3
5	Sécurité moyenne en région	6 ans	11 mois	33 ans	Union libre	3
6	Sécurité moyenne en région	10 ans	1 an et 8 mois	44 ans	Union libre	1
7	Sécurité moyenne en région	perpétuité	29 ans	50 ans	Célibataire	0
8	Sécurité moyenne en région	perpétuité	12 ans et 11 mois	36 ans	Marié	0
9	Sécurité moyenne en banlieue de Montréal	perpétuité	26 ans	49 ans	Célibataire	0
10	Sécurité moyenne en banlieue de Montréal	perpétuité	10 ans	31 ans	Marié	2
11	Sécurité moyenne en banlieue de Montréal	perpétuité	7 ans	29 ans	Célibataire	0
12	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	2 ans	16 mois	33 ans	Célibataire	0
13	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	perpétuité	14 ans	58 ans	Divorcé	4
14	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	3 ans et 10 mois	3 ans	32 ans	Union libre	5
15	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	perpétuité	22 ans	69 ans	Marié	0
16	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	perpétuité	44 ans	63 ans	Marié	0
17	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	perpétuité	14 ans	53 ans	Marié	1
18	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	5 ans et 8 mois	1 an	40 ans	Séparé	1
19	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	3 ans	3 ans	33 ans	Union libre	3
20	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	6 ans	2 ans	26 ans	Célibataire	0
21	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	15 ans	11 ans et 6 mois	43 ans	Union libre	0
22	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	30 mois	8 mois	41 ans	Célibataire	4
23	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	perpétuité	10 ans et 3 mois	35 ans	Marié	1
24	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	perpétuité	15 ans	50 ans	Divorcé	1
25	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	15 ans	4 ans	52 ans	Divorcé	2
26	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	18 ans et 8 mois	2 ans	43 ans	Marié	1
27	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	13 ans et 6 mois	4 ans	44 ans	Marié	2
28	Sécurité minimale en banlieue de Montréal	perpétuité	13 ans	47 ans	Divorcé	0

#### **4. La négociation du terrain de recherche**

Le certificat d'éthique de l'Université de Montréal fut obtenu le 6 juillet 2005. Parallèlement, le projet de recherche fut soumis au Service correctionnel du Canada pour approbation. Le certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité nous a été délivré au début du mois de novembre 2005.

Une fois le projet approuvé, le Service Correctionnel du Canada nous a donné le nom, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de la personne ressource responsable de la recherche pour chaque pénitencier ciblé par l'étude. Par la suite, nous avons contacté ces personnes par courriel et par téléphone. Ces dernières ont envoyé une lettre<sup>7</sup> présentant la recherche aux agents de libération conditionnelle. Ces agents étaient responsables de faire circuler la lettre parmi les détenus et de prendre le nom des détenus qui désiraient participer à l'étude.

Nos entretiens à l'établissement à sécurité moyenne situé en région ont débuté le 13 décembre 2005 et se sont terminées le 22 décembre 2005. La retranscription des verbatim de ces entrevues fut réalisée pendant le mois de janvier 2006. Deux entrevues furent effectuées au pénitencier à sécurité moyenne situé en banlieue de Montréal le 28 février 2006. Quelques autres se firent dans l'un des deux établissements à sécurité minimale de la banlieue montréalaise du 7 mars 2006 au 10 mars 2006. L'autre pénitencier à sécurité minimale fut visité du 13 au 16 mars 2006. Le travail de collecte de données se poursuit par une autre série de rencontres à l'endroit même où nous avons débuté nos visites de pénitencier à sécurité minimale, les 20 et 21 mars 2006. Puis, la boucle fut bouclée par une dernière vague d'entrevues à l'établissement à sécurité moyenne situé en banlieue de Montréal le 22 mars 2006.

Les différentes entrevues furent réalisées sur place dans chacun des établissements. Nous étions escortées par la personne ressource lors de nos déplacements puisque nous avions le statut de visiteur. Dans chaque endroit, un bureau nous était attribué afin que nous

---

<sup>7</sup> Voir l'annexe de la page 74.

puissions réaliser nos entretiens. En moyenne, nous réalisions deux entrevues par jour : une le matin et l'autre l'après-midi.

La personne ressource nous donnait la liste des personnes qui désiraient nous rencontrer. Elle avait déjà fixé les rendez-vous et prévenu les détenus. Lors du rendez-vous, nous devions aller chercher l'interviewé dans la salle d'attente qui se trouvait proche du bureau. Seul l'établissement à sécurité moyenne situé en banlieue de Montréal faisait exception à cette règle : les détenus étaient escortés jusqu'au bureau. Les bureaux se ressemblaient tous. Ils étaient tous munis d'une fenêtre. Il y avait au moins deux chaises, une table, un téléphone et parfois, du matériel informatique.

Tous les entretiens ont été enregistrés sur support audio. Les entrevues ont duré en moyenne entre une heure et demie et une heure quarante-cinq minutes. Au début, le formulaire de consentement, ainsi qu'une feuille faisant état des renseignements aux participants étaient donnés aux interviewés. Nous regardions la feuille des renseignements et le formulaire de consentement avec le détenu et nous répondions à ses questions. Ensuite, le participant et nous signions deux copies du formulaire de consentement. Chaque partie conservait une copie dûment signée. Le support audio était mis en fonction à ce moment. Lorsque tous les thèmes abordés par l'interviewé étaient saturés, nous demandions toujours à la personne si elle trouvait que nous avions fait le tour de la question et s'il y avait quelque chose d'autre qu'elle n'avait pas mentionné par rapport au maintien des liens familiaux, mais qu'elle jugeait important de nous dire. Ensuite, la fiche signalétique était présentée au détenu. Elle prenait la forme d'un questionnaire oral.

Pour maximiser la confidentialité, nous fermions toujours la porte du bureau lors des entrevues. À quelques reprises, nous avons été dérangés par un téléphone qui sonnait ou par le fonctionnement d'un haut-parleur. Une seule fois, nous avons été interrompus par la personne ressource qui désirait nous parler.

## **5. Les méthodes d'analyse des données**

Chaque entrevue a été intégralement retranscrite au traitement de texte. Le tout fut également manuscrit. Ce compte rendu faisait état, tout d'abord, d'une brève synthèse des principaux thèmes abordés pendant l'entrevue. Nous notions tout ce qui nous venait à l'esprit. Ensuite, nous faisons une description de nos sentiments lors de l'entrevue et de notre impression de l'état d'esprit et des sentiments de l'interviewé. Nous mentionnions, entre autres, s'il y avait des malaises ou si l'enregistreuse semblait gêner l'interviewé.

De plus, nous avons brossé brièvement une description du bureau à notre disposition dans chaque établissement. Nous avons fait la même chose pour la salle des visites et les roulottes d'un des deux établissements à sécurité minimale. Le moindre détail a été noté.

Suite à la réalisation des entretiens du pénitencier situé en région, nous les avons retranscrits pendant les mois de janvier et février 2006. Nous avons commencé la retranscription des entrevues des trois autres établissements au mois d'avril 2006. Cette tâche fut mise à terme au mois de décembre 2006.

L'analyse verticale des entrevues fut mise en branle en janvier 2007. Celle-ci nous a permis de faire ressortir les différents thèmes qui ont été mentionnés par les détenus et l'importance que ces derniers accordaient à ces thèmes. Lorsque l'analyse verticale des vingt-huit entretiens a été terminée, au mois de février, nous avons réalisé l'analyse horizontale, c'est-à-dire que toutes les entrevues ont été mises en parallèle afin de noter, dans les discours des interviewés, les divergences et les convergences, notamment quant aux thèmes abordés (Michelat, 1975). Cette partie de l'ouvrage s'est échelonnée jusqu'au mois de juin.

L'analyse verticale et horizontale des entrevues nous ont permis de faire ressortir l'expérience des détenus quant au maintien des relations familiales. Cette expérience particulière a fait apparaître les enjeux du maintien des liens en contexte carcéral. Les principaux thèmes qui sont ressortis du matériel suite à l'analyse peuvent se diviser en

deux groupes. Il y a, premièrement, les données qui relèvent du pénal, soit les enjeux financiers et émotionnels entourant la séparation due à l'incarcération et la nature des relations familiales qui vont se mettre en place lors de la détention. Ensuite, on retient les thèmes qui proviennent du carcéral, soit les types de contacts offerts aux détenus et à leur famille, les limites et contrôles entourant ces contacts, les conséquences de ces contacts pour les détenus et leur famille, l'application arbitraire des contacts, ainsi que les stratégies utilisées par les détenus pour maintenir les contacts et pour atténuer la souffrance qui en résulte.

## **6. Les forces et limites de l'étude**

Il importe de présenter les forces et les limites de cette étude. Compte tenu de notre objet d'étude, soit les rapports familiaux des détenus fédéraux, notre mémoire porte sur un nombre restreint de détenus. En effet, tous les détenus fédéraux n'entretiennent pas des liens familiaux. De facto, certains détenus se trouvent exclus de cette étude. Toutefois, nous justifions cette limite par le fait que nous nous attardons au maintien des relations familiales des détenus fédéraux et non à l'isolement ou à la rupture sociale que peut provoquer l'incarcération.

Une autre limite méthodologique de l'étude est notre impossibilité de préciser davantage la population d'où provient notre échantillon. En effet, malgré nos nombreux efforts pour obtenir des statistiques sur le nombre de détenus qui utilisent le programme des visites familiales privées, qui reçoivent de la visite, bref, qui entretient, d'une manière ou d'une autre, des contacts avec leur famille, cela s'est avéré impossible. En effet, aucun des pénitenciers visités n'était en mesure de nous fournir des précisions sur notre population. Nous ne pouvons donc pas nous prononcer sur la représentativité de l'échantillon. Toutefois, nous avons restreint cette limite en réalisant un nombre important d'entrevues, soit vingt-huit. Par ce nombre, nous avons tenté d'assurer une certaine représentativité de l'échantillon.

Comme nous l'avons déjà mentionné, toutes les entrevues ont été enregistrées sur support audio. Nous pensons que l'enregistreuse a pu causer un léger malaise en début d'entretien. C'est pour cette raison que nous avons pris la peine de bien expliquer au détenu que nous nous portions garant de la confidentialité et de l'anonymat tout en précisant que cette étude était totalement indépendante du Service correctionnel du Canada. Nous avons également précisé que l'enregistreuse permettait simplement de retranscrire intégralement la discussion et que cela facilitait grandement notre travail. Le but de cette transparence était d'éviter de réaliser une entrevue dans la méfiance.

L'objet d'étude, soit le maintien des relations familiales, a été une limite en soi. Les détenus rencontrés nous ont livré une partie de leur intimité familiale. Pour certains interviewés, le récit de cette expérience particulière était accompagné d'émotions intenses négatives. Nous avons dû abandonner l'idée d'approfondir certains thèmes auprès de quelques personnes puisque cela s'avérait trop pénible pour ces dernières. En effet, nous avons eu à composer avec des pleurs ou des grands moments de silence remplis d'émotions. Nous avons, dans ces moments, adopté une attitude respectueuse et chaleureuse. Nous précisions toujours au détenu qu'il était libre de répondre ou non aux questions. Nous lui demandions s'il préférait mettre fin à la rencontre. Nous prenions le temps nécessaire pour permettre au détenu de se ressaisir. Nous requérions de son état à la fin de la rencontre. Aucun détenu ne s'est plaint de l'entrevue et, au contraire, plusieurs nous ont remerciés de notre écoute et de notre compréhension. Le nombre d'entretiens réalisé nous a permis de saturer les thèmes abordés en entrevue, et ce, malgré ce fait.

Au départ, nous voulions aller rencontrer la personne responsable de la recherche dans chaque établissement pour lui expliquer notre étude. Ensuite, nous voulions aller présenter nous-mêmes notre recherche aux détenus dans le pénitencier afin de solliciter leur participation. Cette façon de procéder nous a été refusée sous prétexte que tous les détenus voudraient nous rencontrer et qu'il n'y avait pas d'agent correctionnel pour nous escorter. Nous avons donc été obligée de laisser le choix des participants aux agents de libération conditionnelle. Malgré le fait que nous avons écrit une lettre qui devait être distribuée aux détenus, il revenait à l'agent de la présenter ou non à ces derniers. Les



agents avaient donc le pouvoir de choisir à qui ils donnaient la feuille de renseignement. Nous n'avions conséquemment aucun pouvoir sur la constitution de notre échantillon. Encore une fois, le nombre élevé d'entretiens réalisés visait à atténuer cette limite méthodologique.

Malgré le fait que la cueillette des données est terminée et parce que nous n'avions pas de contrôle sur la construction de l'échantillon, il persiste un certain « flou » dans la notion de maintien des liens familiaux. En effet, chaque détenu rencontré a une situation familiale particulière. Les moyens de contact sont multiples et les fréquences le sont encore plus. Même si nous avons restreint la notion de famille au noyau central, il reste que les contacts concernent plusieurs acteurs sociaux différents. Devant cette pluralité de situations où les personnes, les moyens de contact et les fréquences en cause sont tous différents, nous avons opté pour la stratégie suivante. Dès qu'un détenu considérait qu'il maintenait des contacts avec un membre du noyau central de sa famille, il était admissible à l'étude peu importe le moyen ou la fréquence des contacts. Cette ligne de pensée où la perception de l'acteur est mise de l'avant s'harmonise parfaitement bien avec la méthodologie qualitative employée pour cette recherche.

Finalement, le fait que nous soyons une jeune femme universitaire a influencé positivement l'étude. En effet, les participants qui désiraient participer à l'étude étaient tous volontaires. Certains nous ont toutefois avoués avoir accepté de participer à l'étude uniquement parce qu'ils voulaient nous voir physiquement ou que des codétenus leur avaient dit que nous étions « cute ». Certains ont joué de séduction tout au long de l'entretien. Cependant, tous les détenus rencontrés ont répondu aux questions avec tact et gentillesse. Nous ne croyons pas que les motifs qui les ont poussés à participer à l'étude ont réellement influencé leur discours, mais les ont simplement incités à participer. Nos choix méthodologiques étaient parfaitement adaptés à notre objet d'étude et nous ont permis d'atteindre nos objectifs.

## **Chapitre 3 : Les données**

Dans ce chapitre, nous allons exposer les points de vue et le vécu des détenus fédéraux rencontrés quant au maintien des relations familiales, maintien qui se concrétise dans l'univers carcéral caractérisé par l'isolement, l'exclusion et la surveillance. L'intérêt est de comprendre et d'analyser à la fois les relations familiales et l'expérience du maintien des liens des contrevenants d'autant plus que le Service correctionnel du Canada reconnaît les droits des détenus.

La peine privative de liberté sépare le détenu de sa famille ce qui crée beaucoup de souffrance pour les deux groupes. Les contrevenants vivent d'importants sentiments de remords et de culpabilité face à cette situation puisqu'ils se jugent responsables de la douleur de leurs proches. Les relations qui vont se mettre en place dans ces conditions seront influencées par l'univers carcéral et les contrôles et la surveillance que ce milieu implique. Afin de permettre aux détenus de maintenir des liens familiaux, le Service correctionnel du Canada a mis en place des moyens de contact. Ces moyens sont régis par des directives et encadrés par des contrôles ce qui limite l'intimité que les détenus peuvent développer avec leur famille. Pour s'adapter à cette situation, les personnes incarcérées ont développé plusieurs stratégies visant à diminuer le contrôle et la surveillance auxquels ils sont soumis et à atténuer la souffrance qui en résulte.

## **1. La peine privative de liberté**

La détention est une situation particulière qui marque une distance physique entre les contrevenants et leur famille. Cette séparation influence les relations que ces derniers entretiennent avec leurs proches. Pour certains détenus, la rupture est tellement brutalement qu'ils perdent tout contact avec leur famille lors de la détention. Pour ceux qui maintiennent des liens avec l'extérieur, la séparation engendre tellement de souffrance que les contacts sont majoritairement réduits aux membres de la famille immédiate, soit leur parent, leur conjointe, leurs enfants et dans quelques cas, leurs frères et sœurs. Les autres liens sociaux comme les amis, les voisins, l'employeur sont souvent rompus ou de moindre fréquence.

## 1.1 La souffrance de la séparation

Pour les détenus et leur famille, le premier choc émotionnel survient lors de l'arrestation. Déjà à ce moment, ces derniers vivent beaucoup de stress, d'anxiété et d'angoisse puisque leur avenir devient incertain. Pour les contrevenants qui se sont faits arrêter devant certains membres de leur famille, l'expérience a été jugée traumatisante tant pour eux que pour leurs proches.

*« Quand ils m'ont arrêté, ben là, ma femme. Moi, je le savais que je partais avec eux autres, j'avais un présentement. Là, ma femme pis mes enfants, ils ont tous parti à brailler dans le char. Quand tu te fais arrêter avec ta femme, c'est pas mal plus dur pour les émotions. Tsé, c'est sûr. C'est venu me chercher. Elle, elle est enceinte, en plus, de huit mois, de sept mois. Faque, tout ça, ça faite qu'on est tout tombé dans une mini-grosse dépression. J'en ai perdu mes sourcils. Faque, ça va faire deux ans, là, deux ans et demi qu'ils ont tombés. Je l'ai vécu dur celle-là. »* (Serge, 33 ans, sentence de 6 ans, 3 enfants).

L'arrestation et le début de l'incarcération sont donc des moments difficilement vécus par les détenus et leur famille. La rupture étant récente et immédiate, le choc émotionnel est important. Cependant, même une fois que cette période est passée, l'éloignement que crée la peine privative de liberté entre le contrevenant et sa famille reste un aspect difficile à gérer pour les personnes incarcérées. *« Ben moi, je trouve ça plate, très moche. Mais, c'est sûr quand, c'est une distance qui est entre nous autres, mais qui est là pareille, même si on s'aime toute la gang. Là, je veux dire, la distance est là, pis des fois, tsé, l'expression « Loin des yeux, loin du cœur ». »* (Médard, 32 ans, sentence de 3 ans et 10 mois, 5 enfants). Pour certains contrevenants, cette séparation est tout simplement ce qu'il y a de plus pénible lors de la détention.

*« Le plus difficile, ce qui a été difficile, c'est la séparation, de pas pouvoir être avec ma famille, être avec ma fille. Ça, ça été le plus difficile. Tu peux pas vraiment entrer à fond dans la vie de des personnes qui te sont les plus chères. Ça s'a été très difficile, très difficile pour moi, pour toute la famille en fait, pour mon épouse aussi, pour ma fille aussi. Ils te manquent tellement, c'est tellement viscéral. Pis ben entendu, c'est une lame à double tranchant parce que quand ils sont pas là, quand je m'ennuie, il y a des moments où c'est viscéral. Tsé, criss, je veux plus voir personne, je ferme ma porte,*

*crissez-moi la paix, j'hais tout le monde parce qu'il me manque ma famille. Donc, ça se gère pas. C'est des choses qui sont tellement viscérales que tout ce que tu peux faire c'est d'attendre que ça passe. Ça peut paraître bizarre, un peu paradoxal, mais quand ils te manquent, t'appelles pas trop non plus parce qu'ils te manquent encore plus quand t'as fini le téléphone. » (Pierre-Paul, 44 ans, sentence de 10 ans, 1 enfant).*

### **1.1.1 Remords et culpabilité**

Le retrait de la vie familiale est source de souffrance tant pour la famille que pour le détenu lui-même. La souffrance des contrevenants est accentuée par la douleur qu'ils perçoivent chez leurs proches et dont ils se jugent responsables. *« Ben ça vient, pas que c'est tannant, c'est que y va chercher des émotions qu'un moment donné un père dit, bon ben là regarde, j'suis entrain de faire du mal à des hauts de même. Là je me dis, oups, le mal, je le fais à mes proches, sans le vouloir. »* (Yves, 41 ans, sentence de 30 mois, 4 enfants). Pour la majorité des personnes incarcérées, la souffrance que ressent leur famille face à leur détention leur donne l'impression que cette dernière est incarcérée avec eux.

*« Oui, parce que, on dirait, que mes parents font de la prison. Ils sont toujours là icitte. Ils vivent beaucoup de stress, veut, veut pas. Moi, j'en vis moins qu'eux autres. C'est une des choses. J'en vis moins qu'eux autres pis c'est même pas eux autres qui sont en prison pis ils en vivent plus que moi. Faque, ça, ça me dérange. »* (David, 26 ans, sentence de 6 ans, pas d'enfant).

Plusieurs sentiments viennent renforcer cette souffrance causée par la détention. En effet, les détenus ressentent beaucoup de culpabilité et de remords face au tort qu'ils causent à leur famille.

*« Culpabilité. Sentiment de culpabilité qui revient encore. Sentiment de culpabilité. Donc, en même temps, j'ai le sentiment de culpabilité qu'elle a à faire tout. Pis en même temps, un autre sentiment de culpabilité en me disant criss si tu serais là ça serait tellement simple sur certains points de vue. Faque, c'est ça le sentiment de culpabilité que je lui manque aussi, juste au niveau de l'affectif. »* (Maxence, 49 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

### 1.1.2 La douleur exacerbée lors des événements spéciaux

Cette souffrance que vivent les détenus est accentuée lors d'événements à caractères familiaux comme les fêtes religieuses. « *Il y a certains moments comme pendant les Fêtes, la Saint-Valentin, la fête de ton conjoint, la fête de nos enfants, c'est là que c'est le plus dur, notre fête.* » (Charles, 43 ans, sentence de 18 ans et 8 mois, 1 enfant).

Pour plusieurs détenus, la seule façon de gérer cette douleur est de rester seul dans sa cellule en attendant le lendemain.

« *Moi, c'est des moments de solitude. Il y a plus d'appels. L'ennui, la peine se mêle à ça. Un coup que je raccroche, je m'en vas me coucher. Je sais que quand je vais me relever le lendemain matin, bon, regarde Noël est passé. C'est des moments d'émotion intense, de peine intense, de grosse peine parce que, eux autres, ils se sentent tout seuls. Nous autres, c'est encore pire ici. Faque, c'est l'émotion de peine, de solitude qui embarque, mais, moi, tant qu'à vivre ça trop longtemps, je m'en vais me coucher.* » (Nicholas, 33 ans, sentence de 3 ans, 3 enfants).

### 1.1.3 La durée et le nombre de sentences en lien avec la diminution des contacts

Les détenus qui purgent une longue sentence se distinguent des autres quant au maintien des liens familiaux. « *Un aspect très important, c'est le fait que il y a un avenir possible. Ça, c'est la différence entre quelqu'un qui fait une petite beat, une petite sentence pis quelqu'un qui fait une grosse sentence.* » (Jérémie, 40 ans, 5 ans et 8 mois, 1 enfant). La souffrance causée par la séparation est atténuée pour plusieurs par l'idée d'une libération prochaine, d'une possibilité de faire des plans d'avenir commun et de partager à nouveau un quotidien avec leur famille. Pour les détenus ayant une longue sentence, ils doivent faire le deuil d'un retour prochain au sein de leur famille. La souffrance est alors encore plus prononcée.

Cette impossibilité de pouvoir songer à un avenir commun proche engendre une diminution des contacts avec l'extérieur tout au long de la sentence. « *Les contacts diminuent avec le temps. Des fois, il te reste ta grand-mère, ta mère qui est rendue, elle*

*avait quarante ans quand t'es rentrée, elle avait cinquante ans. Elle est rendue à soixante-dix. Elle est toute croche. Elle vient une fois par six mois.* » (Pascal, 42 ans, sentence de 5 ans, 3 enfants). Les détenus purgeant des longues sentences sont donc plus susceptibles que les autres de perdre les contacts avec leur famille.

Cette perte ou diminution des liens familiaux lors de la détention est également accentuée par le nombre d'incarcération.

*« Étant donné que c'est un deuxième terme, là, j'ai perdu certains contacts avec certains membres de ma famille. Disons, le premier, même des petites nièces, des neveux, tout le monde m'écrivait puis, bon tout ça, pis, là, on peut dire que, il y aurait à peu près juste ma mère, que, en fait, de ma famille directe, il y a juste ma mère que je peux toujours appeler. Une mère, c'est, je pense, moi, j'ai fait beaucoup de temps, c'est pas mal, la personne que c'est inconditionnel. Je pense que c'est à peu près tout le monde, d'après ce que j'ai pu voir, c'est à peu près tout le monde, la mère, c'est la personne que tu peux appeler tout le temps. Mon père, aussi, mais, mon père, j'ai moins de relations avec lui. En réalité, avec ma famille directe, en ce moment, les seules relations que j'ai, c'est avec ma mère pis mon frère que j'ai. J'ai pas de contact avec mes sœurs ni neveux ni nièces. »* (Stéphane, 43 ans, sentence de 15 ans, pas d'enfant).

Lorsque les incarcérations se répètent, les contrevenants doivent souvent faire face à l'incompréhension de certains membres de leur famille face à leur récidive ce qui peut entraîner une perte des liens familiaux.

Tant pour les détenus que pour les membres de leur famille, l'expérience de l'incarcération est très douloureuse. Le maintien des contacts en condition de détention accentue l'impression de séparation puisque les détenus voient les conséquences de cette situation sur leurs proches et en ressentent beaucoup de culpabilité.

## **1.2 Les relations familiales des détenus dans un contexte d'incarcération**

Les détenus n'entretiennent pas les mêmes relations avec tous les membres de leur famille et l'incarcération influence différemment chaque relation. Tout dépendant d'avec

qui le contrevenant va garder des contacts, les relations qui vont se mettre en place ne seront pas les mêmes puisque le détenu n'assume pas les mêmes fonctions auprès de tous les membres de sa famille.

### 1.2.1 La relation avec la conjointe

La relation avec la conjointe est fortement marquée par une absence au quotidien. *« Quarante et un ans qu'elle est toute seule, qu'elle vit pas le quotidien avec quelqu'un. Le quotidien, c'est important dans la vie, de n'importe qui. Tsé, tout le temps être tout seul, ça doit être plate surtout quand t'as un mari en prison. »* (Jean-Marie, 52 ans, sentence de 15 ans, 2 enfants). Les détenus ressentent beaucoup d'impuissance face à la souffrance qu'ils perçoivent de leur conjointe.

*« Alors, un moment donné, il y a de la frustration. Je dis peut-être une fois par mois, il y a comme des pleurs pis, c'est dur à vivre parce que, écoute, moi, je peux rien faire. Je peux pas sortir d'ici. Alors, c'est sûr, qu'un moment donné, il y a beaucoup de frustration parce que t'arrives devant (silence) quelque chose qui a pas de logique. T'es d'une impuissance à mourir, tsé. »* (Denis, 50 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Ce sentiment d'impuissance prend de l'ampleur lorsque la conjointe éprouve des problèmes financiers. *« C'est un fait que depuis que je suis en prison, elle, ça y a donné un coup parce que j'subvenais pas mal à tous les besoins. Moi, j'sus parti. Elle est tombée pu de paye, pu de rien. Elle trouvait que ça arrivait dur avec deux enfants. »* (Jean-François, 44 ans, sentence de 13 ans et 6 mois, 2 enfants). Les détenus qui vivent cette situation ressentent énormément de culpabilité face aux difficultés financières de leur conjointe puisqu'ils ne peuvent plus assumer leur rôle de pourvoyeur au sein de leur famille.

Les détenus qui entretiennent des relations amoureuses lors de l'incarcération vivent également beaucoup d'insécurité du maintien de ce type de relation. En effet, ils vivent dans la peur constante d'une éventuelle rupture. Cette insécurité amène certains détenus à



questionner abondamment leur conjointe sur leurs allées et venues afin de déceler une future séparation ou une liaison extraconjugale.

*« Y'a certaines choses qu'on peut pas, on a pas de contrôle, des fois on voudrait avoir le contrôle, mais on a pas de contrôle. A savoir bon, ben qu'est-ce qui se passe dehors, elle vois-tu un autre gars, c'est plein de questionnements qui nous passent par la tête de même. Un moment donné, mais, en prison, des fois, on se fait des, on se fait des idées, on se fait des scénarios pis pas des crises, mais des petits symptômes de jalousie. » (Jérôme, 50 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).*

D'autant plus que les relations sexuelles entre les détenus et leur conjointe sont peu fréquentes voire absentes pour certains. Plusieurs contrevenants vivent beaucoup de frustrations sexuelles lors de la détention tout comme leur conjointe. Cette impossibilité d'avoir une vie sexuelle pleinement épanouie augmente l'insécurité des détenus. Certains détenus souffrent tellement de ces questionnements incessants qu'ils en viennent à harceler leur conjointe afin d'essayer de calmer leur insécurité. Cette situation cause beaucoup de différents au sein des couples.

Quelques contrevenants rencontrés ont vécu la grossesse et l'accouchement de leur conjointe pendant leur détention. De tous les événements à caractères familiaux auxquels les détenus ne peuvent participer, l'accouchement de leur conjointe est de loin le plus pénible à vivre pour ces derniers.

*« Pis le fait de pas avoir été à l'accouchement, ça m'a enragé carrément, le fait de pas être là envers moi-même parce que c'est moi qui a été assez con pour faire ce que j'ai faite. Enragé après le système carcéral parce que je trouvais ça pas inhumain, mais je trouvais ça immoral de priver moi de voir mon enfant sortir c't'un affaire, mais de priver ma femme d'avoir le père de l'enfant là, ça c'est une autre affaire. C'est ça qui m'a enragé, c'est de priver elle que je puisse être là. Moi, c'est certain que ça m'a faite de quoi. J'étais pas de bonne humeur. Disons que ça m'aurait pas pris grand-chose pis la mèche aurait flambée. Quand ma femme a accouché, elle était à l'hôpital pis j'avais le téléphone de la prison pis elle, elle était sur le téléphone. Tsé, pis le téléphone, elle l'a mis sur l'oreille pis j'ai entendu le bébé brailler, le premier cri pis toute. Tsé, c'est assez traumatisant. Je peux pas être là, je peux pas rien faire pis tous mes enfants, je les ai vu venir au monde. Là, ma petite dernière, elle, je l'ai entendue venir au monde. Faque, j'ai trouvé ça*

*dur. Tsé, mes enfants, c'est mon sang. C'est ma chair. Il y a rien de pire que ça, faire priver de mes petits. Pis, quand je l'ai vu en plus. C'était tough. »* (Serge, 33 ans, sentence de 6 ans, 3 enfants).

La souffrance que ressentent les détenus provient de leur incapacité d'assumer les rôles sociaux de conjoint, de pourvoyeur et d'amant qu'une relation conjugale implique normalement. Pour eux, la situation est tellement difficile qu'ils considèrent que leur relation de couple a plus de chance de rompre que de se maintenir pendant l'incarcération.

*« La prison, c'est pas un constructeur de couple. La prison, c'est un destructeur de couple. Puis, même si tu as des roulottes familiales privées régulièrement, même si tu t'aimes, même si tu si, même si tu ça. Le système est fait pour briser les couples. M'a dire comme on dit nous autres, on a une expression icitte : le ciment et les barreaux finissent par avoir notre couple, ou ben notre relation. »* (Nicholas, 33 ans, sentence de 3 ans, 3 enfants).

### **1.2.2 La relation avec les enfants**

De toutes les relations familiales qu'entretiennent les détenus, la relation avec leurs enfants, principalement quand ceux-ci sont en bas âge, est de loin la plus souffrante.

*« Dans ma sentence, il y a deux choses que je suis incapable de me pardonner. La première, c'est d'avoir enlevé la vie à quelqu'un. La deuxième, c'est pas que ma fille m'est manqué. C'est que ma fille est manqué de son père. Je te conterais des anecdotes où ça été des grosses crises. Ma femme était, était, très, très, triste. On était très triste. J'ai pleuré au téléphone souvent avec ma fille. Elle me chantait des bêtises des fois. « Pourquoi t'as faite ça? Pis, t'avais pas d'affaire à faire ça. » Pis, elle était vraiment fâchée. Pis je reconnais sa souffrance pis je reconnais son... Elle a raison d'être en colère. Fait qu'au téléphone, moi je pleurais. »* (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Les personnes incarcérées sont incapables d'assumer totalement leur rôle de père. Cette situation est très mal vécue par ces dernières, car leurs enfants sont vulnérables. Plusieurs détenus s'inquiètent de la sécurité de leurs enfants à l'extérieur et des conséquences de leur incarcération sur leur développement. Plusieurs détenus réalisent qu'ils manquent

des moments importants dans la vie de ces derniers et ils se questionnent sur la possibilité de créer une relation avec leurs enfants dans de telles circonstances surtout lors que l'enfant est né pendant la détention.

*« Tous les petits moments cocasses qui se passent quand ils essaient de marcher. C'est tous des moments que je manque. C'est certain j'ai beaucoup à rattraper. C'est certain que quand je vais sortir, je vais essayer de passer le plus de temps possible avec eux autres. Ça me fait un vide. Comme mon petit gars c'est pareil. Tsé, y avait juste un an quand c'est arrivé pis là y marche, y parle pis y fait plein d'affaires que je vois pas. C'est le fun, mais dans le fond c'est plate, j'sus pas là. La naissance, les premiers pas, les premières paroles. C'est sûr que ma petite, elle est pas attachée à moi comme elle peut être attachée à sa mère. » (Médard, 32 ans, sentence de 3 ans et 10 mois, 5 enfants).*

### **1.2.3 La relation avec les parents et la fratrie**

Plusieurs détenus entretiennent des contacts avec leur parent. Ces contacts se font principalement par téléphone ou lors de visites contacts. Certains contrevenants bénéficient également du programme de visites familiales privées avec ces derniers, mais ils sont peu nombreux. Les contacts avec les parents sont généralement moins souffrants qu'avec la conjointe et les enfants parce que ces derniers sont moins dépendants des détenus. Les personnes incarcérées sont moins investies d'un sentiment de responsabilité envers leur parent qu'envers leur conjointe et leurs enfants.

Cependant, cette situation change lorsque les parents sont en perte d'autonomie. Les détenus se sentent coupables de ne pas pouvoir apporter l'aide qui seraient nécessaires à ces derniers. Pour les parents âgés, certains contrevenants craignent même leur décès lors de l'incarcération.

*« Je vis beaucoup de culpabilité. C'est sûr, j'aurais aimé ça être là pour mes parents quand ils sont à l'hôpital. Je vis beaucoup de stress, l'anxiété. Mes parents sont vieux. Ça me fait beaucoup de mal les voir de même. Il y a des mois que je les appelle à tous les jours surtout quand ça va mal. Comme ça fait pas longtemps, mon père s'est retrouvé à l'hôpital. Il avait un artère de bloqué. Faque, là, c'est sûr, j'appelle, j'appelle, je veux savoir. Je vis de*

*l'anxiété. J'ai pas envie qu'on m'appelle icitte pis me dire : « Ha, ben, ton père, désolé, pis ». Pis, icitte, on peut pas nécessairement sortir comme on veut. Pis, des affaires comme ça, c'est juste quand il est mort qu'ils te donnent un code pour sortir sinon pour eux autres, c'est pas quelque chose de vraiment important. « Ha! Ça arrive à tout le monde. » C'est dur de le prendre de même. C'est sûr que je veux être là avec mon père, moi, tenir sa main sur la table de chevet qu'on appelle ça. Je veux être là. Quand j'y pense, quand je vois ça, ben, j'ai des pensées à risque. En voulant dire que mes émotions, je les gère moins. Je suis plus dans le rouge que dans le vert. » (David, 26 ans, sentence de 6 ans, pas d'enfant).*

Pour ce qui est de la fratrie, les contacts sont peu nombreux et principalement par téléphone quoique certains détenus reçoivent à l'occasion de la visite de leurs frères et sœurs. Ces contacts sont généralement agréables et servent à prendre des nouvelles de la famille. Les personnes incarcérées considèrent ces contacts comme divertissants.

### **1.3 Le maintien des liens lors de l'incarcération : une souffrance nécessaire ?**

Les détenus rencontrés ont une appréhension ambivalente du maintien des relations familiales lors de l'incarcération. Ils jugent que les liens qu'ils conservent avec leur famille sont nécessaires puisque « *c'est bon pour le moral* » (Alain, 25 ans, sentence de 3 ans et 1 mois, pas d'enfant), « *ça apporte un certain soutien psychologique* » (Jonathan, 28 ans, sentence de 12 ans, pas d'enfant) et « *c'est réconfortant et encourageant* » (Simon, 31 ans, sentence à perpétuité, 2 enfants). « *Ça en revient à dire que, les visites ça m'aide parce que si aurait personne qui viendrait me voir jamais, j pense que je capoterais un peu plus.* » (Jean-François, 44 ans, sentence de 13 ans et 6 mois, 2 enfants). Mais en même temps, ils considèrent qu'il est plus difficile de maintenir les liens que de les rompre. Le sentiment d'impuissance et de culpabilité qu'ils ressentent face à cette situation est tel qu'ils souffrent énormément. Ils essayent de diminuer la souffrance de leurs proches, mais ils n'y parviennent pas ou du moins pas totalement puisqu'ils sont limités par l'incarcération. Ils doivent alors composer avec les problèmes de leur famille que ce soit financiers, scolaires, émotionnels ou psychologiques, mais ils ne peuvent pas y remédier. Ils sont toujours entre deux vies, celle à l'intérieur des murs et celle à l'extérieur. C'est ce que les détenus appellent « *faire son temps sur la tête* » (Yves, 41

ans, sentence de 30 mois, 4 enfants). Cette situation est extrêmement difficile à vivre pour les contrevenants. Certains jugent que leur santé mentale en est affectée et qu'ils sont tellement tourmentés qu'ils en ont perdu le goût de se nourrir, mais ils préfèrent encore, en majorité, garder les contacts plutôt que de les rompre.

## **2. L'expérience carcérale des détenus : intrusion et contrôle de leur vie familiale**

Pour les détenus qui veulent conserver des liens familiaux malgré l'incarcération, le Service correctionnel du Canada met à leur disposition plusieurs moyens de contact. Qu'il s'agisse du courrier, des communications téléphoniques, des visites régulières, des visites communautaires, des visites familiales privées ou des permissions de sortir avec ou sans escorte, tous ces moyens sont régis par des directives et soumis à différents contrôles qui sont administrés par les agents correctionnels. Selon les détenus que nous avons rencontrés, l'application de ces contrôles engendre diverses sortes de souffrances tant pour eux que pour leur famille.

Dans cette section, nous allons présenter ces six moyens de contact tels que présentés dans les directives du commissaire et tels que vécus par les personnes incarcérées. La mise en œuvre concrète de ces moyens pose plusieurs problèmes notamment quant à l'accès à ces derniers et à l'application arbitraire des contrôles qui les encadrent. Cette situation engendre beaucoup de souffrance pour les détenus et leur famille. C'est pour cette raison que les contrevenants développent des stratégies pour maintenir les contacts et pour atténuer la souffrance qui en résulte.

### **2.1 Le courrier**

Selon la directive du commissaire 085, les détenus peuvent échanger des lettres avec les membres de leur famille. Ces lettres ne sont pas lues par les agents correctionnels, mais elles sont ouvertes afin de vérifier la présence d'objets interdits. « Le détenu peut régler

les frais postaux par le biais de la cantine et il n'y a pas de limite quant au nombre de correspondances qu'il peut recevoir ou envoyer. » (Bernheim et Brousseau, 2002 : 159). L'échange de lettres remplit pour les détenus plusieurs rôles. En effet, cette forme de communication leur permet de développer une intimité plus profonde avec leurs correspondants en abordant plusieurs sujets, émotions et difficultés rencontrées qui sont difficiles pour certains de partager à l'oral. Le courrier échangé avec la conjointe et les enfants devient une façon d'entretenir une relation amoureuse et de remplir, en partie, leur rôle de père.

*« Tu développes différents courriers, toutes sortes de courrier. [...] Un petit paragraphe érotique, un petit paragraphe touchant, un petit paragraphe drôle. [...] Des nouvelles en même temps familiales. [...] Puis, les lettres servent beaucoup, les lettres, moi, j'ai commencé à être plus poétique en prison. [...] Là tout d'un coup, il y a des lettres qui sont plus tristes. »* (Henri, 33 ans, sentence de 2 ans, pas d'enfant).

## **2.2 Les communications téléphoniques**

À l'intérieur des établissements, des téléphones sont mis à la disposition des détenus afin que ces derniers puissent communiquer avec l'extérieur. « Selon les établissements, les règlements concernant les communications téléphoniques varient et touchent surtout les heures et le temps d'utilisation. En général la durée des appels est d'un maximum de trente minutes et elle peut être réduite selon l'achalandage. » (Bernheim et Brousseau, 2002 : 160). Dans les faits, il y a plusieurs limites quant à leur accès à ce moyen de contact, soit la validation de la liste téléphonique, les horaires et les frais. D'autre part, les appels téléphoniques permettent aux détenus d'assumer, en partie, certains rôles sociaux.

### **2.2.1 La validation de la liste téléphonique**

Le fonctionnement particulier des téléphones au sein des établissements impose des délais. Pour communiquer avec quelqu'un, celui-ci doit préalablement être inscrit sur la liste téléphonique du contrevenant. Il y a donc un délai entre le moment où le détenu

inscrit une nouvelle personne sur sa liste et le moment où il obtient l'autorisation de communiquer avec elle par téléphone.

Ce contrôle complique le maintien des contacts entre la personne incarcérée et ses enfants, car si l'enfant change de lieu de résidence ou de tuteur et que son numéro de téléphone n'est plus le même, le détenu doit se procurer le nouveau numéro de téléphone et le faire approuver. Il lui est impossible de parler à ses enfants au téléphone pendant ce temps.

### 2.2.2 Les horaires

L'accès aux téléphones est également limité par les horaires auxquels les personnes incarcérées doivent se soumettre. Une heure leur est assignée et elles doivent respecter cette assignation, car les téléphones sont très en demande principalement le soir, car pour pouvoir parler avec la personne contactée, cette dernière doit être à son domicile lors de l'appel. Les personnes vivant à l'extérieur de l'établissement ne peuvent pas téléphoner aux détenus sauf en cas d'urgence et, encore une fois, des délais s'imposent. « *Quand le monde appelle de l'extérieur, ça prend trois jours avant qu'on ait le message.* » (Denis, 50 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant). Des frictions surviennent lorsque cet horaire n'est pas respecté.

*« T'as un téléphone d'une demi-heure en tout, 8 pis 8 ½, ben, t'as pas entre 8 ½ pis 9. Tu peux te faire renvoyer. Si tu prends le téléphone des autres, ben, là, il peut y avoir de la bataille. Faque, c'est dur. Tu peux te faire renvoyer de la wing. J'en ai vu. Il y avait un gars qui appelait toute la journée, un moment donné, il faut que tu respectes les autres. Cristie, le téléphone, tout le monde arrête de travailler. Le téléphone entre 6h00 pis 11h00, c'est des slots de une demi-heure. Il faut pas que tu prennes la place des autres. Faque là, t'as une demi-heure. »* (Pierre-Paul, 44 ans, sentence de 10 ans, 1 enfant).

La disposition physique des téléphones dans les établissements ne permet pas aux détenus d'avoir des conversations « privées », car il y a peu d'espace entre chaque appareil

téléphonique et les agents correctionnels peuvent écouter les conversations téléphoniques. Ces derniers ne savent donc jamais quand leurs conversations sont sous écoute.

### 2.2.3 Les frais

Les frais associés aux appels téléphoniques viennent également en limiter l'accès. Dans les pénitenciers canadiens situés au Québec, chaque appel effectué par un détenu est facturé à la personne qui reçoit l'appel. En effet, c'est la réceptionniste qui demande à la personne recevant l'appel si elle accepte ou non les frais. Si cette personne refuse les frais à ce moment, le détenu ne peut communiquer avec elle. Chaque appel local coûte 0,75\$ pour une période de vingt à trente minutes. Lors de la réalisation des entrevues, il coûtait 0,25\$ pour un appel local de durée illimitée, coût qui a augmenté depuis. Pour ce qui est des interurbains, les détenus ne bénéficient pas de tarifs spéciaux ou de plans d'interurbains. Ils ne peuvent se prévaloir des forfaits offerts à la population québécoise.

*« Ça c'est une chose que je n'aime pas du service correctionnel. C'est un contrat entre Bell et le service correctionnel, tu vois ce que je veux dire. Nous, on paye le plein prix le détenu, vraiment le plein prix pis comme on appelle à frais viré souvent, ben c'est la personne que t'appelle qui a la facture. ».* (Éric, 63 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

Les coûts des appels téléphoniques deviennent tellement importants pour plusieurs détenus qu'ils doivent réduire la fréquence des appels et s'imposer un horaire strict pour éviter les dépenses excessives puisque leur famille ne peut assumer les frais. *« Là, je sais pas trop ce qui se passe avec lui. Lui, ça fait un bout parce que, lui, il a un cellulaire seulement pis tu peux pas à charge renversée. »* (Georges, 58 ans, sentence à perpétuité, 4 enfants). Il est impossible pour les détenus d'acheter et d'utiliser des cartes d'appel afin de percevoir eux-mêmes les frais reliés aux appels téléphoniques. Par ailleurs, ils ne peuvent transférer de l'argent à leur famille sans factures à l'appui.

Les frais téléphoniques deviennent pour certains une source de conflit avec leurs proches.



*« Le dernier compte y'est monté à treize cents là, on s'est chicané pendant un mois et demi de temps, on a essayé de régler ça par téléphone, mais à une demi-heure par téléphone, deux, trois fois par jour, ça va assez vite. [...] Faque côté monétaire là, un moment donné y lâche en quelque part, faut que, faut que j'arrête de téléphoner ou que c'est elle qui arrête de prendre les frais, on se chicane même là-dessus. ».* (Matthew, 51 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Les difficultés sont encore plus marquées lorsque les enfants du détenu sont sous la responsabilité d'une tierce personne ou que le détenu est séparé de la mère de ses enfants. En effet, il faut alors que cette personne accepte de percevoir les frais pour que le détenu puisse parler à ses enfants.

*« Je connais beaucoup d'hommes qui sont séparés d'avec leur conjointe pis qu'ils ont pratiquement pas de nouvelles de leurs enfants parce que comme ils ont pas d'argent, ils peuvent pas vraiment téléphoner parce qu'elle n'accepte pas les frais. Elle veut bien, pis c'est compréhensible en même temps, elle veut bien, la femme, qu'il parle avec ses enfants, mais elle n'a pas à payer 100 piasses par mois non plus. ».* (Thomas, 69 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

#### **2.2.4 Rôles sociaux et communications téléphoniques**

Tout comme le courrier, les appels téléphoniques remplissent plusieurs rôles. En effet, ils permettent aux détenus et à leur famille de prendre des nouvelles, de se réconforter, ainsi que de maintenir leur vie sexuelle. *« Des fois, on se faisait des petits téléphones érotiques. Tsé, tu développes n'importe quoi. C'est ça la prison. ».* (Jérôme, 50 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

Par contre, plusieurs détenus rencontrés nous ont mentionné que ce moyen de contact engendrait beaucoup de souffrance et de questionnement. L'absence de contact physique entre les deux interlocuteurs ne permet pas de réconforter une personne qui souffre. *« Ha! Les téléphones. Les visites, c'est pas pire. Tu peux prendre la personne, la coller,*

*l'embrasser. Le contact est actif, mais au téléphone, c'est encore plus dur. La personne qui pleure au téléphone... » (Daniel, 53 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).*

Certains détenus nous ont dit trouver très pénible le fait que la personne qu'ils essaient de joindre soit absente ou du moins qu'elle ne réponde pas. Cette situation les amène à se poser plusieurs questions notamment sur la possibilité d'une rupture. Étienne (47 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant) a dit à ce sujet en parlant de sa conjointe qui ne répond pas au téléphone suite à une dispute :

*« Je sais qu'elle est à la maison parce que ma mère lui parle presque qu'à tous les jours. Fekque, là, je me dis, criss, est-ce qu'elle va me laisser. Est-ce qu'elle est partie avec un autre? Là, c'est tout encore le même questionnement. C'est une répétition de questions qui revient régulièrement. Fekque, c'est ces questions-là qui amènent les chicanes. ».*

Il est difficile pour certains détenus de ne pas avoir le contrôle de la situation, notamment quant à la fin de la conversation. Ces appels téléphoniques peuvent se transformer en harcèlement surtout si sa conjointe ne répond pas.

*« Ben des hauts pis des bas, c'est un moment donné, un moment donné, moi, c'est comme, pas que je la harcèle, c'est que je veux savoir ce qui se passe à la maison. J'appelle, ça répond pas. Des fois, c'est deux jours que ça répond pas pantoute à la maison. Bon, ben, elle est où? Qu'est-ce qu'elle fait? Elle est-tu partie avec un autre? C'est plein de questionnements de même. Là quand je la pogne au téléphone. [...] Faque, on s'organise que, là, je pogne ma femme au téléphone : « Tu m'as-tu trompée? ». Là, c'est le questionnaire. C'est ce bout-là que, pas que, c'est comme du, pas du harcèlement, mais c'est plus fort que moi, je veux savoir ce qui se passe. ».* (Alain, 25 ans, sentence de 3 ans et 1 mois, pas d'enfant).

## **2.3 Les visites régulières**

À l'intérieur des établissements de détention fédéraux, une salle où sont disposés des chaises, des tables, des machines distributrices de sucreries et de café et un coin pour les enfants avec jouets et télévision, est mise à la disposition des détenus pour qu'ils puissent

rencontrer, entre autres, les membres de leur famille. Cette salle est surveillée par des agents correctionnels qui observent les visiteurs et les détenus par l'entremise de fenêtres miroir. Les agents voient l'ensemble de la salle sans être vus. Dans certains établissements, des jeux de cartes et des jeux de société sont mis à la disposition des personnes incarcérées et de leurs visiteurs. Ce type de visite est qualifié de visites contacts dans le langage courant.

Ces visites sont régies par la directive du commissaire 770. Seules les personnes figurant sur une liste approuvée peuvent visiter le détenu. « Dans chaque établissement, un comité est chargé d'étudier et d'autoriser les demandes formulées par le détenu. Pour que ce dernier puisse ajouter un visiteur à sa liste, il doit s'adresser au responsable des visites. Pour obtenir une autorisation, le visiteur potentiel devra se soumettre à une enquête sécuritaire et remplir un formulaire spécial (demande et informations relatives aux visites) que lui fera parvenir le détenu. Ce formulaire devra être complété par le visiteur à tous les deux ans. Une fois qu'il est rempli et retourné à l'établissement, il faut s'attendre à un délai d'environ deux semaines avant de recevoir une réponse. » (Bernheim et Brousseau, 2002 : 164). Les personnes mineures n'ont pas à se soumettre à ce type d'enquête, mais il faut que la personne qui les accompagne s'y soumettre et obtienne l'autorisation (Bernheim et Brousseau, 2002).

### **2.3.1 Un accès limité**

L'expérience des détenus que nous avons rencontrés illustre plusieurs limites quant à l'accès à ces visites, soit la validation de la liste des visiteurs, les horaires et le nombre de visites permis.

La liste de visiteurs engendre un délai entre le moment où un membre de la famille du détenu désire rendre visite à ce dernier et le moment où il peut réellement le faire. Cette attente de l'autorisation a été mentionnée comme stressante par les détenus que nous avons rencontrés. Ils percevaient également ce processus comme étant difficilement vécu

par leur famille puisqu'ils ne peuvent savoir à ce moment si l'autorisation leur sera accordée.

La question est encore plus délicate lorsqu'il s'agit de visiteurs mineurs, notamment, les enfants des détenus. Si la personne responsable de ces derniers n'obtient pas l'autorisation d'accès aux visites ou refuse de se soumettre à l'enquête, le détenu doit trouver quelqu'un d'autre qui accepte d'amener les enfants à l'établissement.

*« Parce que les deux autres, mon ex veut pas que, elle m'a barré carré. Je vois quand je sors mes enfants, tsé, mais à part ça, quand je suis pas là ou quand je suis pas dehors, on dirait qu'elle tombe sur une forme de je sais pas trop, là, elle se ferme pis elle veut plus rien savoir. »* (Serge, 33 ans, sentence de 6 ans, 3 enfants).

Ce processus exige donc des délais qui peuvent rendre les visites entre le détenu et ses enfants espacées voire impossibles. *« Ça fait que je vas l'avoir pris juste trois fois en deux ans tsé. »* (Nicholas, 33 ans, sentence de 3 ans, 3 enfants). Les raisons qu'il donne pour expliquer qu'il a si peu vu sa fille est que la mère de l'enfant n'est plus sa conjointe, qu'elle ne se rend pas à l'établissement pour les visites et qu'il est incarcéré loin de leur domicile.

L'horaire de la salle des visites, qui dépend de l'achalandage des établissements de détention, constitue une autre limite à ce moyen de contact. Les visites, d'une durée maximale de trois heures, sont soumises à un horaire fixe qui varie selon les établissements de détention. La salle des visites n'est donc pas accessible en tout temps. Certaines journées et heures sont prévues pour les visites contacts.

*« Ouais, ben, parce que la fin de semaine, le jour, si tu viens le samedi pendant le jour, la personne peut pas venir le dimanche pendant le jour parce qu'il y a beaucoup de monde la fin de semaine pendant le jour. »* (Pierre-Paul, 44 ans, sentence de 10 ans, 1 enfant).

La majorité des détenus rencontrés ont souligné qu'il était difficile de coordonner l'horaire des visites avec les activités de leur famille surtout lorsque la personne

incarcérée a des enfants ou des adolescents. Jumeler le travail de la conjointe, l'école des enfants, les loisirs de tous et chacun se transforme en un exercice complexe qui mène dans bien des cas à un espacement des visites. Autant le détenu que sa famille aimeraient se voir plus souvent, mais la situation est telle que c'est impossible.

Cette situation où les visites sont limitées en nombre exige des détenus des choix quant au temps accordé à chaque visiteur. Charles (43 ans, sentence de 18 mois et 8 mois, 1 enfant) a dit à ce sujet en parlant de sa conjointe :

*« Ces temps-ci, elle travaille très très fort. Comme je te dis, elle se lève à 5h30. Ses journées finissent à 10h30 parce qu'elle étudie. Elle a des examens. Là, ces temps-ci quand elle vient me voir à la visite. Je suis beaucoup plus près, j'y accorde beaucoup plus de temps que je peux en accorder à ma fille. Ça peut paraître. J'ai des choix à faire un moment donné. J'ai... On doit structurer comme les gens à l'extérieur d'ailleurs. On doit structurer nos vies même si on est en prison, même si je suis en prison. Donc, ces temps-ci je lui accorde beaucoup de temps à la visite pour la consoler, pour l'aider, pour la motiver. »*

Certains détenus préfèrent centrer toute leur attention sur leurs enfants parce qu'ils les voient peu. « Les enfants, c'est pas pareil. Y viennent, on prend le temps plein parce que je les vois pas souvent donc eux autres y restent le trois heures. » (Simon, 31 ans, sentence à perpétuité, 2 enfants). Plusieurs contrevenants nous ont dit utiliser le temps plein seulement lorsqu'ils reçoivent la visite de leurs enfants.

Dans certains pénitenciers, les détenus ont un nombre limite de visites qu'ils peuvent recevoir par mois, soit entre douze ou quinze visites. Cette situation vient limiter l'accès aux visites puisque les personnes incarcérées éprouvent des difficultés à coordonner les visites entre les différents membres de leur famille qui veulent tous venir les voir.

*« Il y a même une limite de visites par mois, je pense, que j'ai droit à douze visites ou quinze, je sais pas par mois. Si on dépasse, on se fait couper à l'autre mois. En plus, ça arrive parce qu'ils calculent, en plus, comme le samedi, ils calculent deux visites; le*

*matin pis l'après-midi à place que ça soit une journée. Ils calculent deux fois, ça arrive des fois que la limite est atteinte. »* (Antoine, 29 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

Des frictions naissent entre les différents membres des familles parce que tous veulent avoir plus de visites. Le détenu doit donc organiser lui-même ses visites, souvent par téléphone ce qui implique d'importants frais. Plus un détenu a de visiteurs qui viennent le voir par mois, plus la coordination de ce nombre limite de visites est difficile. Des détenus se trouvant dans cette situation doivent donc faire des choix déchirant entre ses enfants ou ses parents pour une visite afin de ne pas dépasser la limite.

### **2.3.2 L'aménagement de la salle des visites**

L'aménagement des salles de visite a été dénoncé, par les détenus, comme étant problématique et qui avait comme conséquence un espacement des visites.

*« J'y demandais une fois aux dix jours pas plus. Je voulais pas qu'elle vienne plus que ça. Juste les bancs, la manière qu'ils ont fait les bancs. T'es mal assis. T'es comme, la table est là. T'as un banc-là, un banc-là, un banc-là, un banc-là, la table est ici. T'es comme. Pis, il est attaché le banc. Tu peux même pas l'approcher. T'es mal assis premièrement, pire que des chaises de McDonald pis ils vont faire. »* (Thomas, 69 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

D'autres se sont plaints de l'impossibilité de sortir et de marcher à l'extérieur de l'établissement avec les visiteurs lors des visites.

*« Je veux dire icitte il pourrait y avoir une genre de petite terrasse entre la roulotte pis le. Tsé, t'es en prison, mais je pense aux visiteurs. Icite, c'est une petite affaire, mais c'est gros comme ma poche. Tsé, on peut pas se promener vraiment là. On peut pas marcher pis jaser. [...] mais je veux dire, moi, je préconiserais un petit peu plus de contacts familiaux. Tsé, pour qu'on puisse se promener. Mais icitte, t'as une genre. Ouais, t'as a une petite terrasse, mais je veux dire. Tout le monde se pitche dessus. On est tout. Un petit peu plus gros me semble qu'on puisse marcher, tsé. On est tout le temps assis sur notre cul avec les enfants. Un moment donné, c'est moche. Au bout de 3 heures, tsé, mettons, tu peux marcher, t'aérer pis jaser. »* (Valmond, 36 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

Pour les détenus rencontrés, l'aménagement des salles de visite devrait être revu afin de rendre plus agréable les visites tant pour les détenus que pour leurs visiteurs.

### 2.3.3 Une impossible intimité

Au-delà des problèmes liés à l'accessibilité des visites régulières, ce moyen de maintenir les liens familiaux a des limites en soi. Pratiquement tous les détenus nous ont dit que lors des visites il n'était pas toujours évident de trouver des sujets de conversation. Trois raisons ont été données pour expliquer cette difficile communication.

Premièrement, la détention provoque une rupture physique en retirant le détenu de son milieu familial ce qui engendre une absence de relation au quotidien. Les sujets de conversation deviennent donc plus difficiles à trouver pour certains.

Deuxièmement, plusieurs détenus disent n'avoir rien à dire à leur famille puisque leur quotidien relève davantage de la routine que de l'action.

*« Les visites qu'y ont icitte ça dure quand même deux, trois heures je pense. Du côté de ma famille : mon frère, ma mère, mon père, eux autres tsé, j'en ai assez du... même qu'on les prend pas les trois heures parce ils viennent me voir, on parle, on parle, mais eux autres une fois qu'ils m'ont tout raconté, moi, j'ai rien à conter. Je fais des farces sur qu'est-ce qu'ils disent pis quand y disent toi quoi de neuf? Eu... rien, ce que je t'ai conté la dernière fois, c'est la même affaire à tous les jours, à toutes les semaines tsé. Fek, c'est pour ça que les visites tsé après une heure, une heure et demi tsé on s'est vu, c'est le fun après ça c'est assez quasiment. » (Jean-François, 44 ans, sentence de 13 ans et 6 mois, 2 enfants).*

Troisièmement, tant les visiteurs que le détenu sont mal-à-l'aise d'aborder certains sujets ou événements qui pourraient provoquer des émotions négatives. Ils pèsent donc leurs mots ce qui ralentit le rythme de la conversation puisque certains sujets deviennent tabous.

*« Ouais, mais, tsé, quand on parle, tsé, on dirait qui pèse pas qui pèse, mais qui choisit les sujets de discussion, tsé, parce qui veut pas, je sais pas pas peur de m'offenser, mais peur de me déprimer. Tsé, mettons, il me dira pas « Ouais pis Joyeux Noël ». Tsé, il va dire « Scuse moi mais Joyeux Noël quand même », tu comprends. Il va me faire comprendre que, comment je pourrais dire, tsé, il sait que c'est déprimant être icitte, que c'est pas facile pis il me dira pas des choses pour que je me sente encore plus mal ou ben tsé. Tsé pas de « Ouais, bonne fête » ou ben tsé « Es-tu content? » y dira pas ça. Y va dire « Ouais, bonne fête » d'une manière. » (Henri, 33 ans, sentence de 2 ans, pas d'enfant).*

Compte-tenu de la difficulté pour certains détenus d'entretenir une conversation avec leur famille lors des visites, ces derniers préfèrent les voir moins souvent et pour des durées plus courtes que le temps permis.

Finalement, le contact physique que ce moyen de contact implique engendre, pour certains détenus, un fort désir sexuel, notamment pour ceux qui n'ont pas accès aux visites familiales privées. Ce désir sexuel est difficile à gérer et il devient partie prenante des visites.

*« C'est sûr que c'est pas assez. Un moment donné, tu vies un peu de frustration parce que, là, c'est sûr, elle, elle aurait le goût de me toucher pis, moi aussi. Pis, regarde, il faut quand même se tenir, on est devant du monde. Alors, ça, la visite, ça demeure un couteau un peu à deux tranchants. Faque, c'est sûr que des fois, c'est vraiment pas facile, vraiment pas facile parce que. Non, c'est sûr que des fois, c'est vraiment difficile pour ça. T'aurais pas le goût que la visite finisse. » (Alain, 25 ans, sentence de 3 ans et 1 mois, pas d'enfant).*

Les visites sont à la fois plus satisfaisantes pour les détenus et leur famille que les communications téléphoniques et le courrier puisqu'elles sont plus intimes de part le contact physique qu'elles impliquent, mais elles sont également plus déchirantes notamment à cause du désir sexuel qu'elles peuvent engendrer.

La fin des visites contacts est également un moment difficilement vécue par les détenus. Stéphane (43 ans, sentence de 15 ans, pas d'enfant) indique en parlant de sa conjointe :



*« C'est sûr que tout est allongé par le temps. Tout prend des drôles de proportions pis mettons qu'on est à la visite pis on est dans une grosse conversation ou on se colle pis tout pis il faut qu'elle s'en aille. Faut que tu t'en ailles, tsé, c'est pas normal, ça. Moi, j'aimerais bien mieux qu'elle s'en vienne, qu'on passe la nuit ensemble, mais il faut qu'elle s'en aille. Il y a un heure. La visite, ça finit. Le monsieur, il s'en va. Il barre la porte. Dommage, moi, je resterais là toute la nuit. C'est pas des situations normales. C'est des situations extraordinaires pis faut que tu ailles, faut vraiment qu'il y est de l'amour pour que tu passes au-travers de ça. Faque, c'est vraiment pas facile. »*

## **2.4 Les visites communautaires**

Les visites communautaires sont organisées par le Comité de détenus lors d'événements spéciaux (Noël, Pâques). Ce sont des journées familiales qui se déroulent habituellement dans le gymnase de l'établissement, où des tables sont disposées pour accueillir les détenus et leurs visiteurs, et l'été, la cour extérieure du pénitencier est également disponible. Plusieurs activités sont prévues et la salle est décorée en conséquence. Les contrevenants peuvent recevoir plusieurs membres de leur famille pendant toute la journée.

### **2.4.1 Le déroulement**

Les visites communautaires remplissent divers rôles ; que se soit pour prendre des nouvelles, pour discuter, pour régler des conflits ou pour développer une plus grande intimité. *« Quand Diane [conjointe] venait, c'était pas une journée intensive. C'était une journée relax, une journée de rapprochement. Du jasage, on marche, on a la chance de marcher dehors. »* (Pascal, 42 ans, sentence de 5 ans, 3 enfants).

Par contre, pour d'autres détenus, il est moins évident de trouver quoi faire pendant ces visites.

*« Mais, pis même pour les visites communautaires, c'est. Mais, qu'est-ce que tu fais? T'es avec, t'es dans le gymnase. Il y a des tables. C'est quoi? À moins que tu aies des enfants, c'est pas pire. Les enfants, eux-autres, ils s'en*

*foutent. Ils ont cinq, six ans. Ils courent partout. Ils sont du fun. C'est des enfants. ».* (Simon, 31 ans, sentence à perpétuité, 2 enfants).

Pour d'autres encore, les visites communautaires permettent de régler des conflits au sein de la famille. *« Quand c'est ta famille, des fois, ça lave le linge sale. Des fois, c'est pour laver du linge sale, la famille à vient. Des fois, c'est pour. Souvent quand la famille à vient, il y a toujours de quoi à régler. »* (Georges, 58 ans, sentence à perpétuité, 4 enfants).

#### **2.4.2 Perception mitigée**

La vision que les contrevenants ont des visites communautaires est plutôt partagée et elles semblent être mieux considérées par ceux qui ont des enfants.

*« Les visites communautaires, ça aussi ça fait du bien. Ça permet de se rapprocher pas mal plus qu'une petite visite normale. On peut manger ensemble, on peut même si c'est pas une roulotte, tsé veut dire, ça permet d'être en contact un petit peu plus. Toutes les visites que ça soit communautaires, VFP, c'est sûr, il faut pas barrer ça. Tsé, ça l'aide déjà pas mal le monde à se rapprocher. En tout cas, ceux qui sont sur le bord, comme moi, il me reste un an, moi, je calcule que je suis short time. C'est sûr que ça permet de te mettre dans le beat plus vite. »* (Pascal, 42 ans, sentence de 5 ans, 3 enfants).

Par contre, certains détenus sont anxieux dans l'attente des visites communautaires parce qu'ils ne savent pas comment leur famille va réagir en présence des autres détenus et ils se sentent coupables de faire subir cela à leur visiteur.

*« Mais, ta blonde est là. Veut, veut pas, t'as des préjugés. On a des étiquettes, on a des préjugés. Tu te dis, ben là, je vais être, ça va tout être des prisonniers. Des prisonniers, regarde, c'est pas juste des gars qui ont fait des affaires, tsé, veut dire. Faque, là, tsé, t'es là, tu regardes. La fille, elle commence à s'apercevoir que c'est du monde normal. On vient pas de Pluton, tsé. Mais, il y a un malaise pareil. Tsé, c'est huit heures de temps, faque, ça peut être long aussi. Ça dépend parce qu'elle va être mis en contact avec d'autres prisonniers pis là, ben, les gardes, ils viennent pas réellement, surtout dans une place comme ici. Ils nous donnent un gymnase. Peut-être le garde va passer, mais ils viennent même pas nous tanner. Faque, tsé, dans le*

*fond, c'est comme, tsé, t'es content que ta blonde soit-là, mais tu y fais subir quelque chose aussi. » (Stéphane, 43 ans, sentence de 15 ans, pas d'enfant).*

## **2.5 Les visites familiales privées**

Dans l'enceinte de l'établissement, des unités familiales, prenant la forme de condos, sont mises à la disposition des détenus et de leur famille pour un maximum de soixante-douze heures. En milieu carcéral, ces visites familiales privées sont également appelées VPF ou roulottes. Une législation encadre ce moyen de contact dont l'application concrète soulève des problèmes d'accès et crée entre le détenu et ses visiteurs une intimité qui s'avère souvent douloureuse.

### **2.5.1 La législation**

Le détenu qui désire profiter des visites familiales privées doit se soumettre à un processus administratif complexe prévu dans la directive 770. En effet, il doit remplir un formulaire spécial, soit la demande de participation au programme de visites familiales privées qu'il remet à un intervenant de première ligne. « Lors d'une demande, ce dernier consulte son l'ALCE qui aura compléter un rapport. Ce document sert à vérifier si le détenu est admissible à ce genre de programme et à présenter les recommandations de l'agent responsable. On y retrouve également une évaluation du risque de dangerosité pour le visiteur et une analyse des rapports entre celui-ci et le détenu (afin de s'assurer qu'il existe vraiment un lien significatif entre les deux). » (Bernheim et Brousseau, 2002 : 169).

« Suite à la rédaction du rapport par l'ALCE, le dossier passe par un comité de recommandation qui est généralement composé d'un gérant d'unité, d'un responsable de la visite, d'un agent de sécurité préventive, de l'ALCE et de l'AC-II. Finalement, c'est en se référant à ce comité que le directeur accordera ou non une telle visite. » (Bernheim et Brousseau, 2002 : 169).

Ce processus requiert entre six à huit semaines. Si la demande est acceptée, le détenu et ses visiteurs doivent remplir une déclaration de participation et de consentement volontaire au programme de visite familiale privée. « Cela signifie que le signataire s'engage à respecter les règles du programme et à accepter la responsabilité de la visite. Finalement, le conjoint de droit commun aura à remplir une déclaration d'union de droit commun. » (Bernheim et Brousseau, 2002 : 169).

Les futurs visiteurs d'une visite familiale privée doivent eux aussi se soumettre à une série de contrôles. En effet, toutes personnes désirant visiter un détenu dans le cadre du programme des visites familiales privées doit remplir un formulaire et ensuite se soumettre à une enquête communautaire. Cette enquête vise à évaluer si la personne représente une ressource positive ou négative pour le détenu dans son processus de réinsertion sociale (Bernheim et Brousseau, 2002). Si elle est jugée positivement, elle aura alors accès « aux roulottes » sinon ce programme lui sera refusé. Cette enquête est réalisée au domicile du futur visiteur par un intervenant. L'intervenant pose différentes questions touchant notamment le délit commis par le détenu, la façon dont le futur visiteur et le détenu se sont rencontrés, la nature de leur relation, l'absence ou la présence de consommation de drogue. Il explique aussi le déroulement des contacts dans le cadre de ce programme et des différents contrôles auxquels les visiteurs devront se soumettre lors de leur séjour à l'établissement.

Ce processus requiert un certain laps de temps. En effet, une fois que le futur visiteur a rempli le formulaire, Bernheim et Brousseau (2002) indique que l'enquête est complétée en trente jours approximativement.

Si un détenu veut recevoir sa conjointe dans une roulotte, il doit être marié à cette dernière ou entretenir une relation avec elle depuis au moins un an. Bernheim et Brousseau (2002) indiquent que les détenus considérés comme à risque de commettre des actes violents lors des « VFP », qui bénéficient de permissions de sortir sans escorte ou d'une semi-liberté ou qui sont incarcérés dans une unité spéciale de détention, qui sont

attente d'un transfert ou d'une décision de transfert vers cette unité n'ont pas accès à ce programme.

Les détenus qui sont autorisés à bénéficier des « roulottes » y ont généralement accès à toutes les quatre ou huit semaines tout dépendant de l'achalandage et des établissements. Certains pénitenciers permettent à un détenu qui a de la famille à l'extérieur du pays de bénéficier des « VFP », une à deux fois par année, pour un maximum de six jours si la famille se déplace pour visiter le détenu compte tenu de la distance qui sépare l'établissement de détention du domicile de la famille. Les détenus qui se sont mariés au pénitencier nous ont dit avoir bénéficié d'une « roulotte » de six jours comme « voyage de noce ». Toutefois, la plupart des pénitenciers ont abandonné ce privilège.

Dans un des établissements visités, un programme a été mis sur pied afin de permettre aux détenus qui sont condamnés à perpétuité de bénéficier des roulottes à tous les mois et de pouvoir rester, une fois par année, jusqu'à cinq jours dans les roulottes avec leurs visiteurs.

Encore une fois, les interviewés ont énoncé plusieurs obstacles quant à l'accessibilité de ce moyen de contact en fonction des délais, des horaires et des conditions d'admissibilité.

### **2.5.2 Des délais**

Le processus administratif prévu par la directive exige des délais que les détenus rencontrés mentionnent comme beaucoup plus longs que ceux indiqués par Bernheim et Brousseau. Ces délais sont jugés inadmissibles par les contrevenants.

*« Ça prend beaucoup de temps pis je comprends pas, tsé. Si la personne, elle dit qu'elle a un amoureux ou une amoureuse pis qu'elle est capable d'identifier le nom pis que la personne a pas de dossier, je vois pas pourquoi ça prend cinq, six mois pour avoir les roulottes. Tsé, comme, je sais qu'il faut avoir de la patience, mais des fois, c'est trop. Tsé, cinq, six mois, il y a du monde qui sont vraiment dépendants affectifs pis ça les atteint dans tout le reste des aspects de leur vie à part ça, ça les atteint. Faque, c'est pas correct*

*de faire attendre une personne quand elle a une femme ou des enfants. »*  
(David, 26 ans, sentence de 6 ans, pas d'enfant).

Ce délai est une source de stress pour les détenus et leur famille, le résultat étant incertain. L'enquête communautaire peut occasionner beaucoup d'angoisse, notamment la peur de causer du tort au détenu en parlant trop ou pas assez et de se voir refuser l'accès à ce programme. Un des détenus rencontrés a souligné qu'une de ses sœurs avait été effrayée par l'enquête communautaire et ne voulait plus à la fin de cette enquête lui rendre visite aux « roulottes ».

*« Elle reste à Montréal, elle, elle est déménagée à Montréal, mais elle est pas venue me voir encore. J'attends encore les papiers de visite. Parce que elle, on dirait qu'elle a peur un peu encore. Elle a une petite fille de treize, quatorze ans pareil. Elle arrête pas de me dire qu'elle veut aller aux visites normales, mais pas aux roulottes parce que sur les papiers icitte, ils marquent possibilité de fouilles à nu pis tu comprends? Si il arrive de quoi. Elle trippe un peu là-dessus. »* (Jonathan, 28 ans, sentence de 12 ans, pas d'enfant).

### 2.5.3 Un horaire restreint

Même si théoriquement les détenus et leur famille ont accès aux visites familiales privées aux quatre à huit semaines, pour plusieurs d'entre eux, la réalité est tout autre. Les interviewés ont énoncé l'horaire des « roulottes » comme un élément limitatif à l'accessibilité de ce mode de contact. En effet, les « VFP » étant très en demande, les disponibilités s'en trouvent donc restreintes. Pour les détenus rencontrés, jumeler l'horaire de leur famille avec les disponibilités des roulottes est un exercice si complexe qu'il engendre souvent un espacement de ce type de contact.

*« Comme là tu vois la dernière fois qu'on y est allé, c'est au mois de décembre pis avant ça, ça faisait quasiment six mois. Mais là, c'est parce qu'elle a pas le temps. Elle étudie tout le temps. Faque, il faut que tu fasses des choix, tsé. Pis, ce qui est prioritaire en ce moment c'est ses études. C'est les deux on le savait. C'est un boum qu'elle donne. »* (Pierre-Paul, 44 ans, sentence de 10 ans, 1 enfant).

#### 2.5.4 Les conditions d'admissibilité

Enfin, l'accès aux visites familiales privées est conditionnel à certains critères. Un détenu qui a été acquitté d'une accusation de voie de fait conjugal s'est vu refuser l'accès à ce programme par le SCC.

*« J'étais barré à cause d'un événement de 1996 pour lequel un juge m'avait acquitté, tsé, mais la prison a décidé de me juger coupable pareil. Ça, je l'ai trouvé dur. C'est sûr. Mais, surtout quand le juge y t'acquitte sur un événement, c'est parce qu'il y a eu une chaîne d'actions qui est arrivée, pareil. Mais, là, pas le choix de le prendre, tsé, c'est le système. Moi, avant, je m'aurais révolté pis tsé. Ils ont essayé le même jeu avec moi pis j'ai sauté la perche. J'ai mis le feu partout dans les bureaux des gardiens pis six mois après, j'étais rendu dans un max. Là, quand ils m'ont fait la même affaire cette année, ben pas cette année, mais à cette sentence cit, ben là, j'ai pas réagi comme ça. Tsé, j'ai dit : « Bon ,ben, je vais prendre mon mal en patience. ». Ils m'ont pas barré de mes roulottes, mais ils m'ont dit qu'on va travailler là-dessus. Faque là, j'ai, au moins, j'ai mis ça du mieux que j'ai pu. J'ai trouvé ça raide, c'est sûr. C'est là que mes sourcils ont commencé à tomber pis toute. » (Médard, 32 ans, sentence de 3 ans et 10 mois, 5 enfants).*

Lorsqu'un détenu se voit refuser le droit de bénéficier au programme des « roulottes », des alternatives peuvent lui être offertes. Médard (32 ans, sentence de 3 ans et 10 mois, 5 enfants) nous a souligné avoir été obligé de suivre plusieurs programmes s'il voulait bénéficier éventuellement des « VFP ». Finalement, il a eu accès aux « roulottes » par l'entremise d'un système progressif ; système qu'il dénonce ouvertement.

*« Sauf que leur système de progressif, là, je veux dire, je trouve ça moche un peu parce que huit heures, deux huit heures, deux vingt-quatre, deux quarante-huit, là, c'est ridicule, tsé. Si j'avais affaire à être violent avec ma femme, ça se saurait sur le téléphone, tsé, ils les écoutent icitte les téléphones. »*

De plus, il indique que ni lui ni sa conjointe ne comprennent la raison de ce système progressif puisqu'il a été acquitté et qu'il n'est plus avec la conjointe qui avait déposé la plainte. Selon lui, ce système l'empêche de remplir son rôle de père adéquatement.

*« Soixante-douze heures, je vais pouvoir plus parler avec les enfants pis les enfants, tsé, les enfants, ils ont subi une genre d'agression par des jeunes p'tits caves, des agressions sexuelles, là, deux autres enfants qui ont agressé mes enfants, tsé. Faque, là, j'ai jamais eu le temps de parler de ça. Ils m'ont dit : « Ha ! Tu peux en parler très bien aux visites contacts. ». J'ai dit : « Ben voyons dont ! M'as allé parler avec mes enfants d'une agression sexuelle dans une visite contact pendant deux heures, mettons, pis entouré de plein de monde. Vous êtes pas logiques, là. Voyons dont ! Vous êtes complètement abrutis ou however. ». Pis, en vingt-quatre heures, j'ai pas le temps de pogner mes enfants comme du monde, non plus, parce qu'ils faut que je m'occupe de tout le monde, du bébé, de ma femme. Pis, je peux pas juste me concentrer sur un pis l'autre, approfondir un sujet. Parce que, là, la petite, elle, elle parlera pas tout de suite, là, tsé, j'ai essayé de parler avec pis elle est bloquée. Faque, en vingt-quatre heures, oublie ça. Même en huit heures, ça prend un bon trois jours qu'elle s'ouvre, qu'elle se réhabitue à moi aussi, pareil. » (Médard, 32 ans, sentence de 3 ans et 10 mois, 5 enfants).*

### **2.5.5 L'utilité des visites familiales privées**

Les personnes que nous avons rencontrées ont indiqué que les « roulottes » remplissaient différents rôles. En effet, les activités pouvant être réalisées lors des visites familiales privées étant très variées, les détenus peuvent assumer leur rôle de père, de conjoint, de fils, d'amant. Ils nous ont énuméré plusieurs activités qu'ils font avec leur famille pendant les visites familiales privées. Ils cuisinent ensemble, aident les enfants avec leur devoir ou leur conjointe si elle est retournée à l'école, jouent à des jeux de société, regardent la télévision, vont jouer dehors avec les enfants, ont des relations sexuelles...

Certains utilisent les « VFP » pour donner des vacances à leur famille, surtout pour ceux dont la conjointe s'occupe seule des enfants à l'extérieur.

*« Elle [sa conjointe] est en break. Elle est en break. Je fais quoique là depuis un an environ, un an, un an et demi, elle fait plus à manger. Avant je faisais souvent souvent souvent à manger puis ça consciemment. Je voulais. Elle était en break. C'est pas compliqué. » (Georges, 58 ans, sentence à perpétuité, 4 enfants).*

D'autres perçoivent les « roulottes » comme des vacances pour eux.



*« Ça aussi, je suis content. Ça va me rapprocher beaucoup plus. Ça va être plus intime. Pis, ça va me faire un petit peu oublier, un petit peu. C'est comme des petites vacances que je vais prendre pendant trois jours, tsé. Un petit break. C'est sûr que je suis ben, je suis content parce que ma mère va me faire à cuisiner, tsé. Faque, ça fait longtemps que j'ai pas mangé la bouffe à ma mère. Pis, je suis ben content. Pis, ça va me faire aussi un petit peu oublier qu'est-ce qui se passe avec moi ici, m'éloigner un petit peu. Ça fait changement beaucoup aussi parce que je vois toujours les mêmes personnes pis c'est ça. Pis, je suis ben, ben, ben stressé. J'ai hâte, c'est sûr que ça fait longtemps faque j'ai beaucoup hâte. Cette semaine, elle paraît long, tsé. Pis, ça paraît plus long que les autres semaines. Pis, c'est ça. » (David, 26 ans, sentence de 6 ans, pas d'enfant).*

### **2.5.6 Une intimité souffrante**

Les visites familiales privées, parce qu'elles permettent de reproduire d'une certaine façon la vie familiale, impliquent une intimité avec la famille qui n'est habituellement pas possible de créer lors d'une incarcération. Cette situation particulière engendre de forts sentiments pour les détenus et leur famille. Ces brefs retours à la vie de famille sont parfois difficiles pour les détenus surtout lorsque la détention est longue.

*« Oui, parce que même mes deux premières roulottes, j'étais pas content qu'ils s'en aillent, mais on dirait que, tabarnak, tsé, je suis habitué d'être laissé tranquille, tsé, je suis en prison pis quand je veux avoir la paix, je ferme ma porte. Sauf que là, il faut que je remette dans ma tête le beat familial parce que je sors bientôt. C'est comme une réadaptation. Tsé, c'est ben sûr que j'ai travaillé beaucoup sur moi sauf que en travaillant sur moi, il y a un autre côté que j'ai comme mis de côté, oublié. Je suis pas là faque je peux pas, facile à oublier. C'est comme les mathématiques, là, tsé, je veux dire. Pas drôle, t'oublies ça pendant un an pis c'est à reprendre le beat pis voir comment les enfants sont. » (Serge, 33 ans, sentence de 6 ans, 3 enfants).*

Pour tous les détenus que nous avons rencontrés et qui bénéficiaient des « VFP », la séparation entre les visiteurs et eux, lorsque les visites familiales privées prennent fin, est très souffrance.

*« Ma conjointe, elle est consciente que j'ai pas le choix de remonter, que ça achève, mais elle avec, elle a hâte que ça finisse. Elle-même, elle me l'a dit : « J'ai l'impression que tu me recrisses tout ça là encore. ». Elle dit : « Je*

*m'habitue. Je suis deux, trois jours avec toi pis ça va bien pis tu repars, paf. Ça veut dire que je me ramasse encore un mois toute seule à rien foutre, à me dire, bon, ben, il est encore reparti. » (Alain, 25 ans, sentence de 3 ans et 1 mois, pas d'enfant).*

*« Ça va être plus raide aussi de s'en aller parce que là ça va faire trois jours qu'on est ensemble, tsé, surtout les enfants aussi pis ma femme. Moi, c'est sûr, mais je veux dire, je suis orgueilleux faque je le laisse pas trop paraître mes sentiments. Mais, c'est sûr que c'est raide. C'est pas le fun pour personne. Il faut que tu t'en ailles, tsé, « Bye la visite. ». Tsé, c'est ça, c'est « Bye la visite ! », tsé, c'est pas sensé être de la visite, c'est ma famille. Mais, là, icitte, ils sont considérés comme de la visite. » (Simon, 31 ans, sentence à perpétuité, 2 enfants).*

*« C'est le pire c'est quand tu repars. La peine de reprend, l'ennui te reprend. Après une journée ou deux, ça passe, mais. Tu te réhabitues au système icitte. » (Nicholas, 33 ans, sentence de 3 ans, 3 enfants).*

La séparation et la rupture déjà vécues lors de l'arrestation ou lors du prononcé de la sentence d'incarcération reprennent formes à ce moment.

*« C'était les premières en treize ans de sentence. Faque, je trouvais ça hallucinant. Là, tsé, je sors d'un monde où il faut que j'adopte une certaine attitude. Là, j'arrive avec ma famille, cloiwc, dans l'espace d'un heure, je suis avec ma femme, mes enfants. Là, j'ai la journée a passé avec. Faque, c'est sûr, je débarque du monde de prison pis je rembarque dans le monde familial. C'est une petite transition qui est très difficile à faire. » (Médard, 32 ans, sentence de 3 ans et 10 mois, 5 enfants).*

Plusieurs couples vont quelques fois par années aux visites familiales privées sans leurs enfants.

*« Quand on y est allé seul. C'est pas arrivé, vraiment pas souvent. On est têteux là-dessus. Autant elle que moi par exemple là-dessus. Parce qu'en même temps, elle, elle veut pas que Audrey manque de son père. C'est comme un sentiment de culpabilité je pense qu'elle a pis en même temps, ben moi, je veux pas non plus qu'elle manque de moi pis je veux profiter en même temps avec ma fille pis elle aussi, elle veut, elle sait qu'on se regroupe en famille. C'est important ça aussi. Pis, je peux dire que presque qu'à 100% des fois où on est allé seul, mais il a fallu que je mette mon pied à terre parce qu'à la dernière minute tu voyais qu'elle commençait à shaker dans le manche. Pis*

*finalement, à chaque fois que c'est arrivé, elle m'a dit. Je me souviens d'une fois, entre autres, non, on a bien fait de venir tout seul, ça prenait ça. Faque c'est ça. » (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).*

Cette décision reste toujours déchirante et exceptionnelle pour les détenus puisque les contacts avec leurs enfants pendant la détention, malgré les moyens qui s'offrent à eux, sont espacés et peu fréquents et que ce programme est celui qui implique la plus grande intimité.

*« L'intimité. L'intimité, ça s'est sûr parce que t'es pas tout le temps derrière une caméra ou derrière une vitre qui les gardiens qui te surveillent ou même les autres détenus autour de toi. Pis t'as plus de temps de t'amuser, de t'arrêter. [...] Donc, la différence, c'est ça, il y a beaucoup plus d'intimité. On a un petit peu plus de temps pour, pour s'amuser, pour se parler, pour échanger. Ouais, c'est pas mal ça. L'intimité, c'est vraiment plus ça. » (Denis, 50 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).*

Cette intimité qui se développe pendant les « roulottes » est toutefois atténuée par les comptes que les agents correctionnels effectuent afin de s'assurer que le détenu et les visiteurs se portent bien. Ces agents annoncent leur arrivée par téléphone. Pour la grande majorité des détenus rencontrés, ce contrôle est perçu comme une intrusion dans leur intimité.

*« À la VFP, ben, t'es compté. Une VFP c'est pas ce que les gens en pensent, ce qu'ils entendent à TQS là tsé. Donc, t'es compté quatre, cinq fois par jour. Tsé, le matin, tu te lèves. T'es jamais comme... Même un moment donné, je me souviens, je jouais avec mon épouse à la VFP pis je la chatouillais partout pis elle s'était mise à crier pis les gardiens avaient appelé. T'es jamais libre, t'es jamais... T'as pas de vraie intimité. » (Jérémie, 40 ans, sentence de 5 ans et 8 mois, 1 enfant).*

Tous les contrevenants rencontrés bénéficiant ou non de ce programme s'entendent pour dire que c'est un excellent programme qui est absolument nécessaire. *« C'est des très, très beaux moments. C'est pas parfait parce qu'on est encore en prison, mais c'est des très, très beaux moments, privilégiés. » (Pascal, 42 ans, sentence de 5 ans, 3 enfants).*

Les « roulottes » sont attendues avec impatience.

*« Ça me remet dans la réalité qui m'entend plus tard, mais ça me remet aussi dans la réalité que je suis un détenu pis c'est ça qui est dur, pareil. Je suis un détenu, mais là, j'ai ma femme, mes enfants, c'est un feeling assez bizarre. Tsé, c'est que je l'attends avec impatience ma roulotte, mes roulottes. »*  
(Jean-François, 44 ans, sentence de 13 ans et 6 mois, 2 enfants).

Par contre, cette attente s'atténue avec le temps.

*« L'attente est moins fébrile. Pas parce que j'ai pas hâte de les voir. Je pense pas parce que c'est aussi qu'elles ont pas hâte de me voir. C'est comme une habitude. C'est comme ben, il faut que tu t'en ailles là, que tu fasses ta poche. Ici, c'est moins pire. Les gardiens qui te voient passer. Il faut que tu fasses bye bye aux gardiens. Des fois, ils rentrent dans la maison. Comme là, quand ma fille, elle dort, elle se couche plus tôt que nous. Il faut qu'y rentre dans la maison. Il vérifie ma fille. Faire le ménage en rentrant parce que beaucoup de gens qui sont salauds en prison. Propreté, ils ont pas appris ça. Faire le ménage en rentrant. Il faut que tu fasses le ménage aussi en sortant. Tsé, c'est tout. Toutes des... Faire le ménage, c'est pas comme tu fais dans un appartement ordinaire. Il faut que tu considères que c'est comme si il y avait de la visite après toi. Tu laves le plancher, tu laves tout, tu laves le bain. Faque c'est ça. C'est pu la même la dynamique. C'est pu la même. Ça changé, mais quand on est dedans. C'est la même chose. »* (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Finalement, les « roulottes » parce qu'elles sont plus intimes que les autres types de contact et parce qu'elles sont relativement espacées obligent les détenus à partager leur temps pendant ces visites. Ce qui n'est unanimement pas évident.

*« Tout le monde veut de l'attention. C'est sûr. Martin veut que je sois-là. La petite veut que je sois juste avec elle. Pis là, ma femme, elle, avec, là, tsé. Tabarnak, je peux pas être à chacun. Vous êtes tous là. Je suis là. Prenez-moi pas un bout de morceau pis en allez-vous en pas avec. Tsé, je suis là. Tsé, ma femme, là, la première roulotte, elle a trouvé ça dur, elle, parce que là, les enfants étaient-là pis elle, elle voulait qu'on aille dans la chambre pis j'ai dit : « Regarde, je feel pas ben là-dedans. Les enfants sont dans le salon pis moi pis toi on est dans la chambre entrain d'essayer de faire de quoi. ». J'étais pas ben là-dedans. Elle, elle a trouvé ça dur. Mais, là, elle a compris. J'ai dit : « Voyons, bé, criss, les enfants arrivent, ça fait des mois qu'ils attendent après moi pis là, on s'en va se cacher dans la chambre. On peut attendre la nuit. On peut attendre à soir. Je sais pas. ». Elle a trouvé ça raide. Elle a trouvé. Le sexe, c'est pas une priorité pour moi. C'est ben bon,*

*mais, je veux dire, il y a ben des choses prioritaires avant. » (Médard, 32 ans, sentence de 3 ans et 10 mois, 5 enfants).*

## **2.6 Les permissions de sortir avec ou sans escorte**

« C'est habituellement le premier type de mise en liberté que peut obtenir une personne ayant été condamnée à une peine d'emprisonnement. Cette permission peut être accordée pour divers motifs, notamment pour donner la possibilité au détenu de rendre un service à la collectivité, d'établir ou entretenir des rapports familiaux, de se perfectionner sur le plan personnel et de consulter un médecin ou un professionnel de la santé. Cette permission est accordée avec ou sans escorte pour une durée de quelques heures à quelques jours. Une permission de sortie avec escorte signifie que le détenu sera accompagné d'une personne pour le surveiller, habituellement un gardien, pendant sa sortie. » (Bernheim et Brousseau, 2002, 261).

Plusieurs contrevenants rencontrés bénéficiaient de permissions de sortir avec ou sans escorte, appelées en langage courant des codes. Un « code » avec escorte peut être accordé pour un maximum de huit heures, alors qu'un « code » sans escorte peut l'être pour un maximum de soixante-douze heures. Lorsqu'un détenu obtient cette permission de sortir, il n'a plus accès au programme des visites familiales privées. Habituellement, les « codes » sont accordés progressivement, le nombre d'heures augmentant à chaque sortie.

### **2.6.1 Adaptation à l'univers familial**

Pour les personnes incarcérées, les permissions de sortir représentent un défi de réadaptation à l'univers familial.

*« Là j'ai commencé mes codes, c'est quand même pas pire. Les codes c'est une réadaptation. Elle, a l'a son beat à maison, mais moi je rentre, faut que je m'habitue à son beat à elle, faut que je m'habitue à qu'est-ce qui se passe dans la maison. C'est pus comme c'était avant, pis c'est normal, c'est pus de*

*même, on essaye de comprendre, des fois on se demande des questions. »*  
(Pascal, 42 ans, sentence de 5 ans, 3 enfants).

Plus l'incarcération a été longue, plus l'adaptation est importante. Un interviewé disait être tellement perdu lors de son premier « code » qu'il n'était pas capable de payer ses achats à la pharmacie. Cet écart entre le milieu carcéral et l'extérieur engendre un stress important.

*« Au début, j'étais vraiment stressé. Ça faisait dix ans et quelques mois que j'avais pas été dehors. J'étais vraiment dépaycé. Par contre, quand je suis arrivé chez nous, dans l'appartement chez nous, au début, j'étais gêné un petit peu. Ma femme aussi. Il y avait comme un malaise. Le gardien avec qui j'étais aussi. Il y avait comme un malaise, mais dix minutes après, c'est comme je te dis c'est comme si j'avais jamais bougé de là. Jamais, jamais. Ça allait là comme ça. C'était très le fun, vraiment, vraiment, vraiment le fun. Ouais, ça c'est bien passé. J'ai hâte d'y retourner seul. »* (Stéphane, 43 ans, sentence de 15 ans, pas d'enfant).

## **2.6.2 Les permissions de sortir : un espoir convoité**

Lorsque l'adaptation est terminée, les contrevenants apprécient énormément les permissions de sortir. Cependant, les « codes » sans escorte sont préférés à ceux avec escorte puisqu'ils laissent une plus grande place à l'intimité.

*« Comme là je suis allé, ma première visite, comme je te dis, avec escorte, il est très gentil le gars qui est venu avec moi, Gilles, il est vraiment fin. Ça reste quand même que je suis dans ma maison, je suis chez nous avec un gardien du Service correctionnel du Canada. Tu vois l'idée? C'est pas la même dynamique. Ça été le fun quand même, mais. »* (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Pour quelques-uns, cette intrusion au domicile de leur famille par un agent correctionnel jumelé à la perte des roulottes est tellement désagréable qu'ils préfèrent conserver leurs « VFP » plutôt que d'obtenir un « code » de quelques heures avec escorte.

*« J'ai dit : « J'en veux pas de tes codes. ». Il dit : « Comment ça ? ». Ben, j'ai dit : « Moi, là, tu vas m'envoyer chez nous avec une police. ». Parce que le premier code, c'est un code escorté. J'ai dit : « Là, je vais t'amener avec moi,*

*une police, voir mes enfants pendant huit heures tandis que je peux passer trois jours avec ma femme aux roulottes. Parce que quand je sois dû pour mes codes, mes roulottes m'a les avoir entier. J'ai dit : « Ça me donne quoi d'aller passer huit heures chez nous quand je peux passer trois jours avec ma femme icitte. ». C'est sûr que c'est pas logique. Ou donne-moi un code sans escorte. Envoie-moi chez nous, un moment donné. » (Serge, 33 ans, sentence de 6 ans, 3 enfants).*

Les permissions de sortir engendrent beaucoup d'émotions positives pour les personnes incarcérées. Toutefois, les contrevenants doivent quand même composer avec la séparation qui se produit à la fin du « code ».

*« Au début, t'as de la joie. Ça va bien. Tu te retrouves chez vous. Tu te retrouves dans tes affaires. Tu vois ta petite famille pis toute. La première journée, tu arrives, tu sors d'icitte, t'arrives chez vous, tu la vois quasiment pas. La deuxième journée, ben là, t'es chez vous, tu penses pas à la prison. Tu penses pas. C'est pareil comme si t'étais dehors normalement. La troisième journée, il faut que tu remontes. Le matin quand tu te lèves, tu te grattes la tête, tu te dis, bon oups. Là, l'angoisse repogne, la peine repogne, l'ennui repogne parce que là, je pars d'icitte, ben ben là, je vais être encore un mois sans les voir. Moi, avant mon premier code, ça faisait 14 mois que je les avais pas vus. Quand je les ai vus, un rush d'émotions assez intense à mettons. C'est plus de la joie, de la bonne humeur. » (Nicholas, 33 ans, sentence de 3 ans, 3 enfants).*

Les permissions de sortir représentent pour les contrevenants le moyen de contact ultime, « *Tout le monde veut sortir, tout le monde veut avoir leur code.* » (Étienne, 47 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant) l'objectif à atteindre parce qu'il représente un retour à la vie familiale à l'extérieur du carcéral. « *Le top maximum, c'est les codes. Tu pars d'ici avec ton sac. Moi, j'embarque dans la voiture. Pis, ben, là, tu peux aller chercher deux petites bières, t'en aller chez vous pis fermer la porte. Il y a pas personne.* » (Éric, 63 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

## **2.7 Les enjeux des visites**

La mise en œuvre effective des différents moyens de contact impliquant une visite à l'établissement renvoie à de multiples enjeux, dont la distance séparant le lieu de détention et le domicile des familles, les caractéristiques et l'application des contrôles

auxquels les familles des détenus sont soumises et la surveillance exercée par les agents correctionnels.

### **2.7.1 La distance entre le domicile des familles et le pénitencier**

La distance géographique entre le pénitencier et le lieu de vie des familles vient limiter l'accès aux visites. Ce qu'il est important de souligner à ce stade, c'est que ce n'est pas tant le lieu de détention, qu'il soit en banlieue de Montréal ou en région, qui a une influence sur la fréquence des visites, mais bien l'écart géographique entre la résidence des visiteurs et le pénitencier. La seule différence notable entre les établissements se situant en région et ceux étant situés en banlieue de Montréal est que ceux se trouvant en banlieue sont desservis par les transports en commun. Toutefois, cet élément n'est pas ressorti de nos entrevues comme facilitant le maintien des contacts.

Plusieurs détenus que nous avons rencontrés étaient incarcérés à plusieurs kilomètres du domicile de leur famille. Cet écart vient diminuer la fréquence des contacts notamment pour les visites régulières. Plus la distance est importante, moins ce moyen de contact est utilisé puisqu'il n'est admissible que pour trois heures. Alors que certains membres des familles habitant à proximité de l'établissement peuvent rendre visite au contrevenant les soirs de semaine, cela s'avère impossible pour d'autres, compte tenu de la distance. Le temps manque pour effectuer le déplacement lorsque les horaires des familles sont chargés. Le manque de temps est accentué par les délais liés aux contrôles appliqués à l'entrée des établissements.

À cette difficulté s'ajoute celle des moyens de transport. Si le pénitencier est éloigné du lieu de vie de la famille du détenu, il faut que ces derniers possèdent, louent ou empruntent une voiture pour rendre visite au détenu. Si la distance est relativement importante, les visiteurs doivent coucher à proximité de l'établissement ou sur la route, « *Pis quand elle veut venir te voir dans le communautaire, c'est trop compliqué pour elle de venir à la communautaire. La plupart du temps, ils ont pas de char pas de si, peut pas voyager.* » (Thomas, 69 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant), ce qui s'avère dispendieux. « *À part ça, c'est les coûts que ça l'amènent. Moi je viens de Québec en*



*plus, faque je la vois pas souvent icitte, je vois pas mes enfants souvent. » (Nicholas, 33 ans, sentence de 3 ans, 3 enfants).*

Plus la distance est importante et nécessite du temps de déplacement, plus la coordination des différents horaires est difficile. *« Ma sœur monte du Lac St-Jean. L'été passé, elle était en vacances. Ils ont monté icitte avec un char pis la tente roulotte. Les gardiens capotaient. » (Antoine, 29 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).* En effet, pour une famille habitant à plus de deux heures du pénitencier, les visites régulières exigent toute une journée entière. En plus de devoir disposer de ce temps, les membres de la famille doivent coordonner travail, école et activités sociales.

*« Tout le monde a leur vie autant mon ex. Commencer à leur dire de prendre telle... parce qu'eux autres y faudrait qui montent icitte avec pis là je sais qu'y reparte la même journée ou bien qu'y aillent chez mes parents pis c'est à eux autres de prendre toutes les préparations nécessaires. Des fois ça adonne pas toujours. J'ai pas envie d'arriver pis de m'informer de la date pis les appeler ok ok. Moi, je suis pas de même. Je vais faire ça le plus simple possible pour tout le monde. Tu peux pas immobiliser tout leur, je veux pas que le monde fasse trop d'effort pour moi, tu comprends? Qui montent les enfants pis qui retournent à leur affaire. Je veux pas causer de troubles plus qu'y faut, de dérangement. Faut qui sacrifient une journée de ci, une journée de ça. » (Serge, 33 ans, sentence de 6 ans, 3 enfants).*

La situation est encore plus compliquée pour les personnes incarcérées qui ont des enfants avec leur ex-conjointe. En effet, il faut qu'une tierce personne dispose des moyens nécessaires pour se rendre au pénitencier et accepte d'y accompagner les enfants. L'organisation de ce type de déplacement peut vite devenir extrêmement problématique.

*« Pis là, le fait qu'ils viennent me voir aussi à Noël. Mes parents y partent samedi le 24, y vont chercher ma plus vieille. Là, on a pas de visite avant le 26 ou le 27 icitte, en principe, en tout cas je vais les voir pendant le temps des fêtes pareil. Mon ex est supposée monter avec sa mère pis mes deux autres enfants. Y vont aller coucher chez mon frère; je pense en tout cas. Pis, elle va sûrement venir elle-même avec les enfants pis ma mère. Ce qui va sûrement arriver... Je sais pas comment y vont organiser Noël, mais d'après moi, mes parents, y restent à Montréal. Y vont descendre à Québec chercher ma plus vieille, ils vont remonter. Mon ex, elle va être avec sa mère, elle va monter chez mon frère avec mes deux autres enfants, sûrement qu'y vont rester-là.*

*Pis ce qui va arriver, c'est qu'ils vont venir me voir aux visites, mettons, mon ex pis mes enfants pis ensuite mon ex pis sa mère vont redescendre avec les trois enfants probablement. » (Pascal, 42 ans, sentence de 5 ans, 3 enfants).*

La distance entre le domicile de la famille et l'établissement carcéral engendre deux conséquences. La première est une diminution de la fréquence des visites.

*« Ça fait que je vas l'avoir pris juste trois fois en deux ans [son enfant né lorsqu'il était en détention]. C'est pas beaucoup pour parce que criss que je l'aime cet enfant-là. C'est juste que j'ai pas vécu beaucoup encore avec tsé je la vois elle pousse à toutes les fois tsé. Des fois, je me demande quand que je sorte est-ce qu'elle va parler? » (Serge, 33 ans, sentence de 6 ans, 3 enfants).*

La deuxième est le déménagement de certains membres de la famille afin qu'ils se rapprochent du lieu de détention. Toutefois, cette situation engendre des bouleversements d'ordres scolaires, professionnels et sociaux.

*« Diane, elle restait à Québec. Elle a vendu sa maison pour s'en venir rester à Montréal deux ans après qu'on s'est connu. Elle a changé d'emploi, tout le kit. Elle est venue vivre deux ans icitte. Les deux ans qu'elle a été icitte, s'a été l'enfer parce que, moi, je voulais pas qu'elle déménage au début. Mais, regarde, elle avait décidé ça. Elle a même fait tuer le chien. Mais, tu vois le geste qu'elle a posé. Pis, quand elle a transféré de Montréal. Ben, s'a mal rentré icitte à Montréal. Tsé, elle s'est pogné un beau petit logement à Ste-Eustache. Elle avait une job à Montréal pis elle voyageait en train. Elle adorait sa petite vie, mais ça marchait pas comme elle voulait. Elle était toute seule. Tsé, quand t'as été élevé dans le bout de Québec, St-Augustin, Val-Bélair. T'as été élevé dans ce coin-là pis tu sors de ta vie à 40 ans de temps qu'elle a été là. Tu sors. Tu t'en viens à Montréal. Elle était très malheureuse. » (Daniel, 53 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).*

### **2.7.2 Les directives régissant les visites**

Le deuxième obstacle à l'accès aux visites repose sur les différents contrôles appliqués aux visiteurs. Il ne faut pas oublier que le contexte carcéral est un environnement coercitif où le contrôle et la surveillance tant des détenus que des visiteurs sont omniprésents. Lors de leur arrivée à l'établissement, les visiteurs ne peuvent accéder immédiatement à la salle des visites ou aux « VFP ». Ils doivent d'abord se soumettre à

divers contrôles visant à détecter l'entrée d'objets ou de substances interdits dans le pénitencier.

Les visiteurs doivent ainsi respecter un certain code vestimentaire qui varie selon le niveau de sécurité des établissements. « Les visiteurs et les détenus doivent être habillés de façon décente ; une tenue vestimentaire non appropriée peut compromettre la visite. Le port de la minijupe, d'un short, d'une camisole, d'un bustier, d'un costume de bain ou de vêtements transparents est interdit. » (Bernheim et Brousseau, 2002, 165).

Certains objets sont également interdits et ne peuvent être amenés dans l'enceinte du pénitencier. « Les visiteurs et les détenus ne peuvent apporter aucun objet, aucune nourriture et aucun animal lors des rencontres. Les visiteurs doivent déposer leur portefeuille, leur argent, leur sacoche et tout autre article non autorisé dans un casier mis à leur disposition. » (Bernheim et Brousseau, 2002, 165).

Les visiteurs peuvent également être soumis à diverses formes de fouilles lors d'une visite à l'établissement. Ces procédures sont encore une fois encadrées par une directive du commissaire. En effet, « en tout temps, les agents peuvent soumettre les visiteurs à une fouille discrète ou par palpation. Lorsqu'il y en a, elles se produisent généralement à l'arrivée ou au départ de l'établissement. La personne profitant d'une visite contact ou familiale est davantage susceptible d'être fouillée. Si elle refuse, on pourra lui demander de quitter l'établissement. Si elle n'est pas expulsée, elle se verra probablement refuser toute visite contact, mais il est possible qu'elle ait accès à une visite guichet. » (Bernheim et Brousseau, 2002, 134).

« S'il existe seulement des raisons de soupçonner qu'une personne est en possession d'objets interdits ou qu'elle possède des éléments de preuve relatifs à la perpétration d'une infraction, le SCC peut exiger qu'elle soit fouillée à nu dès son arrivée à l'établissement. Si le visiteur refuse cette fouille, il sera invité à quitter l'établissement. Seul le directeur ou son remplaçant a l'autorité d'exiger une fouille à nu d'un visiteur. » (Bernheim et Brousseau, 2002, 134).

Finalement, « les enfants ne peuvent pas être fouillés à nu, à moins d'avoir de sérieuses raisons qui laissent croire qu'ils sont en possession d'objets interdits. Si de tels motifs existent, le personnel doit demander le consentement écrit du parent ou du tuteur. À la demande de ce dernier, la fouille peut avoir lieu en présence d'un adulte qui accompagne l'enfant. Si la fouille à nu est refusée, on interdira à l'enfant l'accès à l'établissement. » (Bernheim et Brousseau, 2002, 135).

Pendant les visites, les contrevenants et leur famille sont sous surveillance et doivent respecter certaines règles. En ce qui concerne la surveillance, il est prévu que les espaces réservés aux visites soient surveillés par des agents correctionnels, mais cette surveillance doit être la plus discrète possible. Les conversations entre les détenus et leurs visiteurs ne sont pas confidentielles et peuvent être interceptées par différents moyens (Bernheim et Brousseau, 2002). Parmi les règlements à respecter lors des visites, nous retrouvons les suivants : les détenus et leurs visiteurs doivent respecter les autres personnes présentes, les visiteurs ne peuvent s'adresser à d'autres détenus que celui visité et « il est généralement interdit de s'asseoir l'un sur l'autre et aucune forme d'intimité exagérée n'est tolérée. » (Bernheim et Brousseau, 2002, 167). « Le non-respect des règles peut entraîner l'interruption de la visite et même compromettre celles à venir. » (Bernheim et Brousseau, 2002, 167).

### **2.7.3 Une application arbitraire des contrôles**

Encore une fois il y a écart entre ce qui est prévu dans les directives du commissaire et l'application des modalités de ces dernières lors des visites. Du vécu des détenus rencontrés ressort plusieurs problèmes qui viennent jeter un voile noir sur les visites.

Plusieurs détenus ont mentionné que les règlements concernant la tenue vestimentaire étaient appliqués, selon eux, de façon arbitraire par les agents correctionnels et qu'ils étaient sans fondement. Ils disent ne jamais savoir à l'avance si ce que porte leurs visiteurs contrevient ou pas aux règlements et que ce qui est permis par un agent peut être interdit par un autre.

*« La plupart sont corrects. Il y a certains, comme j te dis, je sais pas qui, comme quand l'été, si tu viens, t'as pas le droit d'être sans manche. Même une femme si elle a un chandail pis ça dépasse l'épaule, ça devient trop, comme tu dis ça, trop ça expose trop. C'est comme ma mère, elle est venue. Elle a 60 ans. Elle avait, il fait chaud, elle avait pas une [Inaudible], mais disons ça coupait aux bras, pas sur l'épaule, mais aux bras. Il dit : « La prochaine fois que tu viens comme ça, on va pas te faire rentrer. ». Ma mère, elle dit : « Pourquoi? ». « Ça démontre trop. » Elle dit : « Je vais voir mon enfant. ». Comme je te dis, ça, c'est un garde. Je pense que c'est sa façon de voir les choses. » (Jérémie, 40 ans, sentence de 5 ans et 8 mois, 1 enfant).*

Les détenus dénoncent l'application arbitraire des règlements, ainsi que la possibilité pour les agents correctionnels d'interpréter à leur façon ces derniers.

#### **2.7.4 Les contrôles lors de l'arrivée à l'établissement de détention**

Lors de leur arrivée au pénitencier, les visiteurs sont soumis à différents contrôles qui visent à détecter la présence d'objets ou de substances interdits. Un de ces contrôles est la présence de chiens qui s'assoient à côté d'une personne lorsqu'ils détectent de la drogue sur cette dernière. Ces chiens sont de taille moyenne : leur tête arrive à la hauteur de celle d'un enfant de trois ans. Pour les visiteurs ayant peur des chiens, ces derniers peuvent donc s'avérer une source d'angoisse et de crainte notamment pour les jeunes enfants. Plusieurs détenus ont indiqué que les visiteurs étaient intimidés par ces chiens et que cette situation les mettait mal-à-l'aise.

Pour les visiteurs qui participent au programme des visites familiales privées, leurs bagages sont fouillés lors de leur arrivée. Ces fouilles sont perçues par les détenus comme étant une intrusion dans l'intimité de leurs visiteurs. *« C'était plus fatigant qu'autre chose; la sécurité, fouiller dans les petites culottes pis fouiller dans ses affaires personnelles, le linge, ses petits dessous pis toute ça. Elle devenait fatiguée de se faire fouiller là-dedans. »* (Maxence, 49 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

Un des éléments qui ressort des discours des contrevenants est leur incompréhension, qui encore plus fortement marqué pour leurs visiteurs, quant aux règlements concernant les objets interdits. Ces règlements sont perçus comme sans fondement, sans utilité et ne se justifient pas aux yeux des interviewés.

*« Elle arrive icitte, elle avait des CD ou des petites cassettes qu'elle enregistrait pour de la musique. Pas le droit de les faire rentrer, pas le droit de partager rien. Jamais le droit de rien faire. Pas de droit de rentrer de chandelles, tsé. Elle, c'est une femme qui est très honnête. Tu vois un peu son honnêteté, son niveau d'honnêteté, tsé, sa droiture pis elle n'a jamais compris pourquoi ils la traitaient de même. Tsé, comme une criminelle parce que la plupart des visiteurs sont traités comme des criminels. « L'ion scan », le chien, les fouilles, le scan, les fouilles au métal, puf. Tsé, c't'un minimum. En tout cas, elle n'a jamais rien compris. Elle a toujours faite du minimum. » (Georges, 58 ans, sentence à perpétuité, 4 enfants).*

Pour les détenus qui ont des parents en perte d'autonomie ou dont la conjointe est malade, les procédures visant à détecter la présence de substances illicites deviennent un véritable cauchemar. La prise de médicaments peut entraîner une cote positive à certains contrôles. *« Puis, ça s'en venait plus dur parce que les exigences de sécurité concernant les médicaments, c'était plus compliqué. »* (Thomas, 69 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant). Une cote positive peut mener à une fouille à nu. Le père d'un détenu a été confronté à cette situation puisqu'il prenait des médicaments. Il a refusé la fouille à nu puisqu'il portait une couche et que cela le mettait mal-à-l'aise. Il s'est vu interdire l'accès aux visites. *« Il prend des médicaments à base de je sais pas trop quoi pis trois fois, il a été suspendu six mois de ma visite parce que trois fois, ils y ont découvert, sur « l'ion scan machine » il avait de la drogue. Il prend des médicaments. »* (Jérôme, 50 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

Les fouilles à nu sont est très mal perçues par les personnes incarcérées et leurs visiteurs. Certains détenus nous ont dit que leur conjointe était terrorisée à l'idée de subir ces fouilles. Encore une fois, il y a une incompréhension de ces derniers et des visiteurs quant à l'utilité de ces fouilles. *« La moindre de petite affaire, ma femme, elle s'est fait fouillée à nue pis, elle a jamais touché à la drogue rien. »* (Charles, 43 ans, sentence de 18 ans et 8 mois, 1 enfant). Ce moyen de contrôle est jugé comme trop répressif et injuste.

Tous les contrevenants rencontrés ont unanimement une perception très négative du spectromètre de mobilité ionique, appelé « ion scan machine » par les détenus. Cet appareil permet de savoir si le visiteur a été en contact direct ou indirect avec de la drogue. Il détecte aussi le type de drogue avec lequel la personne a été en contact. Le fonctionnement de cette machine est simple; un bout de tissu est mis en contact avec une partie du corps du visiteur. Ce bout de tissu est ensuite analysé. Pour les détenus, ce contrôle n'est pas digne de confiance.

*« Il y a un pourcentage d'erreur, mais ils le reconnaissent pas parce qu'il n'y a jamais d'erreur. Le Service correctionnel. C'est une chose au niveau du Service correctionnel que les détenus vont te parler pis que on hait toute c'est qu'ils font jamais d'erreur eux autres. Ils sont omnipotents. C'est comme ça comme qu'on dit ça? En tout cas, ils font jamais, jamais. Ils l'admettront jamais qu'ils ont fait des erreurs. C'est pour ça qu'ils font des doubles, triples pis quadruples checks. Même quand ils ont fait des erreurs, ils osent pas le reconnaître. Donc, ça c'est très déshumanisant pour les personnes. »* (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Mais au-delà de la non-fiabilité du spectromètre de mobilité ionique, le réel problème avec ce contrôle est que, pour les détenus, les agents correctionnels peuvent influencer comme bon leur semblent les résultats de ce contrôle.

*« Donc, pis sans compter à mon avis pis de l'avis de ben des gens, ben des détenus, ils sont capables d'exercer un certain contrôle sur cette machine-là, c'est-à-dire que s'il y a quelqu'un qui passe avant toi qui avait déjà de la drogue, si c'est mal fait, en tout cas. »* (Alain, 25 ans, sentence de 3 ans et 1 mois, pas d'enfant).

La perception pour les contrevenants de la non-fiabilité de cette machine et du contrôle que les agents correctionnels peuvent y exercer est d'autant plus négative et crée un fort sentiment d'injustice puisque les conséquences d'un résultat positif sont importantes. En effet, un visiteur qui obtient une analyse positive se voit refuser l'accès aux visites à moins qu'il ne se soumette à une fouille à nu. Sinon, seules les visites guichets lui seront offertes.

*« Pis ils ont fait ça à ma mère. Elle a détecté, encore une affaire de « l'ion scan machine », ils ont dit : « Madame, vous avez deux choix. On vous fait une fouille à nu. Vous avez le droit de participer à la visite au travers d'une vitre. » Fouille à nu / visite au travers d'une vitre. « Ou on en fait pas pis vous êtes suspendu pendant six mois. » Est-ce que tu penses que vraiment la personne qui vient voir le détenu comme sa mère veut ne pas pouvoir le voir pendant six mois. Tu vois l'idée? Ils ont fait ça aussi à ma femme. Ils ont déjà suspendu ma femme 6 mois. Leur histoire de « l'ion scan machine », ils auront beau dire ce qu'ils voudront, mais ça marche pas. » (Étienne, 47 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).*

Ce sentiment d'injustice est tellement fort et présent chez les détenus face au spectromètre de mobilité ionique que les réactions de ces derniers lorsqu'un membre de leur famille obtient une cote positive sont parfois très explosives et ont des conséquences dramatiques sur leur cheminement carcéral. Un détenu dont la fille de six ans a obtenu un résultat positif à cet appareil s'est vu transféré d'établissement suite à sa forte réaction à cette situation.

*« Là j'ai dit... Là un moment donné, c'est mon petit cœur ma fille. Fait à peu près ce que tu veux avec moi, mais ma fille. J'ai dit au screw qui était dans le contrôle : « Ouvre la porte. ». Je veux m'en retourner moi-là, là, parce que mon idée, je la dirai pas, mais mon idée, j'ai une idée assez fixe. Je suis comme déjà, je suis comme déjà... Plan de récidive, je suis à neuf et demi. Il veut pas l'ouvrir parce qu'il sait très bien, lui, que je ferai rien devant ma femme pis ma fille. Pis là, ma femme elle me dit : « Chéri, fais pas ça; calme toé. ». Là, je crisse un coup de poing dans la vitre. « Là, tu ouvres ta calisse de porte mon estie de cochon. » Il veut pas la ouvrir. Là, j'y en pète un estie de bon dans vitre, des vitres par balles donc ça pas pété. Là, il ouvre la porte. Quand il a ouvert la porte, j'sus sorti pis je me suis enfargé dans le rideau de fouille. C't'un rideau de fouille qui ferme quand tu sors de la visite. Ils te fouillent. Pis là oublie ça. À partir de là, j'ai déconnecté. J'ai pété les plombs. J'ai pété les plombs ben raide. Après ça, ils m'ont transféré au maximum. » (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).*

Pour les personnes incarcérées, il est illogique que les membres de leur famille subissent ce contrôle puisqu'ils n'ont jamais été trouvés coupables d'un crime. Plusieurs préféreraient que le spectromètre de mobilité ionique leur soit administré à la fin des visites. Certains se disent prêts à assumer les conséquences.



Les interviewés ont dénoncé en grande majorité le temps d'attente engendré par les multiples contrôles. *« Sécurité par-dessus sécurité. Elle rentre icitte, c'est le chien. Après ça, c'est la machine. Après ça, c'est le métal pis là des fois, ça prend une heure et demi rentré pis ostie. »* (Georges, 58 ans, sentence à perpétuité, 4 enfants). Cette situation est jugée très désagréable et engendre des conflits par moment entre les personnes incarcérées et leur famille.

*« « Qu'est-ce que tu faisais ? » « Ben, écoute, bébé, comment ce que je faisais ? Moi, quand ils m'ont appelé, je suis parti, regarde, j'étais sur le bord de la porte. Quand j'ai entendu mon nom, j'ai franchi la porte. Mais, en arrivant, ici, ça m'a pris dix minutes. » « Hâ ! Pis, ça prend une demi-heure avant de passer en avant. Je suis arrivée, ça fait longtemps pis tout. » »* (Stéphane, 43 ans, sentence de 15 ans, pas d'enfant).

## **2.7. 5 La surveillance exercée par les agents correctionnels**

L'opinion des contrevenants sur la surveillance faite par les agents correctionnels lors des visites est mitigée. Certains considèrent que leur intimité est respectée.

*« Mais, pour ici, c'est correct. Je veux dire ils sont pas sévères avec nous-autres. Ils sont pas entrain de nous regarder à chaque deux minutes qu'est-ce qu'on fait. Tsé, ils nous laissent notre, notre bulle. Ils nous laissent dans, tsé, on a notre bulle à nous-autres, tsé, parce que j'ai pas besoin de toujours penser qu'il est train de nous fixer, tsé. On a notre privacy, tsé, dans un certain sens. »* (Henri, 33 ans. Sentence de 2 ans, pas d'enfant).

Pour d'autres, les agents exercent un contrôle et une surveillance disproportionnée lors des visites.

*« Parce que moi je joue à terre avec ma fille. Je me suis jamais gêné pour ça à la visite. Je suis pas quelqu'un qui est très gêné de nature, donc moi, j'allais vraiment à la chasse aux dinosaures ou aux lions entre les tables à la salle des visites, tsé. J'ai déjà été rapporté d'ailleurs. Un officier qui m'avait rapporté pour ça parce qu'il avait dit que j'avais pas resté proche de ma table. »* (Simon, 31 ans, sentence à perpétuité, 2 enfants).

Ces expériences contrastées illustrent l'arbitraire qui est laissé aux agents correctionnels et aux établissements de détention dans l'application des contrôles. Les détenus et leur

famille ont donc la perception d'un manque de constance dans l'application des règles relatives aux visites tant entre les agents qu'entre les établissements, et ce, peu importe le niveau de sécurité des pénitenciers. *« Si ils sont pas capables de t'atteindre, ils vont, certains screws, certains mangueux de marde vont t'atteindre par ta famille. Je suis pas entrain de dire qu'ils sont toutes comme ça. Mais quand tu leur dis ça, ils reconnaissent même pas. »* (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Plusieurs détenus ont noté des différences importantes dans l'application des contrôles entre des établissements de même niveau de sécurité.

*« Ben disons que le... C'est ça, il y avait moins de pression. Même si le temps d'attente pis, bon, c'est une route plus longue pis tout ça, donc c'était un petit peu plus long, mais c'est ça, c'était plus smooth. Déjà la visite était plus relaxe. Tsé, on avait plus de temps de se parler de d'autres choses que de fixer sur la machine pis même si on en parlait pareil de la machine, de la maudite machine, mais c'est ça, cette machine-là, elle est catastrophique pour beaucoup de gens. »* (Yves, 41 ans, sentence de 30 mois, 4 enfants).

Pour une grande majorité de détenus, l'application de ces contrôles pose problème.

*« Parce que je pense que, ça me fait ben mal au cœur, ça me fait mal au cœur un peu dire ça, mais je pense, moi, que le service correctionnel est bien fait. L'idéologie derrière le service correctionnel canadien est bien fait. Le problème, c'est la pratique. Tsé, entre les idéaux et la pratique, il y a un monde de différence. »* (Maxence, 49 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

En plus de ressentir un grand sentiment d'injustice, toutes ces règles autour des visites engendrent d'importantes conséquences pour les détenus et leur famille. Un sentiment de constante surveillance et d'intrusion dans la vie privée naît de cette expérience carcérale pour les détenus. *« Le système comme je te disais de non intimité, d'ingérence dans ta vie par les officiers, les... Ça s'est très difficile. »* (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

L'application arbitraire des moyens de contrôle rend les visites incertaines aux yeux des contrevenants. Cette incertitude engendre plusieurs émotions négatives pour les

personnes incarcérées lorsqu'elles attendent une visite. Elles parlent ainsi de « *stress* », de « *rage* », de « *révolte* », « *d'anxiété* », de « *mauvaise humeur* », de « *violence* », de « *tristesse* », « *d'écoeurement* », « *d'angoisse* » ou « *d'impuissance* ».

Ces émotions sont d'autant plus fortes pour les détenus puisqu'ils perçoivent les mêmes émotions chez leurs visiteurs, mais ils les jugent encore plus dévastatrices. En parlant de sa conjointe, un détenu indique : « *Comme moi aussi je vivais un stress pis en plus du stress ajouté que je savais que elle, je connais ma femme, je savais. Je savais pas qu'elle était vraiment stressée.* » (Daniel, 63 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Les détenus ont mentionné plusieurs manifestations physiques du stress que vivent les membres de leur famille lors des contrôles ou dans l'anticipation de ces derniers. Plusieurs visiteurs ont mal au ventre, ont des sueurs ou ils pleurent. Certains sombrent dans la paranoïa.

« *Elle [sa conjointe] avait acheté du linge expressément pour la visite. Elle avait deux sets de clés. Elle devenait paranoïaque. Elle ne sortait même plus de la maison parce qu'elle ne voulait pas être contaminée. Elle ne vivait que pour ça. Elle sortait avec des gants bleu de chirurgien. Ç'a été l'enfer. C'était toujours très stressant. La veille, ma femme, elle lave le linge. Elle lave le sac du linge. T'as un crayon. Tu prends le crayon de la personne qui l'a pris avant. Tu peux être contaminé. Tu t'assoies sur une chaise qu'il y a une autre personne qui s'est assis avant. Tu peux être contaminé. Tu ouvres la porte qu'il y a d'autres personnes qui l'ont ouverte avant. Tu peux être contaminé. Ensuite, tu mets tes choses sur la table. Ça peut être contaminé. Tu t'en sors pas. Elle ne mettait pas de crème. Il fallait souvent, il fallait qu'elle mette une crème pour l'eczéma. Elle n'en mettait plus parce que c'est peut-être ça qui fait buzzer la machine, pas de parfum, rien. Des médicaments. C'est ça. Elle peut pas prendre de médicaments parce que ça fait buzzer aussi la machine. Les sirops pour la toux pis tout ça, elle peut pas. Elle pouvait pas aller, disons, si elle venait me visiter l'après-midi, elle pouvait aller faire ses emplettes le matin de peur t'être contaminée. Quand elle s'en venait si mon garçon voulait faire pipi, elle pouvait pas s'arrêter de peur d'être contaminée. Il fallait qu'elle mette l'essence deux jours avant pour être sûr de pas être contaminée.* » (Charles, 43 ans. Sentence de 18 ans et 8 mois, 1 enfant).

Les contrôles sont perçus comme du « *harcèlement* » fait aux visiteurs par les agents correctionnels et cette situation devient un véritable « *cauchemar* » pour les détenus et leur famille. La situation est tellement oppressante pour certains qu'ils n'arrivent plus à

profiter entièrement des visites. *« Elle est venue tellement stressée avec les années. Pis les deux dernières années surtout, là, elle était stressée. Elle rentrait dans les roulottes. On vivait une journée dans le fond dans la roulotte comme du monde. Le restant, c'était du décompressage. »* (Daniel, 53 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Plusieurs visiteurs ont dû mettre définitivement ou temporairement un terme aux visites, incapables de supporter cette oppression et ce contrôle.

*« Il y a une période, ça y tentait pu de venir. J'ai eu de la difficulté, je me souviens, qu'on a eu des conversations par rapport à ça pis j'ai finalement compris, c'est pas qu'elle voulait pas me voir, elle m'aime, elle m'aimait au bout. Elle était pu capable de se rendre à la visite parce qu'ils m'haïssaient vraiment les screws. Elle était pu capable. La condescendance des agents qui étaient-là dans leur salle à côté pis qui regardaient les visiteurs pis qui passaient des commentaires tout haut. »* (Thomas, 69 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

### **3. Les stratégies d'adaptation des détenus**

Le contexte carcéral dans lequel les rapports familiaux des détenus évoluent lors de la détention implique un contrôle et une surveillance qui viennent limiter l'intimité requise par ce genre de relation. L'univers carcéral s'immisce dans la sphère familiale des contrevenants et y définit les modalités des relations qui s'y jouent. Pour pallier à cette intrusion, les détenus ont élaboré plusieurs stratégies d'adaptation. Nous les avons regroupées en deux groupes. Le premier groupe comprend les stratégies qui visent à contourner les règles et à limiter l'intrusion du milieu carcéral dans les liens familiaux. Le deuxième groupe vise plutôt à réduire la souffrance qui résulte du maintien des relations familiales en contexte d'incarcération.

#### **3.1 Les stratégies visant à limiter l'intrusion du SCC**

Les stratégies sont nombreuses et diversifiées. Elles se développent en fonction de la créativité des détenus. Chaque stratégie est vécue comme une petite victoire par les détenus, victoire contre l'intrusion du Service correctionnel dans leur vie privée.

Pour contourner le système de la liste téléphonique et des appels à frais virés, certains détenus utilisent la conférence à trois. Un premier contrevenant appelle une personne dont le numéro de téléphone est autorisé. C'est cette personne qui reçoit les frais de la communication. Cette dernière fait alors une conférence à trois. Un deuxième détenu peut alors parler à une troisième personne sans que son nom soit sur la liste d'appel. Ensuite, la personne incarcérée qui a bénéficié du système de conférence à trois paye les frais au premier détenu. « *Conférence à trois. Étoile 71. Pendant un bout, ça été la femme de mon chum. J'appelais tout le temps, mais là, ça faisait longtemps. Ça faisait cinq, six ans qu'on se connaissait.* ». (Antoine, 29 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant). Cette stratégie implique une grande amitié entre deux détenus, car il doit y avoir remboursement des frais téléphoniques de l'un à l'autre. Des solidarités naissent entre les détenus pour contrer les règlements du SCC.

Pour avoir accès aux « VFP » avec leur conjointe, les contrevenants doivent, entre autres, être mariés ou entretenir une relation depuis plus d'un an avec cette dernière. Pour contourner cette règle, les détenus utilisent, principalement deux stratégies. D'une part, certains mentent sur la durée de leur relation « *Il y a beaucoup de gars qui font ça. Moi, c'est comme ce que je lui avais suggéré un peu dire, écoute, on va dire que ça fait un an. T'as juste à dire que ça fait un an pis ça fait un an.* » (Alain, 25 ans, sentence de 3 ans et 1 mois, pas d'enfant). D'autres se marient pour avoir accès aux roulottes. « *J'avais même, tu vas me dire c'est vite, mais le pavillon familial qui est toujours en ligne de compte. La relation homme et femme, j'y avais demandé de me marier.* » (Yves, 41 ans, sentence de 30 mois, 4 enfants).

Quelques visiteurs vont cacher dans leurs valises des objets interdits afin de pouvoir les partager avec les détenus lors des « VFP ». Les objets cachés sont ceux dont l'interdiction est incomprise et jugée sans fondement par les visiteurs et les personnes incarcérées. Lorsqu'ils ne comprennent pas pourquoi un objet est interdit et qu'ils le considèrent comme inoffensif, certains essaient de le dissimuler parce que le règlement est considéré comme abusif et farfelu.

*« Elle achetait des disques pis, elle pouvait pas les rentrer. Pis là, elle les cachait. Là, ils l'ont pogné deux, trois fois à cacher des disques. « Vous cachez. » « Ben, je veux les écouter. » « Vous avez pas le droit. » Pis, là, elle se sentait traitée comme une criminelle. Elle est obligée de cacher ses affaires pis c'était pas du mal. À nos fêtes, on pouvait même pas avoir une chandelle. Moi, ben, j'avais toujours fait une sandwich aux œufs, une petite sandwich au saumon. Elle venait manger avec moi. J'avais toujours ça de prêt dans le frigidaire; une petite sandwich aux œufs pis au saumon. Je rentrais caché pis en tout cas. Puis là, elle mangeait une petite sandwich avec moi que j'avais fait pis... Ça fait toujours. Là, on mangeait la sandwich ensemble. » (Georges, 58 ans, sentence à perpétuité, 4 enfants).*

### **3.2 Les stratégies visant à atténuer la souffrance**

Le maintien des relations familiales pour les détenus et les membres de leur famille est une expérience qui implique diverses émotions dont beaucoup de souffrance et de tristesse. Les personnes incarcérées développent un sentiment de culpabilité puisqu'ils se jugent responsables des émotions de leur famille. Pour eux, ils imposent à leur famille cette difficile situation.

Pour diminuer ce sentiment de culpabilité, plusieurs interviewés ont laissé à leur famille le choix de maintenir ou pas les contacts pendant la détention. Ce choix diminue l'impression d'imposer à la famille l'incarcération.

*« Alors, moi, je l'ai amenée. Je lui ai demandé de venir à la visite. Et puis, là, je lui ai dit bien clairement toutes les possibilités en fait de temps, ce que ça allait représenter, par quoi on allait passer pis, je lui ai fait un choix. J'ai dit : « Si tu sens que tu vas être capable, je te donne ce que ça va être, on va continuer. Mais, je te le dis, t'as vraiment la possibilité de, tu peux t'en aller. ». » (Stéphane, 43 ans, sentence de 15 ans, pas d'enfant).*

Devant la souffrance des membres de leur famille, quelques détenus ont demandé d'être transférés dans des établissements où le département des visites est jugé plus clément.

*« Les visites très ardues parce que ma femme et pas seulement, parce que je parlais beaucoup avec d'autres détenus, voit la réception de la visite comme du harcèlement. Du harcèlement dans ce sens que, bon, il passe la guenille, le chien et tout ça. La moindre de petite affaire, ma femme, elle s'est fait fouillée à nu pis, elle a jamais touché à la drogue rien. Pis mon garçon, ils lui ont passé la guenille. Ç'a été assez difficile, assez difficile à tel point que j'ai demandé un transfert parce qu'on m'a dit que là-bas la visite était moins compliquée. On m'a transféré. Bon, là, encore, il y avait la guenille et tout ça, mais le personnel était plus accueillant, plus accueillant, donc c'était plus facile à passer. » (Jean-Marie, 52 ans, sentence de 15 ans, 2 enfants).*

Cette stratégie implique un classement informel de la part de la population carcérale quant à l'indulgence des départements des visites dans les différents établissements de détention fédérale.

Une autre stratégie souvent utilisée par les personnes incarcérées est la réduction du nombre de contacts. En effet, ces dernières demandent aux membres de leur famille de leur rendre moins souvent visite ou elles diminuent le nombre de communications téléphoniques. Cette diminution de la fréquence des contacts permet au détenu de diminuer son sentiment de culpabilité.

*« Ils viennent ici une fois par semaine pour me voir. Je trouve ça un petit peu trop. Oui, parce que, on dirait, qu'ils font de la prison. Ils sont toujours là icitte. Ils vivent beaucoup de stress, veut, veut pas. Moi, j'en vis moins qu'eux autres. C'est une des choses. J'en vis moins qu'eux autres pis c'est même pas eux-autres qui sont en prison pis ils en vivent plus que moi. Ça me dérange. Une fois par semaine, c'est correct, mais des fois, j'ai pas envie, pas parce que je veux pas les voir, mais parce que pour eux-autres, ils ont d'autres choses à faire, penser à d'autres affaires. Je vis beaucoup de culpabilité. C'est pas hot. Je leur ai demandé de venir moins souvent. » (Étienne, 47 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).*

Un contrevenant condamné à perpétuité a pris la décision au début de sa peine d'incarcération de rompre les liens avec sa conjointe pendant un an. De cette manière, il voulait lui laisser le choix de reprendre la relation un an plus tard, mais aussi de refaire sa vie. La tristesse que sa conjointe ressentait était pour lui trop difficile à supporter. Il a utilisé cette stratégie afin de s'adapter à une réalité qu'il ne pouvait émotionnellement supporter à ce moment.

*« J'ai pris une décision. J'ai dit : « On va se laisser pendant un an. Ce que je veux dire se laisser pendant un an, je te parle pas de divorce. Si tu le veux le divorce, tu m'envoies les papiers pis je les signe. Mais, on forcera pas les choses, ok. Le temps passe, on vieillit. Je vieillis à l'intérieur des murs. Toi, tu vieillis à l'extérieur, malgré les problèmes pis les obstacles de la vie. On va se laisser pendant un an. Je pense qu'au bout d'un an, on va avoir suffisamment de temps chacun sur notre côté de regarder ça en face. Qu'est-ce qui se passe avec ta vie? Si tu rencontres quelqu'un, tu le fais. Ça peut s'adonner comme ça. ». » (Thomas, 69 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).*

Finalement, pour certains détenus la situation est trop pénible émotionnellement pour être vécue. Ils décident de rompre complètement les liens avec leur famille le temps de la détention afin d'éviter à eux et aux membres de leur famille des émotions trop négatives.

*« Ben moi, quand je me suis fait arrêter pour la première fois, j'ai décidé de rompre avec ma relation amoureuse parce que je savais que c'était pour un petit bout faque je voulais pas vraiment la faire de peine. Au niveau amoureux, c'est sûr, ça me fait mal que j'aie pas ma blonde avec moi, mais je veux dire, comme j'ai dit, c'est mieux comme ça. C'est mieux pour tout le monde. Elle souffre moins. Je souffre moins. Elle souffre moins que moi, je souffre un peu, mais je souffre moins parce que je vois que elle, elle souffre moins. Faque, pour moi, c'est correct. Moi, autant, que elle, elle souffre pas, je suis bien dans ma peau. Je veux pas me sentir coupable que, encore, une autre affaire. J'aime mieux que elle, elle vive pas de stress comme ça.» (David, 26 ans, sentence de 6 ans, pas d'enfant).*

Malgré la mise en place de moyens permettant aux détenus de maintenir les contacts avec leur famille, l'univers carcéral est tellement puissant et fort qu'il s'immisce dans la vie privée des contrevenants et engendre des ruptures et de la souffrance. Les dispositifs de contrôle, de surveillance et de coercition viennent s'appliquer aux familles des détenus malgré le fait qu'elles sont coupables d'aucun crime. Il y a donc intrusion de l'univers carcéral dans la sphère familiale des détenus.



## **Chapitre 4 : L'analyse**

Au sein des institutions carcérales canadiennes, et plus particulièrement dans les pénitenciers fédéraux, les condamnés à une sentence d'incarcération essaient tant bien que mal d'entretenir des liens amicaux, familiaux et amoureux avec leurs proches. Au Service correctionnel du Canada, différentes mesures et programmes ont été mis en place dans le but de laisser cette possibilité aux détenus, notamment la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (1992), ainsi que les directives du commissaire provenant du Bulletin politique 120 encadrent ces mesures.

À partir du moment où la personne se retrouve dans une situation de privation de liberté et de privations multiples, qu'elle se retrouve également isolée et exclue de la collectivité, il convient de se questionner sur l'effectivité du maintien des relations familiales et sur les conditions dans lesquelles ces relations se concrétisent. C'est pour répondre à ces questions que nous nous sommes penchés sur les expériences des détenus au plan des relations familiales.

Dans un premier temps, nous présenterons la méthodologie de la recherche. Nous décrirons ensuite le cadre institutionnel et sociopolitique dans lequel se déroulent les relations familiales. Pour finir, nous ferons état des résultats de l'analyse des données de terrain que nous avons recueillies et qui permettent de saisir dans toute leur complexité les expériences et les perceptions des personnes incarcérées sur la question du maintien des liens familiaux.

## **La recherche**

Notre étude repose sur une cueillette de données qualitatives réalisée à l'aide d'entretiens à tendance non directive. Cette collecte s'est échelonnée de décembre 2005 à mars 2006, dans quatre pénitenciers canadiens de différents niveaux de sécurité situés au Québec.

Le choix d'une méthodologie qualitative s'est imposé au vu de notre objectif qui était de comprendre en profondeur nos interlocuteurs dans leur singularité et dans leur contexte d'énonciation, soit le milieu carcéral (Michelat, 1975). À partir de la consigne de départ

suivante : Est-ce que vous pouvez me parler de vos rapports familiaux et amoureux ?, nous avons tenté de laisser nos interviewés développer librement leur réponse.

Nous avons diversifié notre groupe de détenus fédéraux à l'aide de quatre variables stratégiques, soit le lieu de détention, la durée de la sentence, l'âge du détenu et sa situation parentale. Nous avons réalisé vingt-huit entrevues. Notre échantillon se découpe ainsi : outre le fait que leur lieu d'incarcération varie selon le niveau de sécurité et leur situation géographique (minimum ou médium ; région de Montréal ou région éloignée), la durée des sentences des personnes que nous avons rencontrées variait entre deux ans et la perpétuité. Le plus jeune détenu rencontré avait vingt-cinq ans et le plus âgé, soixante-neuf ans. La moitié de notre échantillon avait des enfants dont l'âge variait entre trois mois et trente-cinq ans.

## **1. Prison et famille : Cadre institutionnel et sociopolitique du maintien des liens**

Le Service correctionnel du Canada se donne la double mission de protection du public et de réinsertion sociale des contrevenants, mission qui s'actualise dans la reconnaissance de la primauté du droit des détenus où ces derniers conservent tous leurs droits sauf ceux incompatibles avec leur statut. C'est ce que nous examinerons en premier lieu. Par ailleurs, la famille est considérée comme un critère majeur d'intégration sociale, ce que nous rappellerons en deuxième lieu. Cependant, et c'est ce que nous passerons en revue ensuite, un ensemble de conditions objectives et de stéréotypes tenaces dans l'univers carcéral font en sorte que le fossé entre les droits et le vécu réel des détenus en matière de relations familiales peut s'avérer profond.

### **1.1 La philosophie correctionnelle**

L'analyse de la Loi sur le service correctionnel et la mise en liberté sous condition (1992), des directives du commissaire, des grilles actuarielles comme des programmes et traitements offerts aux détenus des pénitenciers font ressortir qu'à l'heure actuelle, le

Service correctionnel du Canada attache une importance fondamentale à la famille et au maintien de liens familiaux.

### **1.1.1 Les mesures favorisant les contacts**

Si l'institution carcérale a longtemps été considérée comme un univers d'isolement total (Sykes, 1958; Goffman 1968) dans lequel la personne incarcérée se retrouvait entièrement coupée de sa famille et de ses proches, le Service correctionnel du Canada a mis en place un certain nombre d'infrastructures, depuis les années 1990, qui tente de réduire autant que possible cette rupture.

Si l'objet de notre réflexion n'est pas de faire une analyse de l'ouverture des prisons sur l'extérieur, ce que certains (Stastny et Tynauer, 1982; Seyler, 1985; Lemire, 1990) ont appelé l'effritement ou l'affaïssement de la clôture, il reste que cette ouverture a amené des modifications substantielles dans les opportunités d'échanges et de contacts offerts aux détenus.

Ainsi, deux directives du commissaire font directement référence à la possibilité pour les détenus de maintenir ces liens. En effet, la politique sur la *Correspondance et les communications téléphoniques* (Service Correctionnel du Canada, 2004), qui provient du Bulletin politique 120, a pour but de « Encourager les détenus à établir et à entretenir des liens avec des membres de leur famille et de la collectivité au moyen de lettres et de communications téléphoniques, conformément au principe relatif à la protection du public, des membres du personnel et des délinquants ».

De plus, le maintien des rapports familiaux et amoureux est considéré par le Service Correctionnel du Canada comme un facteur aidant la réinsertion sociale des détenus. La politique sur les visites (Bulletin politique 120) illustre très bien cette idée. L'objectif de cette politique (Service Correctionnel du Canada, 2004) est de « prévoir les mécanismes grâce auxquels les détenus peuvent être encouragés à établir et à entretenir des relations

constructives avec leur famille et des membres de la collectivité, ce qui les aide à se préparer à réintégrer la société en tant que citoyens respectueux des lois ».

Le Service correctionnel du Canada a mis en place le Programme de visites familiales privées dont le but « est de permettre aux détenus d'établir et d'entretenir des relations saines avec leur famille et la collectivité afin de les aider à réintégrer la société en tant que citoyens respectueux des lois » (Service Correctionnel du Canada, 2004). Les détenus peuvent rencontrer leur famille tous les deux mois, et ce, pour un maximum de 72 heures. Ces visites ont lieu dans des unités qui sont réservées aux visites familiales.

### **1.1.2 La famille comme critère de réintégration**

Par ailleurs, parallèlement, différentes études (McCord, McCord et Zola, 1959; West et Farrington, 1973; Farrington, 1977; Knight, Osborn et West, 1977; Andrews et Bonta, 1994; Foran, 1995; Taylor, 1998) ont accordé une importance relativement grande à la stabilité ou à l'instabilité familiale des contrevenants comme compréhension de leurs passage à l'acte délictuel. Ainsi, les outils utilisés dans le cadre de la gestion des peines prennent directement en compte la présence et le type de liens familiaux que les détenus peuvent avoir à l'extérieur afin d'évaluer leur risque de récidive ainsi que leur potentiel de réinsertion.

Le maintien des rapports familiaux et amoureux joue un rôle considérable dans l'évaluation initiale du détenu et dans sa planification correctionnelle. Cette évaluation permet d'établir, entre autres, « un Plan correctionnel portant sur toute la durée de la peine » et « une recommandation quant à la cote de sécurité à attribuer au délinquant et à son placement initial » (Service Correctionnel du Canada, 2004). Son importance pour le détenu est donc notable.

Une évaluation des facteurs statiques qui sont liés au risque de récidive est également faite. Un des symptômes graves est le fait que le détenu néglige sa famille et un des symptômes modérés est que le détenu est inconstant dans son rôle de parent. D'ailleurs,

dans l'échelle révisée d'information statistique sur la récidive (ISR-R1), quinze variables sont prises en considération dont la situation matrimoniale lors de la dernière incarcération. Si le détenu est marié ou a un conjoint(e) de fait, cela lui est favorable.

Par la suite, l'évaluation des facteurs dynamiques liés à la réduction du risque de récidive est réalisée. Un des facteurs est les relations matrimoniales/familiales. D'une façon générale, la notion de famille joue, ainsi, un rôle relativement important dans ce large éventail d'évaluations. Dans ce sens, la famille est vue par le SCC comme un facteur de stabilité.

## **1.2 Les approches coercitives**

Selon Goffman (1968), les membres du personnel des établissements pénitenciers, pour pouvoir assumer leurs différentes tâches de contrôle et de coercition, se créent une image stéréotypée négative des détenus. Tant chez les gardiens de prison que dans la littérature, une conception du détenu comme étant un être instable, délinquant, pauvre, manipulateur, irresponsable, dangereux et non autonome prédomine et permet de justifier la nécessité d'isolement, d'éducation et de prise en charge de ces derniers par des moyens coercitifs. À cet effet, Vacheret et Lemire (2007 : 83) mentionnent : « En percevant le détenu comme un être dangereux et à qui on ne peut faire confiance, le gardien justifie à ses propres yeux le contrôle, la surveillance, les fouilles, ainsi que tous les gestes coercitifs qu'il peut poser. Une fois le détenu défini comme irresponsable, l'état de dépendance où on le maintient et la nécessité de décider pour lui ont toute leur raison d'être. ».

### **1.2.1 Une situation socio économique précaire et aggravée**

De la littérature sur la prison ressort l'idée que les détenus ont majoritairement un statut socio-économique précaire. En effet, une étude de Doyon (1989) présente les caractéristiques sociales des personnes admises au centre de prévention de Montréal. Nous retrouvons, entre autres, le type de revenus de ces prévenus. Presque 40% des sujets vivent de l'aide sociale.

Marchetti (1996 : 179), quant à elle, dans une étude sur les trajectoires pénales et la pauvreté, mentionne que le terme prisonnier est largement associé à celui de pauvre autant dans les médias que dans les ouvrages scientifiques et que les établissements de détention comptent « des délinquants originaires pour la plupart des couches sociales les plus pauvres ».

Une enquête menée en France indique : « qu'un détenu sur deux est ou a été ouvrier (contre un sur trois dans l'ensemble de la population masculine en France à la même date) » (Combessie, 2004 : 36). Chantraine (2003 : 364) précise cette donnée en mentionnant qu'« un détenu sur sept n'a jamais exercé d'activité professionnelle ». Finalement, Strimelle et Poupart (2004) expliquent les difficultés sur le plan de la recherche d'emploi pour les ex-détenus. En effet, une grande majorité d'entre eux dépend de l'aide sociale à leur sortie de prison. Souvent, l'aide institutionnelle a été présente avant l'incarcération. Cette situation engendre une résignation de la part des ex-détenus qui finissent par se considérer, eux-mêmes, comme de perpétuels assistés.

Cette perception du détenu « pauvre » vient justifier les nombreux programmes du Service correctionnel du Canada qui visent à développer l'employabilité de ces derniers.

### **1.2.2 Un isolement imposé et justifié**

Le recours à la peine privative de liberté est habituellement justifié par la nécessité de neutraliser les délinquants qui représentent un danger pour la société (Dozois, Lalonde et Poupart, 1989). Cette perception du détenu permet de justifier les nombreux contrôles et moyens de surveillance mis en place dans les établissements carcéraux, notamment ceux qui s'appliquent aux moyens de contacts familiaux. D'ailleurs, Dozois, Lalonde et Poupart (1989 : 31) soulignent le fait que : « par la crainte qu'elle contribue à susciter et à entretenir, la dangerosité se trouve, d'une part, à justifier l'intervention massive du système pénal et, d'autre part, à favoriser la mise en place de mécanismes de surveillance et de contrôle de plus en plus raffinés qui permettront d'alimenter ce même système. ».

### **1.2.3 La dépendance, l'infantilisation**

Un autre aspect négatif de la détention est qu'elle place le détenu dans une « position de subordination permanente ». « L'incarcération supprime la jouissance de certains droits fondamentaux. Des domaines de décisions qui relèveraient normalement de la volonté de chacun requièrent ici le consentement des autorités » (Rostaing, 1997 : 134). Nous faisons allusion, entre autres, à des décisions comme le fait de vouloir se marier, de décider de la composition des repas, de leur travail lors de l'incarcération, des heures de visite... Les détenus se trouvent dépossédés de leur vie, déresponsabilisés, vivent un sentiment de perte de l'autorité et du contrôle notamment lorsqu'il est question des enfants, car les détenus se retrouvent souvent sans nouvelles de ces derniers si la personne qui les a pris en charge à l'extérieur refuse de les amener à la visite. « La réduction du champ d'autonomie et d'initiative personnelle a un effet déresponsabilisant. Les détenus parlent d'infantilisation, du fait des marques de surprotection dont ils font l'objet » (Rostaing, 1997 : 136). Landreville, Gagnon et Desrosiers (1976 : 74) expliquent que la peine privative de liberté met le détenu à l'écart de la société et de sa famille et lui enlève « toute autonomie, tout initiative et toute responsabilité. Il est la plupart du temps réduit à la passivité, incapable d'exercer ses rôles sociaux, familiaux et économiques. Même s'il est envoyé dans un atelier, il travaille peu et n'est pas rémunéré. En somme, il n'est plus producteur, plus pourvoyeur familial, incapable d'exercer ses rôles de citoyen et il voit ses rôles de père et époux s'éclipser peu à peu. ».

### **1.3 L'isolement social**

Pour Rostaing (2002 : 96) la diminution graduelle des contacts de la personne incarcérée avec sa famille est due aux difficultés qu'il rencontre pour les maintenir. En effet, « la prison crée un sentiment de déréalité et produit un effet de séparation d'avec le monde social. Même si la famille continue de rendre visite au détenu, cette rencontre se déroule en présence d'autres familles et sous la surveillance du personnel. De même, le courrier continue d'être contrôlé et les possibilités de téléphoner sont réservées aux établissements pour peines. Dans ces conditions, la personne incarcérée a souvent du mal à maintenir des relations familiales, surtout pour des longues peines. L'incarcération peut conduire à des



parloirs de moins en moins fréquents, à des ruptures, voire à la disparition de toute visite ». Le Quéau (2000 : 77) abonde dans le même sens en disant que : « pour une personne interrogée sur trois, la mise en détention a eu comme effet immédiat que des personnes de leur entourage les ont, comme on l'a entendu dire plusieurs fois, « laissé tomber » ».

Chantraine s'intéresse quant à lui à un autre aspect de l'isolement social. Selon lui, la peine privative de liberté, en enfermant les détenus dans une institution, empêche ces derniers de contrôler les actes des personnes qui ne sont pas incarcérées. « La détention est alors le cadre d'un imaginaire sur les motivations, actions, pratiques, ressentiments éventuels des proches » (Chantraine, 2006 : 30). Les sentiments que leur portent les membres de leur famille sont toujours perçus comme incertains par les détenus. Ces derniers vivent donc dans l'incertitude et l'obsession d'une éventuelle trahison. Selon Chantraine (2006), cette obsession touche également à l'adultère qui prend naissance dans la possibilité pour le conjoint de refaire sa vie à l'extérieur surtout si le détenu anticipe qu'une nouvelle relation permettrait à sa conjointe de résoudre une situation socio-économique précaire. Finalement, « l'impuissance carcérale, c'est d'abord celle d'être privé de ses obligations sociales. L'impossibilité de remplir pleinement son rôle face à la maladie ou à la mort éventuelle des parents forme une illustration typique du sentiment profond d'impuissance » (Chantraine, 2006 : 31).

Vacheret et Lalonde (2006) font quant à elles le point sur une autre difficulté en termes de maintien des liens familiaux. Elles exposent le fait que les personnes se rendant en établissement pour visiter un détenu sont associées au statut de criminel et soumis aux mêmes règles que ces derniers.

Dans le même ordre d'idée, Lafortune, Barrette et Brunelle (2005 : 179), dans une étude sur l'incarcération du père, indiquent que différents membres de la famille des détenus mentionnent plusieurs difficultés dans le maintien des liens avec l'incarcéré notamment « le caractère froid des visites, le manque d'intimité des salles communautaires, les importants coûts des appels téléphoniques et des déplacements, ainsi que la distance à

parcourir ». Les répondants souhaitent une amélioration des salles de visite surtout pour les lieux réservés aux enfants, un système de transport et finalement, pour les pères qui ont des problèmes à voir leur enfant pour diverses raisons dont le refus de la conjointe, « un service de liaison, de négociation et de médiation familiale » (Lafortune, Barrette et Brunelle, 2005 : 181).

Lanier (1995 : 34), quant à lui, démontre les difficultés économiques qui résultent du maintien des liens lors de l'incarcération. En effet, il indique que : « les détenus ne peuvent ordinairement pas subvenir aux besoins quotidiens de leur famille, et ils peuvent encore moins lui assurer les ressources nécessaires pour faire face à d'autres besoins (par exemple, les visites au pénitencier ou les appels interurbains) ». Cet auteur abonde dans le même sens que Lafortune, Barrette et Brunelle en mentionnant que les conditions de visite peuvent mener à de la frustration pour les détenus puisqu'elles ne sont pas confortables, qu'il est impossible d'y faire des activités avec les enfants et que les normes de sécurité peuvent être perçues comme menant à des pratiques oppressives. Ces constations ne concernent que les détenus qui entretiennent des liens familiaux, mais il ne faut pas oublier ceux qui ne peuvent pas voir leur famille, dont leurs enfants puisque, par exemple, la personne responsable de ces derniers l'interdit ou que le détenu ne sait pas où ils habitent. La rupture avec la conjointe est également une inquiétude (Lanier, 1995).

#### **1.4 La difficulté d'exercer son rôle parental**

Le lien ou le maintien du lien, ainsi que les conséquences de cette situation entre le parent détenu et son enfant ont été abordés à plusieurs reprises. En effet, Bouregba (2002 : 82) explique l'effet de la prison sur l'autonomie des détenus lorsqu'il écrit : « la prison déshumanise dès lors qu'elle déresponsabilise. Les conditions mêmes de la détention où tout est programmé, où le détenu est infantilisé, empêchent l'émergence de la fonction parentale. On ne peut pas transmettre ce dont on ne se sent pas responsable ». Pour cet auteur, l'incarcération vient influencer négativement la perception du détenu de pouvoir assumer son rôle de père et les fonctions qui s'y rattachent. Il (1991 : 83) mentionne également en parlant du parent détenu que : « les contours de la parentalité en détention

sont souvent contenues dans la peur d'avoir abandonné son enfant, peur d'où émerge la culpabilité et la honte ». Cette réalité est dévalorisante et infériorisante pour ce dernier.

« L'emprisonnement, en plus d'affecter les familles de détenus sur le plan affectif et psychologique, augmente bien souvent les problèmes financiers et détériore les liens sociaux des familles. » (Barrette, Lafortune et Baillargeon, 2002 : 27). Les détenus pères se sentent souvent coupables de cette perturbation dans la vie de leurs enfants. Des études démontrent également que beaucoup de ces derniers font face à des sentiments de tristesse, d'impuissance, de perte; ils sont déprimés, angoissés et ont une faible estime d'eux-mêmes. Ils font également face à une inquiétude par rapport au bien-être de leurs enfants (Lanier, 1995). L'emprisonnement augmente les risques de rupture au sein de la famille (Barrette, Lafortune et Baillargeon, 2002). Tous les détenus pères n'entretiennent pas forcément une relation avec leur conjointe ou avec la mère de leurs enfants. Environ un cinquième des détenus ayant des enfants mentionnent ne pas voir leurs enfants puisque la mère de ceux-ci s'y oppose (Hairston, 1995).

« Outre les conditions de vie qui sont généralement imposées aux détenus par l'institution pénitentiaire, l'exercice même de l'autorité parentale est rendu suspect du simple fait de la détention. Or un détenu n'est, en soi, en rien privé des attributs de l'autorité parentale » (Delens-Ravier, 2006 : 61). Barrette, Lafortune et Baillargeon (2002) abondent dans le même sens en expliquant que le rôle de père est peu reconnu en incarcération. Cependant, pour que le détenu puisse conserver son statut, son rôle de père, il faut absolument que le lien avec ses enfants soit maintenu (Zaouche-Gaudron, 2006).

## **2. Détenu sous surveillance : famille en danger ?**

Malgré la mise en place de nombreuses mesures destinées à favoriser le maintien des liens familiaux et amoureux des personnes incarcérées, les témoignages des détenus que nous avons rencontrés montrent qu'il est extrêmement difficile d'arriver à maintenir et à entretenir des liens avec l'extérieur, quelle que soit la nature et la richesse de ces liens avant l'incarcération.

En effet, les nombreux contrôles, l'isolement et la souffrance qui sont associés au maintien des relations familiales et amoureuses engendrent un effritement de ces liens. Il semble donc que l'incarcération soit encore et toujours incompatible avec l'exercice des fonctions sociales, en plus d'en entraver des futures.

## **2.1 Une condition lourde de contrôles qui participe à la dissolution des liens**

### **2.1.1 Visiteurs sous contrôle : un statut incertain**

L'univers carcéral par sa fonction même de protection du public met en place de nombreux contrôles qui visent à assumer cette mission. De plus, le regard négatif qui est porté sur le détenu renforce l'impression de nécessité de cette forme de surveillance constante ; surveillance qui persiste lors des contacts avec la famille. Ce qui nous intéresse plus particulièrement dans le cadre de cette recherche est le déplacement de cette coercition du détenu aux visiteurs. Les contrôles qui prennent diverses formes : fouilles à nu, fouilles des valises, « ion scan machine », chien détecteur de drogues, compte lors des visites familiales privées, codes avec escorte, surveillance et présence constante des agents correctionnels dans la salle des visites... se trouvent donc appliqués aux visiteurs (Vacheret et Lalonde, 2006). *« C'est comme une criminelle parce que la plupart des visiteurs sont traités comme des criminels. L'« ion scan », le chien, les fouilles, les fouilles au métal. (...) Elle se sentait traitée comme une criminelle. »* (Georges, 58 ans, sentence à perpétuité, 4 enfants).

Alors que le Service correctionnel du Canada dit respecter le modèle de primauté du droit, le statut même de citoyen<sup>8</sup> des visiteurs est remis en question par les nombreux contrôles. Les détenus interviewés ont d'ailleurs dénoncé ce déplacement du contrôle. *« Au pire ton « ion scan machine », prend-la, met-la de l'autre côté quand les gars sortent de la visite. Fais-la passer. Si ils détectent, amène-les dans le trou. J'ai pas de problème avec ça. C'est normal. T'es reconnu coupable. »* (Matthew, 51 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

---

<sup>8</sup> Entendu au sens de détenus, c'est-à-dire en opposition au statut de délinquant.

### 2.1.2 Quand le droit de maintenir des contacts devient un privilège

L'état de surveillance constante dans lequel les détenus sont maintenus, et qui se justifie, comme nous l'avons maintes fois mentionné par le regard négatif qui est porté sur eux, provoque chez ces derniers une perte importante d'autonomie; ils sont infantilisés. Cette dépendance que l'incarcération provoque est renforcée par l'absence de pouvoir décisionnel de la part des détenus quant au maintien des relations familiales et amoureuses. Alors que la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (1992) et que certaines directives du commissaire organisent les contacts et leur donnent l'apparence d'un droit, l'arbitraire qui régit ses contacts et qui dépend à la fois du surveillant, du détenu et de l'interaction entre ces deux acteurs provoque une incertitude pour ces derniers et leurs familles quant à la possibilité de maintenir les liens familiaux. Nous constatons donc que le maintien des relations familiales et amoureuses qui, en apparence, prend la forme d'un droit, est en réalité beaucoup plus proche d'un système de privilèges.

Les visiteurs peuvent se voir refuser l'accès à l'établissement suite aux différents contrôles qu'ils doivent subir. *« À mon avis, pis de l'avis de ben des gens, ben des détenus, ils sont capables d'exercer un certain contrôle sur cette machine-là. C'est-à-dire que si quelqu'un passe avant toi qui avait déjà de la drogue, si c'est mal fait, en tout cas. »* (Alain, 25 ans, sentence de 3 ans et 1 mois, pas d'enfant). L'incertitude est augmentée tout dépendant de l'agent correctionnel responsable de l'accueil. *« La plupart sont corrects. Il y a certains, comme j te dis. (...) Il dit : « La prochaine fois que tu viens comme ça, on va pas te faire rentrer. ». Ma mère, elle dit : « Pourquoi? ». « Ça démontre trop. » Elle dit : « Je vais voir mon enfant. ». Comme je te dis, ça, c'est un garde. »* (Jérémie, 40 ans, sentence de 5 ans et 8 mois, 1 enfant).

Le caractère arbitraire des contacts en détention est perçu par les détenus comme une façon pour l'établissement de maintenir leur coopération et leur soumission sous peine de perdre cet avantage ou de voir la surveillance accrue lors des contacts familiaux.

*« J'organisais une grève-là. (...)Ça existe aussi la vengeance dans le milieu carcéral par rapport aux officiers. (...) Pis un moment donné, ils ont essayé de m'atteindre pis ils étaient pas capables de m'atteindre, j'avais réussi à être au-dessus d'eux autres. (...)Je t'en reparle pis j'ai encore la boule. J'ai encore le motton. Pis un moment donné, j'attends la visite cette journée-là, elles (sa conjointe et sa fille) arrivent pas. Je commence à soupçonner qu'il y a quelque chose qui va pas. Bref, ils ont passé ma petite fille de 6 ans et demi à l'ion scan machine. Elle a détecté. (...)Moi, je rentre dans salle de visite d'aquarium. T'as pas de visite contact dans ce temps-là. Ma femme braille parce que ma fille braille. Moi, je vois tout ça. »* (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Finalement, les détenus n'ont aucun contrôle sur le déroulement de la visite, sur la surveillance qui y sera exercée, sur la durée et sur l'accueil qui sera réservé à leurs visiteurs. Ils vivent dans la crainte continuelle d'un arrêt temporaire ou permanent de leurs visites et des autres contacts mis à leur disposition ; arrêt imposé par l'administration de l'établissement ou par les agents correctionnels.

## **2.2 Maintenir des contacts dans l'isolement : un paradoxe ?**

### **2.2.1 La manifestation d'un isolement : la distance**

L'éloignement géographique du lieu de détention et de celui de résidence de la famille du détenu engendrent des frais – téléphone, automobile...- pour maintenir les liens. Le détenu s'en trouve, parfois, davantage isolé puisque obligé de restreindre les contacts, notamment par téléphone *« Tu peux appeler une fois par semaine, des fois même une fois par 2 semaines »* (Charles, 43 ans, sentence de 18 ans et 8 mois, 1 enfant) ou pour les visites *« Je viens de Québec en plus, je la (sa conjointe) vois pas souvent ici, je vois pas mes enfants souvent. »* (Nicholas, 33 ans, sentence de 3 ans, 3 enfants).

Cette distance ressort encore plus lorsque le détenu ne peut participer à certains événements familiaux importants comme des naissances, décès ou maladies. Par ce fait même, l'incapacité pour ce dernier d'être présent lors d'un deuil ou de la maladie d'un proche est très difficilement vécu (Chantraine, 2006). Certains détenus rencontrés

racontent avoir vécu la grossesse ou l'accouchement de leur conjointe alors qu'ils étaient incarcérés. « *Le fait de ne pas avoir été à l'accouchement-là. Ça m'a enragé carrément, (...) priver ma femme d'avoir le père de l'enfant là, ça c'est une autre affaire. (...) C'est ça qui m'a enragé* (Serge, 33 ans, sentence de 6 ans, 3 enfants).

D'autres se sont trouvés confrontés à la maladie de proches.

*« Ça fait pas longtemps, mon père s'est retrouvé à l'hôpital. Il avait une artère de bloquée. C'est sûr, j'appelle, j'appelle, je veux savoir. Je vis de l'anxiété. Je n'ai pas envie qu'on m'appelle ici et puis qu'on me dise : « et bien, ton père, désolé, pis ... ». C'est sûr que je veux être là avec mon père, moi, tenir sa main pendant, tu sais, sur la table de chevet qu'on appelle ça. Je veux être là. »* (David, 26 ans, sentence de 6 ans, pas d'enfant).

La distance physique imposée par la condition d'incarcération engendre un éloignement relationnel, c'est-à-dire une diminution de l'intimité au sein même des relations familiales et amoureuses. « *Ben moi, je trouve ça plate, très moche. Mais, c'est sûr quand, c'est une distance qui est entre nous autres, mais qui est là pareille, même si on s'aime toute la gang. Là, je veux dire, la distance est là, pis des fois, tsé, l'expression Loin des yeux, loin du cœur.* » (Médard, 32 ans, sentence de 3 ans et 10 mois, 5 enfants).

### **2.2.2 Une relation qui se vide de son essence**

L'isolement dont souffrent les détenus n'est pas seulement physique. Il apparaît clairement dans notre enquête qu'au fil des visites, les rencontres perdent progressivement de leur essence et de leur force. Nos interviewés indiquent, entre autres, que l'absence de contacts au quotidien, que l'impossibilité de partager des moments jugés importants et de réaliser des activités communes font en sorte que la relation reste distante.

*« Le plus difficile, ce qui a été difficile, c'est la séparation, de pas pouvoir être avec ma famille, être avec ma fille, être avec mon épouse. » « Tu peux pas vraiment entrer à fond dans la vie des personnes qui te sont les plus chères. Ça, ça a été très difficile, très difficile pour moi, pour toute la famille*

*en fait, pour mon épouse aussi, pour ma fille aussi. Oui, la séparation, c'est ... Je vais te dire, ... Il y a rien à faire. C'est viscéral. »* (Pierre-Paul, 44 ans, sentence de 10 ans, 1 enfant).

### 2.3 Un appauvrissement accru

Lorsqu'il est question de détention, la situation économique des détenus fait toujours intrinsèquement partie des préoccupations des chercheurs. En effet, les études démontrent que les détenus proviennent majoritairement de situations économiques défavorisées (Doyon, 1989 ; Marchetti, 1996 ; Chantraine, 2003, Combessie, 2004 ; Strimelle et Poupart, 2004).

De fait, il faut retenir que les moyens de communication avec l'extérieur se révèlent souvent inabordables en raison de leurs coûts élevés<sup>9</sup>, notamment en termes d'interurbains (Lanier, 1995).

*« Quand t'es loin, les téléphones, c'est extrêmement dispendieux pis, contrairement au citoyen ordinaire, on peut pas choisir, nous, des forfaits d'appel interurbain. On n'a pas le droit. On fait affaire qu'avec le Bell parce que c'est un contrat entre le service (...) Pis comme on appelle à frais virés souvent, ben c'est la personne que t'appelle qui a la facture. »* (Simon, 31 ans, sentence à perpétuité, 2 enfants).

Il ressort également de nos entrevues que la situation économique du détenu et de sa famille se détériore lors de l'incarcération puisque les emplois offerts en détention sous-rémunèrent ces derniers (Landreville, Gagnon et Desrosiers, 1976). « *Tsé, c'est un fait*

---

<sup>9</sup> Dans les pénitenciers canadiens situés au Québec, chaque appel effectué par un détenu est facturé à la personne qui reçoit ledit appel. En effet, c'est la réceptionniste qui demande à la personne recevant l'appel si elle accepte ou non les frais. Si la personne refuse les frais, le détenu ne peut téléphoner à cette personne. Chaque appel local coûte 0,75\$ pour une période de 20 à 30 minutes. Il est à noter qu'au Québec, il coûte 0,50\$ pour un appel local d'une durée illimitée à partir de téléphones publics. Pour ce qui est des interurbains, les détenus ne bénéficient pas de tarifs spéciaux. Ils ne peuvent se prévaloir d'aucun forfait offert à la population québécoise. En effet, le Service correctionnel du Canada ne fait affaire qu'avec la compagnie Bell Canada et les détenus doivent payer le plein tarif pour les appels interurbains. Il est impossible pour ces derniers d'utiliser des cartes d'appel afin de percevoir eux-mêmes les frais reliés aux appels téléphoniques. Il est également important de souligner que les détenus ne peuvent envoyer d'argent aux personnes de l'extérieur, par exemple à leur famille, sans le consentement du Service correctionnel. Pour que le transfert d'argent soit autorisé, il doit principalement servir à payer des factures.



*que depuis que je suis en prison, elle (son ex-conjointe), ça y a donné un coup parce que je subvenais pas mal à tous les besoins. Moi, je suis parti. Elle est tombée sans paye, sans rien. Elle trouvait que ça arrivait dur avec 2 enfants. »*. (Jean-François, 44 ans, sentence de 13 ans et 6 mois, 2 enfants). *« Il faut pas se tromper. Il y a eu des bouts durs. Mon épouse manquait d'argent. »* (Jean-Marie, 52 ans, sentence de 15 ans, 2 enfants).

En incarcération, l'impossibilité pour les détenus de travailler à un salaire décent fait en sorte que ces derniers perdent leur place de pourvoyeur au sein de leur propre famille. Dans certains cas, ils deviennent même un poids économique pour cette dernière, notamment en termes de déplacement, de frais téléphoniques... Finalement, nous pouvons affirmer, qu'au-delà de l'isolement, la peine privative de liberté vide les relations familiales de leur essence et empêche le détenu d'assumer certaines fonctions sociales, notamment celle de pourvoyeur.

## **2.4 Des réponses à une perte de statut**

### **2.4.1 La souffrance, la culpabilité et l'insécurité**

La peine privative de liberté, par son caractère « infantilisant » ne permet pas aux détenus d'accomplir les rôles sociaux jusqu'alors assumés (Landreville, Gagnon et Desrosiers, 1976). Il résulte de cette situation beaucoup de souffrance qui se manifeste souvent par de la culpabilité et de l'insécurité. *« Donc, en même temps, j'ai le sentiment de culpabilité que elle aie à faire tout. Pis en même temps, un autre sentiment de culpabilité en me disant criss si tu serais là ça serait tellement simple sur certains points de vue. »* (Maxence, 49 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

L'incarcération, par les multiples privations qu'elle impose, engendre une souffrance décrite par plusieurs détenus comme insupportable. *« Ma fille, ben, c'est ta chair. L'expression est vraie. C'est indescriptible. Il y a des moments où tu fais la boule dans ton lit, t'as envie de brailler. Ils te manquent tellement, c'est tellement viscéral. »* (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).

Cette souffrance s'intensifie lors d'événements spéciaux où le détenu vit intensément l'isolement dans lequel il se trouve, ainsi que son incapacité d'assumer ses rôles sociaux.

*«C'est des moments d'émotion intense, de peine intense, de grosse peine parce que, eux autres, ils se sentent tout seuls. Nous autres, c'est encore pire ici. C'est l'émotion de peine, de solitude qui embarque, mais, moi, tant qu'à vivre ça trop longtemps, je m'en vais me coucher.»* (Nicholas, 33 ans, sentence de 3 ans, 3 enfants).

*« Ici, on peut pas nécessairement sortir comme on veut. C'est juste quand il est mort qu'ils te donnent un code pour sortir sinon pour eux autres, c'est pas quelque chose de vraiment important. « Ha! Ça arrive à tout le monde. » C'est dur de le prendre de même.»* (David, 26 ans, sentence de 6 ans, pas d'enfant).

Tous sont unanimes pour dire que ces moments sont particulièrement difficiles car remplis de culpabilité, de remords.

#### **2.4.2 La reconduction de l'univers coercitif dans la famille**

Comme nous venons de le démontrer, la perte du statut de citoyen, de père, de fils, de conjoint, engendre des émotions négatives pour le détenu. Afin d'atténuer cette souffrance, certains incarcérés tentent de conserver leurs fonctions sociales en exerçant un contrôle et une surveillance abusifs sur leur famille. Chantraine (2006) a déjà illustré ce fort sentiment d'insécurité lié à des questionnements incessants, notamment quant à la possibilité de perdre l'amour et l'affection des membres de leur famille. *« À savoir bon, qu'est-ce qui se passe dehors, elle vois-tu un autre gars, c'est plein de questionnements qui nous passent par la tête de même. »* (Antoine, 29 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

L'obsession de l'adultère (Chantraine, 2006) mène certains détenus à un harcèlement via des appels téléphoniques répétitifs, un questionnement oppressant sur les déplacements de la conjointe. *« Un moment donné, mais, en prison, des fois, on se fait des idées, on se fait des scénarios, pas des crises, mais des petits symptômes de jalousie un petit peu sans*

*que ça soit trop, sans qu'il y est de vulgarité ou d'insultes. » (Jérôme, 50 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).*

Ce qui nous intéresse plus particulièrement dans cette situation, c'est la reconduction que le détenu fait de l'univers coercitif dans lequel il vit; surveillance qu'il applique à sa famille. En effet, les détenus répètent le modèle de contrôle et de surveillance qu'ils subissent.

### **2.4.3 L'effritement des relations familiales**

Les auteurs sont nombreux à le soutenir, l'incarcération par la séparation, les privations, « l'infantilisation », « la subordination permanente » et la déresponsabilisation rendent difficile pour le détenu l'exercice de ses rôles sociaux (Landreville, Gagnon et Desrosiers, 1976 ; Rostaing, 1997 ; Bouregba, 2002 ; Barrette, Lafortune et Baillargeon, 2002 ; Delens-Ravier, 2006).

La privation de relations hétérosexuelles malgré le maintien des contacts est une expérience difficilement vécue par les détenus.

*« On peut pas se toucher. C'est une des affaires qui est le plus dure vraiment parce que, ouf, regarde, oublie ça, c'est ça qui cause le plus de frustration. Moi, je voudrais voir ses seins, elle s'est faite avertir une fois parce que, bon, j'y caressais un peu ses seins en-dessous de son gilet pis elle s'est faite avertir pis ça, ça l'a mis froide. Dans le genre que il faut pas perdre nos visites, c'est vraiment important quand même. » (Stéphane, 43 ans, sentence de 15 ans, pas d'enfant)*

Finalement, la parentalité est mise en péril par la détention (Rostaing, 1997; Bouregba, 2002; Delens-Ravier, 2006).

*« C'est que ma fille est manqué de son père. J'ai pleuré au téléphone souvent avec ma fille. Elle me chantait des bêtises des fois. « Pourquoi t'as faite ça? Pis, t'avais pas d'affaire à faire ça. » Pis, elle était vraiment fâchée. Je reconnais sa souffrance. Elle a raison d'être en colère. Fait qu'au téléphone, moi je pleurais pis je disais « T'as raison ma cocotte, mais papa y savait pas.*

*Y pouvait pas comprendre l'importance que t'aurais dans sa vie quand t'étais dans le ventre de maman. » » (Rémi, 35 ans, sentence à perpétuité, 1 enfant).*

Par l'absence, l'isolement et les privations engendrés par l'incarcération, les relations que les détenus maintiennent avec leur famille s'effritent parce que ces derniers ne sont pas capables d'assumer leurs fonctions sociales.

## **2.5 Les stratégies de survie**

La peine privative de liberté engendre une incapacité pour les détenus d'assumer certains rôles sociaux et un effritement des relations familiales. Afin de pallier à cette situation, ces derniers développent des stratégies de survie à cet univers rempli de souffrance.

### **2.5.1 Le choix**

La première stratégie consiste à laisser le choix aux membres de la famille de maintenir ou non les contacts lors de l'incarcération. Le détenu tente alors de se déculpabiliser de la souffrance que sa détention leur inflige et du poids qu'il représente maintenant pour eux. En parlant de ce choix qu'il a laissé à sa conjointe, un détenu nous a dit :

*« Je sentais que qu'est-ce que je disais là, je le faisais juste pour me déculpabiliser, me sentir bien. C'est un peu égoïste parce que dans le fond je le savais qu'elle voulait même pas entendre ça et il y avait tout le temps la possibilité qu'elle dise oui à ça. » « Je savais que je disais ça comme genre juste pour être en paix avec moi-même, que ça soit dit. » (Stéphane, 43 ans, sentence de 15 ans, pas d'enfant).*

Cette stratégie est relativement fréquente de la part des détenus. « J'ai dit : « Soit que tu retournes en arrière. Tu continues ta vie et on s'oublie. Je vais quand même être capable de vivre, m'arranger pour vivre toute ça, mais l'important pour moi, c'est que tu sois libre de faire ce que tu veux. » » (Thomas, 69 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

### 2.5.2 La diminution du rythme des contacts

Une autre stratégie utilisée par certains détenus est de demander à leurs visiteurs de diminuer la fréquence des contacts.

*« Ça dure 30 minutes avec ma mère. Elle me fait son rapport du mois de la famille. Je sais à peu près combien de temps ça va prendre pis là si j'ai la chance qu'elle me laisse 5 minutes, ben là, moi, aussi, j'en ai assez à lui dire pour combler le 30 minutes. Si j'appelais une autre fois, ça commencerait. »*  
(Étienne, 47 ans, sentence à perpétuité, pas d'enfant).

Le détenu parle des reproches que sa mère lui fait lorsqu'ils se parlent trop souvent. Ces reproches lui font vivre trop d'émotions négatives et il veut éviter cette situation.

Cette stratégie est donc employée pour atténuer les conséquences négatives de la détention.

*« Une fois par semaine, c'est correct, mais des fois, j'ai pas envie, pas parce que je veux pas les voir, mais parce que pour eux autres, ils ont d'autres choses à faire, penser à d'autres affaires. ». « C'est ça pis ça me fait du mal. C'est sûr, ça me fait du mal. C'est pas beau de voir ça mes parents arriver. »*  
(Jonathan, 28 ans, sentence de 12 ans, pas d'enfant).

### 2.5.3 La colonisation

Goffman (1968) a déjà défini la prison comme un univers total où les reclus peuvent choisir quatre modes d'adaptation, soit l'évitement, la ligne intransigeante, la colonisation et la conversion. La personne qui choisit l'évitement n'entre plus en contact avec aucune autre personne. Celle qui opte pour la ligne intransigeante s'oppose à l'institution et est en conflit avec cette dernière. La colonisation signifie que la personne fait son deuil du monde extérieur et décide de se plier aux normes de l'établissement. Finalement, la conversion ressemble à la colonisation à la différence que la personne se plie aux règles de l'institution en faisant semblant d'accepter sa vision. La dernière stratégie de survie utilisée par les détenus est ce que Goffman (1968) a appelé la

colonisation. En effet, certains détenus préfèrent rompre complètement les liens avec leur famille.

*« Moi, quand je me suis fait arrêter pour la première fois, j'ai décidé de rompre ma relation amoureuse parce que je savais que c'était pour un petit bout alors je voulais pas vraiment lui faire de peine. J'aimais mieux couper ça là. Il faut qu'elle continue sa vie, c'est pas parce que moi je suis en-dedans que elle il faut qu'elle souffre pour ça. C'est ça, j'ai coupé ça là. »*  
(Henri, 33 ans, sentence de 2 ans, pas d'enfant).

### **3. Discussion et conclusion**

Nos données offrent ainsi un éclairage inédit, de par le point de vue adopté, qui était de donner la parole aux détenus, sur les modalités et contradictions du lien entre prison et famille. Ces données confirment que le maintien des relations familiales et amoureuses lors de la détention se réalise dans un contexte d'isolement, de privations, de contrôle et de coercition. Ces caractéristiques inhérentes à l'institution carcérale engendrent un effritement de l'essence même de ces liens. Cette perte de profondeur des rapports familiaux se manifeste par une incapacité pour les détenus d'assumer leurs différentes fonctions sociales. L'enjeu du maintien des relations familiales réside dans la difficile conciliation entre surveillance et intimité. Or, les établissements carcéraux sont maintenant considérés comme relativement ouverts et offrant des possibilités d'échanges avec l'extérieur. Mais, le statut de détenu associé à celui de contrevenant, de manipulateur et de dangereux prédomine encore et entache le statut de citoyen, ce qui rend difficile l'exercice réel des fonctions sociales.

Cette contradiction entre la perception d'une prison perméable et transparente et l'impossibilité pour les détenus d'assumer leurs rôles sociaux n'est que le reflet du paradoxe de la double mission du Service correctionnel du Canada, soit celle de protection du public et de réintégration sociale des contrevenants. En effet, malgré les lois et politiques visant à permettre aux incarcérés de maintenir des liens familiaux, et ce, dans le but de favoriser leur réinsertion sociale, la mission de protection du public, qui se manifeste concrètement par une surveillance constante, par des contrôles, par l'exercice

d'une certaine coercition, par l'isolement des détenus, prédomine encore. L'ambiguïté de la mission du Service correctionnel du Canada prend tout son sens et nous permet de nous poser la question suivante :

Y a-t-il « affaïssement de la clôture » entre la prison et la famille?

## **Conclusion**



Dans le cadre de cette recherche, nous avons analysé les points de vue et le vécu des détenus fédéraux quant à leurs relations familiales.

L'incarcération est l'une des rares situations d'exclusion de notre société de part la rupture qu'elle engendre avec le milieu professionnel et social du détenu, ainsi que part l'enfermement de ce dernier dans un lieu géographique précis. Le maintien des relations familiales pendant la détention peut être considéré comme une limite à l'exclusion des détenus. C'est dans ce contexte que nous nous sommes intéressée plus particulièrement aux relations familiales des détenus et à leur expérience du maintien de ces liens.

Afin de bien comprendre le contexte dans lequel les relations familiales se concrétisent, le Service correctionnel du Canada a été présenté. Sa double mission de protection du public et de réinsertion sociale des contrevenants respecte le modèle de primauté du droit. Le SCC prend en considération la situation familiale des détenus notamment dans l'administration quotidienne, dans les évaluations, dans l'intervention et lors de l'encadrement à la sortie. Un contrevenant qui a une situation familiale jugée positivement par le SCC sera avantagé dans l'exécution de sa peine. Le Service correctionnel du Canada met à la disposition des détenus plusieurs moyens de contact qui s'adressent principalement aux membres de leur famille proche.

Ces moyens de contact prennent forme dans l'univers carcéral caractérisé par le contrôle, la surveillance et la rupture avec la communauté. En effet, les prisons ont longtemps été considérées comme des institutions totales. Au sein de ces institutions, les détenus font face à des nombreuses privations. Or, plusieurs chercheurs mentionnent un effritement du caractère total des prisons. En effet, ces dernières pourraient être considérées comme ouverte sur l'extérieur et plus transparente. Les moyens de contact offerts aux détenus seraient une forme d'ouverture de l'institution sur la société.

Malgré ce possible effritement de l'institution totale, un regard négatif est porté sur le détenu par l'administration des établissements, par les agents correctionnels et par la société. Les détenus sont souvent considérés comme manipulateurs, instables, dangereux

et pauvres. Cette perception du détenu vient justifier la nécessité de l'isoler, de le contrôler et de le réinsérer dans la société. Ces caractéristiques inhérentes au statut de détenu place ce dernier en situation de précarité, de subordination et de perte d'autonomie. Ces trois caractéristiques vont influencer la façon dont les relations familiales des contrevenants vont se mettre en place.

Le statut de détenu fait une association entre personnes incarcérées et individus dangereux et imprévisibles. Les nombreux contrôles et la surveillance omniprésente appliqués à ces derniers se justifie par cette perception négative des contrevenants. C'est pour cette même raison que ces contrôles et cette surveillance s'appliquent également aux visiteurs. Cette situation peut être perçue comme oppressante et mener à de la frustration de la part des contrevenants (Lanier, 1995).

Les détenus ont abondamment parlé des contrôles appliqués à leur famille. Au-delà de l'oppression et de la frustration, ces derniers perçoivent ces contrôles comme injustes, sans fondement, arbitraires et harcelants. Tant les contrevenants que leur famille ressentent un fort sentiment d'injustice lors de l'application de ces contrôles parce qu'ils exercent une forme de coercition sur des personnes innocentes. Ces contrôles ne sont donc pas justifiés aux yeux des interviewés et devraient être appliqués uniquement aux détenus à la fin des visites. La logique derrière certains règlements comme les objets interdits n'est pas comprise par les détenus et leurs visiteurs. C'est pour cette raison que quelques visiteurs essaient de les détourner. L'application des différents règlements est surtout perçue comme arbitraire puisque malléable selon les agents correctionnels et les établissements de détention. En effet, les contrevenants ne savent jamais si leur famille va avoir accès ou non aux visites. Cette incertitude est très mal vécue. Finalement, pour l'ensemble de ces raisons, ces contrôles sont jugés harcelants ce qui a de graves conséquences les visiteurs et les détenus qui deviennent stressés, anxieux, paranoïaques.

La détention, en plaçant le détenu dans une « position de subordination permanente » (Rostaing, 1997 : 133), lui enlève la possibilité de prendre des décisions qui relèvent notamment de la sphère familiale dont les moments où il désire recevoir de la visite et la

possibilité de se marier. Ce dernier en ressent un profond sentiment de perte de contrôle et de dépossession de leur vie.

Cette perte de liberté dans l'exercice de ses fonctions familiales est très difficilement vécue par les détenus qui ne peuvent jamais développer une intimité profonde avec les membres de leur famille. Ce qui leur donne l'impression de n'être que partiellement présent au sein de leur famille.

Le faible statut socio-économique des détenus avant l'incarcération jumelé à une faible rémunération pour le travail effectué en détention permettent difficilement aux détenus de subvenir aux besoins de leur famille notamment lorsqu'il est question des frais reliés au maintien des liens familiaux (Lanier, 1995).

Cette précarité financière a une incidence directe sur la fréquence des contacts. En effet, plusieurs détenus doivent diminuer leurs nombres d'appels téléphoniques puisqu'ils ne peuvent assumer les frais d'interurbains. D'autres ne voient que très peu leur famille puisque cette dernière n'a pas les moyens financiers nécessaires aux déplacements au pénitencier. Cette réalité est aggravée en fonction de la distance qui existe entre l'établissement carcéral et le domicile des familles.

Tout comme l'enquêteur correctionnel, les détenus ont dénoncé le système téléphonique du Service correctionnel du Canada. Ce système qui engendre des coûts plus importants pour les détenus que pour la communauté est jugé inadmissible et injuste. Cette réalité est une limite directe à l'accès à ce moyen de contact. Les détenus vont encore plus loin et dénonce le système d'appels à frais virés qui les empêchent eux-mêmes de percevoir les frais liés aux communications téléphoniques. Ils souhaiteraient pouvoir payer les frais de ces appels à l'aide de leur argent pour la cantine.

La perte d'autonomie engendrée par le caractère enveloppant des établissements de détention empêche les contrevenants d'assumer leur obligations sociales notamment face à la maladie ou à la mort (Chantraine, 2006), mais également comme citoyen, père, époux

et fils (Landreville, Gagnon et Desrosiers, 1976). Les personnes incarcérées en ressentent un profond sentiment d'impuissance face à cette situation (Chantraine, 2006).

Outre les sentiments d'impuissance et de culpabilité ressentis par les détenus, plusieurs ont de la difficulté à gérer leurs émotions face à cette situation et deviennent à risque de commettre des actes de violence. Que ce soit lors du refus d'accès aux visites familiales privées, aux visites régulières, aux permissions de sortir pour rendre visite à un parent malade ou lors de l'accouchement de sa conjointe, les contrevenants vivent très péniblement cette réalité puisqu'il devient impossible pour eux de remplir leurs différents rôles sociaux.

Les détenus ont également honte et se culpabilisent parce qu'ils ont l'impression d'avoir abandonné leurs enfants et ne pouvoir remplir leur fonction parentale (Bouregba, 2002). Cette situation provoque chez eux des sentiments de tristesse, d'impuissance, mais également une inquiétude face au bien-être de leurs enfants (Lanier, 1995). Les risques de rupture entre l'enfant et le père incarcéré est augmenté lorsque ce dernier n'entretient plus de relation avec la mère (Lanier, 1995).

De nos données, il ressort clairement que le maintien des liens avec les enfants est de loin celui qui pose le plus de problème puisqu'il requiert la présence d'une tierce personne. Souvent, les détenus ont peu de contact avec leurs enfants surtout s'ils sont séparés de la mère de ces derniers. Pourtant ce sont les relations familiales les plus importantes aux yeux des détenus. Cette situation est très souffrance pour les contrevenants qui la vivent.

Par ailleurs, l'emprisonnement augmente les risques de rupture avec la famille en général (Barrette, Lafortune et Baillargeon, 2002). Les détenus qui sont conscients de cette réalité vivent dans la peur, notamment d'une rupture conjugale, (Lanier, 1995) et peuvent développer une obsession face à cette possible rupture ou à une infidélité (Chantraine, 2006).

Certains détenus nous ont clairement mentionnées se trouver dans cette situation. Ils anticipent tellement une éventuelle rupture qu'ils en viennent à tout soupçonner surtout lorsque leur conjointe ne répond pas au téléphone et sort fréquemment. Cette forme de harcèlement mène à des disputes au sein des couples voire à des ruptures.

La peine privative de liberté en produisant une séparation entre le contrevenant et sa famille peut expliquer la perte graduelle des contacts surtout que les contrôles et la surveillance exercés lors des visites rendent cette expérience difficile (Rostaing, 2002). Le Quéau (2000) mentionne que la fréquence des visites a une incidence sur la gestion du temps des visiteurs.

Les contrevenants ont mentionné plusieurs limites à l'accès aux moyens de contact : la gestion des différents horaires de la famille à celui des visites, les délais issus des différents contrôles, les conditions d'admissibilité, les frais, le manque d'intimité engendré par les divers contrôles lors des contacts et finalement, la séparation causée par la peine privative de liberté entre les détenus et leur famille qui marque fortement les relations en vidant les liens de son essence.

Ces conditions difficiles jumelées à une longue sentence mènent souvent à des ruptures des liens ou à une diminution des contacts. Certains détenus préfèrent même que les contacts cessent pendant l'incarcération (Rostaing, 2002).

Pour atténuer la souffrance qui résulte du maintien des liens familiaux lors de la détention, nos données montrent que les personnes incarcérées ont développé plusieurs stratégies dont le fait de laisser le choix à sa famille de poursuivre ou non les contacts, de demander un transfert d'établissement, une réduction de la fréquence des contacts, d'une rupture temporaire avec la conjointe et finalement, d'une rupture totale des liens familiaux.

D'autres stratégies sont également développées par les personnes incarcérées pour limiter l'intrusion du Service correctionnel du Canada dans leur intimité. Ces stratégies

nécessitent parfois de la solidarité entre détenus pour diminuer le contrôle exercé par l'institution carcérale.

À la lumière de cette analyse, nous avançons l'idée que l'incarcération est encore aujourd'hui une situation d'exclusion, et ce, malgré un effritement de l'institution totale et une reconnaissance des droits des détenus. En effet, l'expérience du maintien des liens familiaux illustre non pas que les moyens de contact mis à la disposition des détenus par le Service correctionnel du Canada sont une limite à l'exclusion, mais plutôt que leur mise en œuvre effective engendre un contrôle accru des détenus en s'étendant à leur famille.

Nos données illustrent le fait que le maintien des relations familiales se déroule dans un contexte de surveillance constante, de contrôle et de coercition. Il y a donc une confrontation entre le caractère total des institutions et la nécessité d'intimité que requièrent des relations familiales. En analysant nos données, nous constatons que notre objet d'étude, au-delà de l'expérience des détenus, devient plus conceptuel et peut se définir en termes de sphères publiques et privées. En effet, c'est l'interpénétration de deux univers littéralement opposés, soit un de contrôle, de surveillance, de normalisation et un d'intimité, de familiarité et de liberté. L'analyse réalisée par Goffman (1968) où la prison est définie comme une institution totale nous permet de mieux comprendre nos données.

Sans reprendre l'ensemble de l'œuvre de ce célèbre chercheur, nous devons expliciter brièvement sa thèse afin de jeter un éclairage sociologique sur nos données. C'est le concept d'institution totale développé par Goffman (1968) qui nous intéresse plus particulièrement; concept qu'il a employé pour les hôpitaux psychiatriques, les prisons, les casernes.

Goffman (1968, 41) définit l'institution totale comme « un lieu de résidence et de travail où un grand nombre d'individus placés dans la même situation, coupés du monde extérieur pour une période relativement longue, mènent une vie recluse dont les

modalités sont explicitement et minutieusement réglées ». Notre objectif n'est pas, rendu à ce stade, de résumer les écrits de Goffman sur la question, mais de faire un parallèle entre sa façon de concevoir la prison et nos données.

Pour faire ce rapprochement, nous rappelons rapidement les traits seyants de l'institution totale, soit la réclusion, la domination, l'arbitraire, le contrôle, les privations, une absence presque entière d'intimité et la surveillance. Ces caractéristiques ont été remises en cause par de nombreux auteurs qui indiquent un effritement de ce caractère total qui se définit par une ouverture de la prison vers l'extérieur, une possibilité d'échanges entre ces deux univers.

Or, quand il est question du maintien des liens familiaux en détention, nous nous apercevons que le contrôle et la surveillance, tant du détenu que de sa famille lorsqu'elle vient le visiter, affectent les relations. C'est ce constat qui nous amène à penser en termes de sphères publiques et privées. Pour nous ces deux sphères représentent deux univers difficilement compatibles, car littéralement opposées. Les caractéristiques mêmes de ces deux univers sont à un tel point différent que nous pouvons parler de contraire.

Toute la philosophie du Service correctionnel du Canada appuie l'idée que l'interpénétration de ces deux univers est, en partie, la réponse à la double mission de protection du public et de réinsertion sociale des contrevenants. Cet arrimage entre la sphère publique et privée n'est pas vu comme impossible ou contradictoire, car le maintien des liens se réalise dans un modèle de primauté du droit où le détenu conserve ses droits. L'idée d'effritement du caractère total des prisons renforce aussi cette idée d'une compatibilité entre la détention et une ouverture sur l'extérieur qui peut prendre, entre autres, la forme d'échanges avec la famille. Cependant, nos données illustrent plutôt l'incompatibilité de ces deux univers où la sphère publique, qu'est l'institution carcérale, supprime la sphère privée.

Au-delà de cette intrusion des contrôles et de la coercition carcérale dans la vie familiale des détenus, un autre angle d'analyse ressort de nos données, soit la question de l'application arbitraire des moyens de contact.

Les moyens de contact mis en place par le Service correctionnel du Canada sont régis par plusieurs directives du commissaire en respect au principe de primauté du droit. Officiellement, ces moyens de contact sont présentés comme un droit accordé aux détenus par le SCC. Cependant, nos données ont démontré que la mise en œuvre effective de ces moyens relevait davantage de l'arbitraire que du droit. En effet, l'application des différents règlements régissant les contacts des contrevenants varie selon l'établissement de détention et selon les agents correctionnels. D'ailleurs, certains détenus ont demandé des transferts d'établissement pour cette raison, des pénitenciers étant jugés plus cléments que d'autres dans l'application des contrôles entourant les contacts.

Les détenus perçoivent l'application des contrôles, non pas régie par des règles formelles, mais laissée à la discrétion des agents correctionnels qui en sont responsables. Les détenus et leur famille sont donc toujours dans l'incertitude quand à leur accès aux moyens de contact et perçoivent un retrait possible de ces derniers en tout temps.

Dans ces conditions, le maintien des relations familiales devient non pas un droit, mais bien un privilège qui peut à tout moment être retiré au détenu. Les agents correctionnels utilisent ce privilège pour s'assurer de la docilité de la population carcérale. En effet, certains détenus ont mentionné que suite à des conflits entre eux et des agents correctionnels, des membres de leur famille ont eu des problèmes lors des contrôles à l'entrée du pénitencier, se sont vus refuser l'accès aux visites ou même retirés le droit de visite pour plusieurs mois.

Il a été démontré que le maintien des relations familiales pour la majorité des détenus est très important et positif lors de leur incarcération. Les personnes incarcérées veulent garder le contact avec leur famille. Les détenus ressentent également beaucoup de culpabilité face à la souffrance de leur famille par rapport au maintien des liens. Ils ont



d'ailleurs élaboré des stratégies pour limiter ces sentiments négatifs. Les contrevenants ont un fort sentiment d'attachement à leur famille et essayent tant bien que mal de les protéger. Lorsqu'un visiteur éprouve des problèmes dans son accès aux moyens de contact, il en souffre et le détenu également. Les contrevenants veulent donc conserver les contacts et limiter la souffrance de leur famille. Ce contexte favorise l'utilisation du maintien des relations familiales comme stratégie carcérale visant à assurer la soumission et la subordination des contrevenants.

Devant ce constat, nous nous posons la question suivante : Est-ce que l'expérience des détenus quant au maintien des liens familiaux n'illustre pas plus le caractère total de l'institution carcérale plutôt que son effritement?

## **Annexe**

Bonjour,

Je m'appelle Ninon Lalonde. Je suis étudiante à la maîtrise à l'Université de Montréal. Je réalise mon mémoire sur le maintien des liens familiaux et amoureux lors d'une incarcération.

Je m'intéresse aux points de vue, au vécu et à l'expérience des détenus fédéraux quant à leurs rapports familiaux et amoureux. Je veux donc analyser les relations familiales et amoureuses en elles-mêmes (existence, manifestations, formes...) dans un contexte d'incarcération.

Pour réaliser cette recherche, je désire faire des entrevues avec des personnes incarcérées sur leurs points de vue, leur vécu et leur expérience quant au maintien des liens familiaux et amoureux. Au début de l'entrevue, je vous pose une question de départ sur vos relations familiales et amoureuses avant et pendant votre incarcération et ensuite, le reste de l'entrevue est une discussion sur ce sujet. Cette entrevue se fera à partir d'une rencontre individuelle d'environ une heure et demi.

Les entrevues sont totalement anonymes et confidentielles, aucun nom ou indications permettant de reconnaître des personnes n'y seront précisés. Je serai la seule à prendre connaissance des informations fournies. L'étude est complètement indépendante du Service Correctionnel du Canada.

Pour faire les entrevues, je vais rencontrer des personnes qui sont incarcérées dans quatre établissements différents afin d'assurer, entre autres, l'anonymat et la confidentialité. En tout, environ 25 entrevues seront réalisées. Je tiens également à préciser que le but est de faire une analyse globale du maintien des liens familiaux et amoureux et non de faire des analyses personnelles.

Comme le sujet de cette étude est le maintien des liens familiaux et amoureux, les personnes désirant participer à l'étude doivent avoir des contacts réguliers avec au moins un membre de leur famille (grands-parents, parents, frères ou sœurs, conjoint(e) et enfants). Les contacts peuvent être de différente nature comme par téléphone, courrier, visite...

Si vous êtes intéressés à participer à l'étude, laissez votre nom sur la liste prévue à cet effet et afin de m'aider à constituer mon échantillon, veuillez préciser à côté de votre nom avec qui vous avez des contacts, la nature de ces contacts (téléphone, courrier, visite...) et la fréquence de ces contacts.

En cas de problème ou si vous désirez de plus amples informations sur la recherche, sur les modalités de votre participation, si vous avez des questions ou quoique ce soit d'autre, vous pouvez contacter Madame Marion Vacheret, professeure à l'Université de Montréal et responsable de la supervision de mon mémoire au 514-343-5677.

Je vous remercie d'avance pour l'intérêt porté à mon étude.

En espérant vous rencontrer pour une entrevue.

Ninon Lalonde

## **Bibliographie**<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> \*Références citées dans l'article

\*Andrews D.A. et Bonta J., 1994, *The Psychology of Criminal Conduct*, Anderson Publishing Co., Cincinnati.

Attias-Donfut C., 2004, *Solidarités intergénérationnelles et transmission familiale*, Séminaire de réflexion. Manuscrit non publié.

\*Barrette M., Lafortune D. et Baillargeon P., 2002, Grandir sainement avec un père détenu : vers une meilleure relation père-enfant, *Défi-Jeunesse*, vol. 8, n° 3, 26-31.

Berger P. et Luckmann T., 1996, *La construction sociale de la réalité*, Armand Colin, Paris.

Bernheim J.C. et Brousseau S., 2002, *Les droits des personnes incarcérées. Les règles, la réalité et les ressources*, Éditions Coursus Universitaire, Boucherville.

Blumer H., 1969, *Symbolic Interactionism. Perspective and Methods*, University of Chicago Press, Chicago.

Boudouris J., 1985/1996, *Parents in Prison: Addressing the Needs of Families*, American Correctional Association, Lanham.

\*Bouregba A., 2002, La parentalité à l'épreuve de l'incarcération, in : Bouregba A., *Les liens familiaux à l'épreuve du pénal*, Érès, Saint-Pétersbourg, 71-83.

\*Bouregba A., 1991, De la rupture au maintien des liens, *Transitions*, n°31, 80-85.

Bottoms A.E., 1999, Interpersonal violence and social order in prisons, *Prisons. Crimes and Justice. A Review of Research*, vol. 26, 205-281.

Cabin P. et Dortier J-F., 2000, *La sociologie : Histoire et idées : les fondateurs, les grands courants, les nouvelles sociologiques*, Presses universitaires de France, Auxerre.

Cabin P., 2000, L'essor de la sociologie interactionniste, in : Cabin P. et Dortier J-F., *La sociologie : Histoire et idées : les fondateurs, les grands courants, les nouvelles sociologiques*, Presses universitaires de France, Auxerre.

Cabin P., 1999, Années 90 : La sociologie française s'éclate, in : Cabin P et Dortier J-F., *La sociologie : Histoire et idées : les fondateurs, les grands courants, les nouvelles sociologiques*, Presses universitaires de France, Auxerre.

Castel R., 2004, Intégration et nouveaux processus d'individualisation in : Pourpart J., *Au-delà du système pénal. L'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciairisés et marginalisés*, Presses de l'Université du Québec, coll. Problèmes sociaux. Interventions sociales, Québec, 13-23.

Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, France.

\*Chantraine G., 2006, Le lien social à l'épreuve de l'incarcération : les maisons d'arrêt en France, *Les politiques sociales*, n° 3 & 4, 25-34.

\*Chantraine G., 2003, Prison, désaffiliation, stigmates. L'engrenage carcéral de l'« inutile au monde » contemporain, *Déviance et Société*, vol. 27, n° 4, 363-387.

Charbonneau J., 2004, *La recherche sur les solidarités familiales au Québec*, Séminaire d'accompagnement du programme de recherche sur les solidarités familiales. Manuscrit non publié.

\*Combessie P., 2004, *Sociologie de la prison*, Repères, coll. La découverte, Paris.

Combessie P., 2004, Intégration sociale des anciens détenus. Analyse des logiques de la justice pénale et de leurs effets in : Pourpart J., *Au-delà du système pénal. L'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciairisés et marginalisés*, Presses de

l'Université du Québec, coll. Problèmes sociaux. Interventions sociales, Québec, 231-248.

\*Delens-Ravier I., 2006, « Lien » familial et détention en Communauté française de Belgique, *Les politiques sociales*, n° 3 & 4, 25-34.

\*Doyon R., 1989, Étude descriptive des personnes admises au centre de prévention de Montréal, *Les cahiers du GRAPPP*, n°7.

\*Dozois J., Lalonde M. et Poupart J., 1989, *Construction sociale de la dangerosité, pratique criminologique et système pénal*, Université de Montréal, Montréal.

Enquêteur correctionnel du Canada, 2006, *Rapport annuel du bureau de l'Enquêteur correctionnel 2005-2006*, Ottawa, 54 p.

Enquêteur correctionnel du Canada, 2001, *Rapport annuel de l'Enquêteur correctionnel 2000-2001*, Ottawa, 84 p.

Farrington K., 1992, The Modern Prison as Total Institution? Public Perception Versus Objective Reality, *Crime and Delinquency*, vol. 38, n° 1, 6-26.

\*Farrington D.P., 1977, The family backgrounds of aggressive youths, in : Hersov L., Bezer M. et Shaffer D. (Eds.), *Aggression and Antisocial Disorder in Children*, Pergamon, London.

\*Foran T., 1995, Le mariage réduit-il les risques de criminalité?, *Forum*, vol. 7, n°2, 6-8.

Frétigné C., 1999, *Sociologie de l'exclusion*, L'Harmattan, Montréal.

\*Goffman E., 1968, *Asiles*, Minuit, Paris.

Gonin D., 1991, *La santé incarcérée : médecine et condition de vie en détention*, Archipel, Paris.

\*Hairston C.F., 1995, *Father in prison*, in : Gabel K. et Johnston D. (Eds.), *Children Of Incarcerated Parents*, Lexington Books, New York, 31-40.

Jacobs J.B., 1977, *Statesville : the Penitentiary in Mass Society*, University of Chicago Press, Chicago.

\*Knight B. J., Osborn S. G. et West D. J., 1977, Early marriage and criminal tendency in males, *British journal of criminology*, vol. 17, n° 4, 348-360.

\*Lafortune D., Barrette M. et Brunelle N., 2005, L'incarcération du père : expérience et besoins des familles, *Criminologie*, vol. 38, n° 1, 163-187.

\*Landreville P., Gagnon A. et Desrosiers S., 1976, *Les prisons de par ici*, Parti-Pris, coll. La Ligue des Droits de l'Homme, Montréal.

\*Lanier C.S., 1995, Les pères incarcérés : programme de recherche, *Forum*, vol. 7, n° 2, 34-36.

\*Lemire G., 1990, *Anatomie de la prison*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal.

\*Le Quéan P., 2000, « *L'autre peine* » *Enquête exploratoire sur les conditions de vie des familles de détenus*, CRÉDOC, coll. Cahier de recherche n°147, Paris.

\*Marchetti A-M., 1996, Pauvreté et trajectoire carcérale, in : Faugeron C., Chauvenet A. et Combessie P., *Approches de la prison*, coll. Perspectives criminologiques, Paris, 177-197.



\*McCord W., McCord J. et Zola I.K., 1959, *Origins of Crime*, Columbia University Press, New York.

McCorkle R.C., Miethe T.D. et Drass K.A., 1995, The Roots of Prison Violence : A Test of the Deprivation Management and « Not-so-Total » Institution Models, *Crime and Delinquency*, vol. 42, n° 3, 317-331.

\*Michelat G., 1975, Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie, *Revue française de sociologie*, vol. 16, n° 1, 229-247.

\*Pirès A. P., 1997, Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique in : Poupart J., Deslauriers J.-P., Groulx L.-H., Laperrière A., Mayer R. et Pirès A. P., *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Gaëtan Morin, coll. Chenelière Éducation, Montréal, 113-169.

Poupart J., 1997, L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques in Poupart J., Deslauriers J.-P., Groulx L.-H., Laperrière A., Mayer R. et Pirès A. P., *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Gaëtan Morin, coll. Chenelière Éducation, Montréal, 173-209.

Robitaille C., Guay J.-P. et Savard C., 2002, *Portrait de la clientèle correctionnelle du Québec 2001*, Montréal, Société de criminologie du Québec pour la DGSC du Ministère de la Sécurité publique du Québec, 128 p.

\*Rostaing C., 2002, Les non-réponses en question, *Synthèses*, n° 59, 89-99.

\*Rostaing C., 1997, *La relation carcérale. Identités et rapports sociaux dans les prisons de femmes*, Les Presses universitaires de France, coll. Le Lien social, Paris.

Schütz A., 1987, *Le chercheur et le quotidien*, Méridien, Paris.

\*Service Correctionnel du Canada, 2004, *Programmes pour les familles des délinquants*, Canada. Consulté le 18 mars 2005 du site [http://www.csc-scc.gc.ca/text/home\\_f.shtml](http://www.csc-scc.gc.ca/text/home_f.shtml)

\*Seyler M., 1985, La consommation dans les établissements pénitentiaires, *CESDIP*, Déviance et contrôle social, n°41.

\*Stastny C., et Tyrnauer G., 1982, *Who Rules the Joint?*, Lexington Books, Londres.

\*Strimelle V. et Poupart J., 2004, Une fois la sentence terminée. L'intégration des personnes ayant connu une expérience d'incarcération, in : Poupart J., *Au-delà du système pénal. L'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciarisés et marginalisés*, Presses de l'Université du Québec, coll. Problèmes sociaux. Interventions sociales, Québec, 101-123.

\*Sykes G.M., 1958, *The Society of Captives*, Princeton University Press, Princeton.

\*Taylor G., 1998, Les besoins du délinquant : Comment cibler nos interventions correctionnelles, *Forum*, vol. 10, n° 3, 3-8.

\*Vacheret M. et Lemire G., 2007, *Anatomie de la prison contemporaine*, Les Presses de l'Université de Montréal, coll. Paramètres, Canada.

\*Vacheret M. et Lalonde N., 2006, Les enjeux du maintien d'une relation « enfant – parent détenu », *Les politiques sociales*, n° 3 & 4, 25-34.

\*Vacheret M., 2004, Les dynamiques de pouvoir dans un modèle de primauté du droit. Analyse du système carcéral canadien, *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, n°1, 29-42.

\*Vacheret M., 2001, L'univers des surveillants de prison : de la dévalorisation à l'atomisation, *Revue de droit pénal et de criminologie*, Juin, 532-559.

Welzer-Lang D., Mathieu L. et Faure M., 1996, *Sexualité et violence en prison*, Aléas Editeur, Lyon.

\*West D.J. et Farrington D.P., 1973, *Who Becomes Delinquent?*, Heinemann Educational Books, London.

Xiberras M., 1993, *Les théories de l'exclusion*, Méridiens Klincksieck, Paris.

\*Zaouche-Gaudron C., 2006, Incarcération : pères et enfants en risque de rupture, *Les politiques sociales*, n° 3 & 4, 25-34.

### Autres références bibliographiques

Barre M-D. et Tournier P., 1984, La population carcérale « Dimensions, structure et mouvements », *CESDIP*, n°46.

Bourdouris J., 1996, *Parents in Prison : Addressing the Needs of Families*, 2<sup>ème</sup> ed., American Correctional Association, Philadelphie.

Burstein J.Q., 1977, *Conjugal Visits in Prison*, Lexington Books, Toronto.

Carlson B.E. et Cervera N., 1992, *Inmates and their Wives. Incarceration and Family Life*, Greenwood Press, London.

Castel R., 1994, La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation, *Cahiers de recherche sociologique*, n° 22, 11-27.

Chartier G., 2003, Pour maintenir les liens avec la famille et la collectivité, *Entre nous*, vol. 28, n°3, 12-14.

Cicchelli-Pugeault C. et Cecchelli V., 1998, *Les théories sociologiques de la famille*, La Découverte, coll. Repères, Paris.

Farrington D., 1989, Later adult Life Outcomes of Offenders and Non-Offenders, in : *Children at Risk : Assessment, Longitudinal Research and Intervention*, Walter de Gruyter, New York.

Faugeron C. et Le Boulaire J-M., 1991, Prisons et peines de prison : éléments de construction d'une théorie, *CESDIP*, n° 61.

Gabel K. et Johnston D., 1995, *Children of Incarcerated Parents*, Lexington Books, New York.

Jackson B., 1975, *Leurs prisons*, Plon. Coll. Terre Humaine, Paris.

Landreville P., Cousineau M-M., Laplante P. et Michaud L., 1994, *Profil et besoins de la population des établissements de détention*, Centre international de criminologie comparée, Montréal.

Landreville P., Blankevoort V. et Pirès A., 1981, *Les coûts sociaux du système pénal*, Université de Montréal, Montréal.

Le Camus J., 2002, *Rester parents malgré la détention. Les relais enfants-parents et le maintien des liens familiaux*, Érès, France.

Lehalle S., 2006, *Le contrôle social des établissements de détention. Les cas de la France et du Canada*, Université de Montréal, Montréal.

Ligonde P., 1970, *Le syndrome carcéral : implications cliniques de l'emprisonnement dans un milieu de privation extrême*, Université de Montréal, Montréal.

Normandeau A. et Vauclair M., 1986, Sociologie du milieu carcéral, *Les Cahiers de l'École de criminologie*, n° 23.

Oddone Paolucci E., Violato C. et Schofield M. A., 1998, Les domaines de besoins du délinquant : « Relations conjugales et familiales », *Forum*, vol. 10, n°3, 19-22.

Trzcinski E., Satyanathan D. et Ferro L., 2002, *What about me? Children with Incarcerated Parents*, Michigan state University, Detroit.

Vacheret M., 1998, *L'univers de la prison à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle. Une analyse des pénitenciers canadiens*, Université de Montréal, Montréal.

V.G.-Morval M., 2002, *Psychologie de la famille*, Les Presses de l'Université de Montréal. Montréal.